



PLATEFORME MONDIALE POUR  
LA RÉDUCTION DES RISQUES  
DE CATASTROPHE



INDONÉSIE  
2022

## Du risque à la résilience :

Vers un développement durable pour tous  
dans un monde transformé par la COVID-19

Septième  
Session

Bali, Indonésie,  
23-28 mai 2022



# COMPTE-RENDU

Convoqué et organisé par



UNDRR

Bureau des Nations Unies pour la  
réduction des risques de catastrophe

Accueilli par  
le Gouvernement d'Indonésie



# Table des matières

<b>01 A propos de la Plateforme mondiale 2022 (PM22)</b> .....	<b>5</b>
Remerciements .....	6
Avant-propos .....	9
Résumé des Co-présidents: .....	10
Agenda .....	17
La PM22 en chiffres .....	19
Format des conférences .....	20
Accessibilité et inclusion .....	21
Sécurité relative à la Covid-19.....	22
Durabilité .....	23
<b>02 Programme officiel</b> .....	<b>24</b>
Cérémonie d'ouverture .....	25
Tables rondes ministérielles .....	26
Dialogues de haut niveau .....	29
Séances plénières d'examen à mi-parcours .....	36
Déclarations officielles.....	41
Sessions thématiques.....	41
Sessions spéciales.....	64
Séance de clôture .....	67
<b>03 Programme informel</b> .....	<b>68</b>
Plateforme d'innovation .....	69
Ignite Stage .....	70
Labos d'apprentissage .....	73
Prix Sasawaka .....	74
Événements parallèles .....	77
Excursions .....	111
<b>04 Journées préparatoires</b> .....	<b>112</b>
Troisième conférence sur les systèmes d'alerte précoce multirisques .....	113
Deuxième forum des parties prenantes .....	116
Cinquième Conférence internationale sur la reconstruction (WRC5) .....	119
Forum des élus locaux .....	122

© 2022 BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR)  
7bis Avenue de la Paix, CH1211 Geneva 2, Switzerland. Tel: +41 22 917 89 08



# 01 A propos de la Plateforme mondiale 2022





## Remerciements

Le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe exprime sa profonde gratitude au Gouvernement de l'Indonésie pour avoir accueilli la PM2022 ainsi que pour ses importantes contributions et son soutien politique, financier et en nature.

Une reconnaissance particulière est donnée aux donateurs suivants qui ont soutenu la Plateforme mondiale 2022 pour la réduction des risques de catastrophe (PM2022) par le biais de contributions affectées ou en nature (au 16 mars 2022) : l'Allemagne, l'Australie et la Suisse. L'UNDRR tient également à remercier les nombreux autres donateurs qui ont fourni des contributions non affectées. <sup>1</sup>

L'UNDRR adresse également ses sincères remerciements au grand nombre d'organisations ayant contribué à la Plateforme 2022 ainsi qu'à tous les autres donateurs, partenaires et parties prenantes ayant soutenu les Plateformes régionales et la PM2022 par le biais de contributions affectées et non affectées à l'UNDRR.

---

<sup>1</sup> Les donateurs suivants ont contribué au financement non affecté du programme de travail de l'UNDRR au cours de la période 2021-2022 : Australie, Chine, République tchèque, Finlande, France, Israël, Japon, Luxembourg, Norvège, Philippines, République de Corée, Suède et Suisse.

## Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe 2022

La septième session de la Plateforme mondiale (GP2022) a été organisée et convoquée par le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR) du 23 au 28 mai 2022, à Bali, en Indonésie, et accueillie par le gouvernement indonésien. L'événement était coprésidé par le gouvernement indonésien et l'UNDRR.

L'Assemblée générale des Nations unies reconnaît la Plateforme mondiale comme le forum mondial d'examen des progrès de la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Lors de la Plateforme, les gouvernements, le système des Nations unies et toutes les parties prenantes se réunissent pour partager leurs connaissances, discuter des derniers développements et tendances en matière de réduction des risques de catastrophe, identifier les lacunes et faire des recommandations pour accélérer davantage la mise en œuvre du Cadre de Sendai.

La Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe sert de mécanisme essentiel pour suivre les progrès de la mise en œuvre du Cadre de Sendai au niveau mondial. Depuis 2007, sept sessions de la Plate-forme mondiale ont eu lieu. Les résultats sont reconnus par l'Assemblée générale comme une contribution aux délibérations du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF), qui se tient chaque année en juillet, et contribuent ainsi à la mise en œuvre et au suivi de l'Agenda 2030 pour le développement durable en tenant compte des risques.

La PM2022 a fait le point sur la mise en œuvre du Cadre de Sendai, recommandé des actions aux décideurs politiques, mis en évidence les bonnes pratiques et sensibilisé le public. Les résultats ont été synthétisés dans le résumé des coprésidents, le Programme de Bali pour la résilience, et contribueront à l'examen intergouvernemental à mi-parcours du Cadre de Sendai prévu en 2023.

## Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe

Le Bureau des Nations unies pour la Réduction des risques de catastrophe a été créé en 1999 et mandaté par la résolution (56/195) de l'Assemblée générale des Nations unies pour servir de point focal dans le système des Nations unies pour la coordination de la réduction des risques de catastrophe (RRC). Le rôle du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe est de soutenir la mise en œuvre, le suivi et l'examen du Cadre de Sendai, notamment en favorisant la cohérence avec d'autres instruments internationaux, tels que l'Agenda 2030 pour le développement durable et ses Objectifs de développement durable ainsi que l'Accord de Paris sur le changement climatique.

C'est une unité organisationnelle du Secrétariat des Nations unies, dirigée par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (SRSR). Le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe adopte une approche de coordination multipartite basée sur les relations qu'il a développées avec les gouvernements nationaux et locaux, les organisations intergouvernementales et la société civile, y compris le secteur privé, opérant par le biais d'un réseau de partenaires mondiaux.





# Avant-propos

**Mami Mizutori**

*Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe*

## **Du risque à la résilience : Vers un développement durable pour tous dans un monde transformé par la COVID-19**

La septième session de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe (PM2022) fut un moment décisif pour revoir notre approche en matière de gestion des risques. En effet, cette rencontre a été la première du genre depuis le début de la pandémie de COVID-19 et, malgré les défis, la Plateforme mondiale, organisée dans un format hybride, a atteint un niveau de participation record, avec 5 000 participants venus de 185 pays au total. Ce fut également la Plateforme mondiale la plus ouverte et la plus accessible à ce jour, avec plus de 200 personnes atteintes de handicaps y participant physiquement. Je tiens à remercier très sincèrement le gouvernement de la République d'Indonésie, et en particulier l'Agence nationale de gestion des catastrophes (BNPB), pour avoir splendidement accueilli la PM2022 malgré la situation très difficile.

Organisée sous le thème Du risque à la résilience : Vers un développement durable pour tous dans un monde transformé par la COVID-19, la Plateforme mondiale présentait les leçons tirées de la pandémie, et les voies à suivre pour faire face à l'urgence climatique. S'appuyant sur les Plateformes régionales pour la réduction des risques de catastrophe accueillies par les gouvernements de la Jamaïque, du Kenya, du Maroc et du Portugal en 2021, la Plateforme mondiale a souligné les actions nécessaires pour intensifier les efforts déployés afin que le monde soit sur la bonne voie pour la réalisation des Objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

Sur une période de cinq jours, la Plateforme mondiale a compté trois jours officiels qui, entre autres, ont permis d'organiser deux tables rondes ministérielles et trois consultations plénières sur l'examen à mi-parcours du Cadre de Sendai, et deux jours préparatoires au cours desquels les partenaires ont organisé la troisième Conférence sur les systèmes d'alerte précoce multirisque (SAP-III), la cinquième édition de la Conférence mondiale sur la reconstruction (CMR5), le Forum de leadership local et le Forum des parties prenantes.

Les résultats de la Plateforme mondiale sont consignés dans l'Agenda de Bali pour la résilience. Ses sept recommandations appellent, premièrement, à reconfigurer la gouvernance des risques pour faire en sorte que la gestion des risques soit une responsabilité partagée entre tous les secteurs. Deuxièmement, le financement de la réduction des risques de catastrophe à inscrire dans les lois et à inclure dans les cadres de financement nationaux intégrés. Troisièmement, elle appelle les gouvernements à tenir les engagements pris à Glasgow lors de la Conférence des Parties d'augmenter drastiquement le financement de l'adaptation et de la résilience. Quatrièmement, elle appelle à responsabiliser les personnes les plus exposées au risque, selon la devise "rien sur nous sans nous". Cinquièmement, elle exprime son soutien à l'appel du Secrétaire général des Nations unies pour que les systèmes d'alerte précoce couvrent toute personne sur Terre d'ici cinq ans. Sixièmement, pour que le monde applique les enseignements de la pandémie pour reconstruire un monde meilleur, plus vert et plus équitable. Septièmement, que tous les États membres, les organisations régionales et les parties prenantes s'engagent résolument dans la révision à mi-parcours de la mise en œuvre du Cadre de Sendai.

Je vous souhaite une bonne lecture des présents travaux et j'espère que vous travaillerez au sein de votre organisation pour satisfaire aux appels à l'action du Programme de Bali pour la résilience. Au sein du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe, nous nous réjouissons d'ores et déjà d'accueillir nombre d'entre vous à la Conférence ministérielle sur la réduction des risques de catastrophe en Asie-Pacifique, organisée par le gouvernement australien en septembre, et à la prochaine Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe, qui se tiendra à Genève, en Suisse, en 2025.

# PM2022 Résumé des Co-présidents: Agenda de Bali pour la résilience

Le GP2022 a été un signal d'alarme pour améliorer les mesures de prévention et arrêter la spirale de l'augmentation de l'impact et des risques de catastrophe. Le résumé des co-présidents a été publié le 27 mai et contient un puissant appel à l'action, également connu sous le nom de Agenda de Bali pour la résilience (BRA).

## Agenda de Bali pour la résilience

### Du risque à la résilience : Vers un développement durable pour tous dans un monde transformé par la COVID-19

#### INTRODUCTION

1. La septième session de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe a eu lieu du 25 au 27 mai 2022 à Bali, en Indonésie. Elle fut co-présidée par S.E. Prof. Muhadjir Effendy, Ministre coordinateur du Développement Humain et des Affaires Culturelles de la République d'Indonésie, et Mme Mami Mizutori, Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Réduction des Risques de catastrophe. Menée dans un format hybride, la Plateforme mondiale comptait plus de 5000 participants de 185 pays. Les avancées vers la parité des sexes et vers l'accessibilité ont été évidentes tout au long de la Plateforme. En effet, parmi les intervenants, la moitié étaient des femmes ainsi que 40 % des personnes présentes. Plus de 200 personnes handicapées ont activement participé aux panels et aux discussions, doublant ainsi leur nombre depuis la Plateforme mondiale en 2019.
2. La Plateforme mondiale fut organisée à un moment où le monde se rétablissait de la pandémie de COVID-19, tout en devant faire face aux impacts accrus de l'urgence climatique. Cela a été aggravé par des conflits, notamment la guerre en Ukraine, qui a bouleversé les chaînes mondiales d'approvisionnement, provoqué l'inflation et mis en péril la sécurité alimentaire, aggravant davantage la précarité des habitants des régions du monde les plus propices aux catastrophes.
3. Le thème de la Plateforme mondiale, Du risque à la résilience : Vers un développement durable pour tous dans un monde transformé par la COVID-19, a permis de proposer les leçons de la pandémie et les voies à suivre pour aborder l'urgence climatique. La Plateforme mondiale a mis en évidence les actions urgentes nécessaires pour intensifier les efforts visant à remettre le monde sur le chemin de la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030 pour le Développement durable et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.
4. En tant que pays hôte de la Plateforme mondiale, le Président de l'Indonésie a encouragé la communauté internationale à accroître la coopération en matière de gestion des risques de catastrophe par une collaboration en vue d'une résilience durable fondée sur les principes suivants : le renforcement de la culture et de l'éducation en matière de réduction des risques ; l'investissement dans la science, la technologie et l'innovation ; les infrastructures résistantes au climat et aux catastrophes ; et la mise en œuvre des engagements mondiaux. Dans le contexte actuel de reprise mondiale, et en accord avec la présidence indonésienne du G20 sur le thème «Une récupération conjointe, une récupération plus solide», la Plateforme mondiale a présenté une occasion unique et opportune de montrer l'importance et la valeur du multilatéralisme inclusif et en réseau, de la solidarité internationale et coopération.
5. La Plateforme mondiale a été précédée, les 23 et 24 mai 2022, par la troisième Conférence sur les alertes

précoces multirisques, la cinquième session de la Conférence mondiale sur la reconstruction, le Forum des parties prenantes et le Forum des dirigeants locaux.

## BILAN DES PROGRÈS ACCOMPLIS

6. La Plateforme mondiale 2022 a dressé le bilan de la mise en œuvre du Cadre de Sendai, sur base de l'expérience des acteurs et des décideurs aux niveaux local, national et régional, des avancées communiquées par les États membres via le Suivi du Cadre de Sendai, le Rapport d'évaluation mondiale 2022 des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe, et d'autres rapports récents tels que le Sixième Rapport d'Évaluation du Panel Intergouvernemental sur le Changement Climatique.
7. Les résultats des plateformes régionales pour la réduction des risques de catastrophe, organisées par les gouvernements de la Jamaïque, du Maroc, du Kenya et du Portugal en 2021, ont aussi constitué des contributions importantes à la Plateforme mondiale de 2022. Ces plateformes ont mis l'accent sur la coopération régionale et transfrontalière, la coopération Sud-Sud, le renforcement des données relatives aux pertes et aux risques de catastrophe, les systèmes d'alerte précoce multirisques et basés sur l'impact pour une action anticipée et précoce, la sécurité globale des écoles, la promotion du leadership des jeunes et la gestion du patrimoine. L'inclusion de la réduction des risques de catastrophe dans les examens nationaux volontaires (ENV) a été reconnue comme un mécanisme clé pour promouvoir un développement tenant compte des risques.
8. Malgré certaines avancées, les Objectifs de développement durable (ODD) sont loin d'être sur la bonne voie, et la mise en œuvre complète du Cadre de Sendai pourrait permettre à la communauté internationale de se replacer sur la voie de l'Agenda 2030. La mise en œuvre du Cadre de Sendai a progressé et 155 pays, soit une augmentation de 33 % depuis la Plateforme mondiale de 2019, présentent des rapports par le biais du Moniteur du Cadre de Sendai.
9. On avait constaté une baisse perceptible de la mortalité liée aux catastrophes, passant de plus de 104 000 décès par an dans les années 2000 à une moyenne de 81 000 par an dans les années 2010. Néanmoins, la pandémie de COVID-19 a interrompu ce déclin et inversé la tendance. Les pertes économiques résultant de catastrophes naturelles ne cessent d'augmenter.
10. Depuis la Plateforme mondiale de 2019, le nombre de pays ayant rendu compte de l'élaboration de stratégies nationales de réduction des risques de catastrophe a grimpé d'un tiers et s'élève désormais à 123 pays. Les pays ont fait état d'une augmentation des approches multirisques et multi-sectorielles et de la synergie avec la planification de l'adaptation au changement climatique.
11. Bien qu'il y ait eu un certain progrès, comme par exemple dans le développement de nouveaux mécanismes de financement et de meilleurs liens avec la lutte contre le changement climatique, les données indiquent toujours que les investissements et les progrès en matière de réduction des risques de catastrophe sont encore insuffisants dans la plupart des pays, en particulier en ce qui concerne l'investissement dans la prévention.
12. La compréhension des risques demeure faible, en particulier des risques provenant des dangers émergents et futurs, et les politiques gouvernementales continuent à être largement réactives. Plus de la moitié des pays qui font rapport sur les objectifs du Cadre de Sendai précisent qu'ils disposent d'informations adéquates, accessibles et exploitables relatives aux risques de catastrophe. La gestion efficace des risques de catastrophe se trouve souvent entravée par la mise en place d'approches intersectorielles et transfrontalières limitées et compartimentées.
13. Malgré un accord général sur le fait que l'investissement dans l'alerte précoce multi-aléa qui conduit à une action rapide, en avril 2022, seuls 95 pays ont signalé l'existence de systèmes d'alerte précoce multi-aléas (MHEWS). La couverture dans les pays les moins avancés (PMA), les petits États insulaires en développement (PEID) et dans les pays africains est particulièrement faible.

14. Au moment de la Plateforme mondiale, on comptait au moins 84 pays menant des entretiens et des examens nationaux, et rédigeant des rapports pour contribuer à l'examen à mi-parcours du Cadre de Sendai, conjointement avec de multiples parties prenantes et consultations thématiques.

## AVANCER LA MISE EN OEUVRE DU CADRE SENDAI

15. La Plateforme mondiale a été considérée comme un appel au réveil pour que les pays accélèrent leur mise en œuvre des priorités du Cadre de Sendai dans le but de cesser la progression de l'impact et des risques de catastrophe. L'une des principales recommandations visait à appliquer une approche « Pensez résilience » à tout investissement et prise de décision, et à intégrer la réduction des risques de catastrophe au sein de l'ensemble du gouvernement et de la société.
16. Les pays devraient développer davantage leurs capacités à surveiller efficacement les impacts, les tendances et les évolutions de la mise en œuvre du Cadre de Sendai, afin de combler les lacunes au niveau des données. Les indicateurs de progrès de développement nationaux devraient être alignés sur ceux du Cadre de Sendai afin que la réduction des risques soit intégrée dans les processus de planification et de prise de décision en vue d'un développement durable. Les organismes régionaux devront renforcer le suivi et les rapports sur les progrès du Cadre de Sendai.
17. Des nouvelles approches améliorées concernant l'évaluation des risques, notamment l'analyse prédictive et la prospective stratégique, doivent être soutenues à tous les niveaux. Il est nécessaire que les pays soient en mesure de mieux apprécier le risque associé aux dangers en chaîne, aux dangers composés et aux crises complexes, en mettant les données plus rapidement à disposition afin de mettre en œuvre des stratégies à long terme. Il convient de renforcer l'évaluation des risques biologiques, environnementaux et technologiques, y compris ceux liés aux risques frontaliers, dans le cadre d'une approche multirisque de la gestion des risques de catastrophe.
18. Il est opportun d'aller au-delà d'une approche centrée sur les aléas pour passer à une analyse systémique des risques dont la vulnérabilité et l'exposition sont les composantes essentielles. L'urgence climatique réclame que les efforts se concentrent davantage sur le développement et la modélisation de scénarios climatiques pour l'évaluation des risques et la mise à l'épreuve des infrastructures et des capacités pour la gestion des risques de catastrophe.
19. Des avancées supplémentaires sont requises pour développer des outils permettant de synthétiser la multitude de données produites par divers secteurs, y compris la création d'interfaces entre les systèmes de gestion des connaissances. Il est nécessaire de renforcer les écosystèmes de données, y inclus pour les données désagrégées, et notamment améliorer l'interopérabilité entre les systèmes, ainsi que le retour des connaissances locales et l'avis des experts.
20. La coopération avec le secteur privé, par exemple, les télécommunications et les assurances, et la communauté scientifique, ouvrent la voie à l'accès, à l'utilisation et à la diffusion de données relatives aux risques et à l'alerte précoce, tout en utilisant des sources de données ouvertes. Une collaboration avec les médias et la société civile permettra de traduire les informations scientifiques en mesures concrètes.
21. Le dialogue et la communication au sujet des risques sont à renforcer. Il faut encourager les solutions créatives et la transformation numérique afin de surmonter les obstacles à la communication et de consolider une compréhension du risque adaptée au contexte. Les messages spécifiques au contexte et conformes à la communauté doivent être diffusés. Il est nécessaire de promouvoir les connaissances et la sagesse traditionnelles, locales et autochtones testées et améliorées au fil des générations dans le monde entier, de manière à renforcer les pratiques et le savoir-faire scientifiques et à intensifier les efforts de sensibilisation et d'éducation.

22. De nouveaux systèmes devraient être conçus, mettant en œuvre les sciences comportementales et prenant en compte la perception des risques par les individus et les biais cognitifs pour consolider une culture sociétale du risque et de la résilience. Il est possible d'accélérer la réduction des risques en concevant et en testant des produits et des services qui prennent en considération la manière dont les communautés prennent leurs décisions en matière de gestion des risques.
23. La mise à l'échelle d'une gestion globale des catastrophes et des risques climatiques, en particulier dans des contextes fragiles et très vulnérables, dépasse les attributions d'une seule organisation et nécessite de larges partenariats. Le Centre d'excellence pour la résilience au climat et aux catastrophes, récemment lancé, est un effort collectif des agences de réduction des risques de catastrophe, de changement climatique et d'aide humanitaire pour accélérer l'action préventive, en particulier pour ceux qui risquent le plus d'être laissés pour compte.
25. La coopération régionale et transfrontalière en matière de réduction des risques de catastrophe, y compris les MHEWS et l'échange de données, s'est avérée très efficace et devrait être encouragée. Le rôle des organisations régionales dans l'accélération de la mise en œuvre du Cadre de Sendai devrait être encore renforcé.
26. Les expériences partagées ont démontré la valeur de la promotion des liens nationaux-locaux et des échanges entre pairs parmi les autorités locales pour renforcer la résilience et les capacités locales. Le soutien au niveau local, y compris dans les zones urbaines, périurbaines et rurales, doit être renforcé par des approches innovantes de renforcement de la résilience et par des partenariats dans la poursuite de l'ODD 11, tels que Pour des villes résilientes 2030 (MCR2030).
27. Le leadership en matière de réduction des risques de catastrophe doit être plus inclusif. Il est possible de faire davantage pour renforcer l'égalité des sexes et la participation des femmes et des filles à la prise de décision, à la mise en œuvre et au leadership. Il convient d'établir des objectifs et des délais spécifiques pour atteindre l'équilibre entre les sexes et un plan d'action en faveur de l'égalité des sexes pour réaliser le Cadre de Sendai. Les politiques et les programmes doivent également être soutenus par une compréhension des dimensions sexospécifiques des risques de catastrophe. Il convient de faciliter un plus grand investissement dans les organisations et les réseaux de la société civile dirigés par des femmes afin qu'elles puissent participer de manière significative à la prise de décision et l'influencer.
28. En outre, l'éducation des jeunes et la création de partenariats avec eux en matière de gestion des risques de catastrophe garantissent que leur participation aux actions de renforcement de la résilience s'étende à l'élaboration de politiques ayant un impact intergénérationnel. L'implication des personnes handicapées dans la conception, la planification et le leadership garantit que les mesures de réduction des risques de catastrophe peuvent les protéger et réduire leurs vulnérabilités. Il convient de reconnaître les préjugés et d'évaluer les facteurs favorables, les opportunités et les obstacles afin d'élaborer des politiques et des programmes appropriés.
29. Des dispositions visant à traiter les déplacements dus aux catastrophes et d'autres formes de mobilité humaine devraient être incluses dans les politiques et stratégies nationales, locales et régionales de réduction des risques de catastrophe, comme le font certains pays. Le risque de déplacement dû aux catastrophes devrait être évalué et réduit, notamment en s'attaquant aux causes sous-jacentes de ces déplacements et en se préparant à leurs conséquences négatives.
30. Les flux de financement internationaux devraient tenir compte de la capacité d'absorption et du poids de la dette des pays en développement. L'accès au financement devrait être facilité, et les capacités nationales et locales à développer des projets bancables qui soutiennent la résilience et responsabilisent les communautés devraient être renforcées. Des mesures alternatives pour orienter les investissements au-delà du produit intérieur brut, comme l'utilisation d'un indice de vulnérabilité multidimensionnel, peuvent aider à cibler les financements pour la prévention et le renforcement de la résilience.
31. Un financement innovant et décentralisé de la réduction des risques de catastrophe garantit que

les ressources atteignent les communautés et les individus avant que la catastrophe ne frappe. Cela peut être rendu possible par des dispositions dans les budgets des gouvernements sous-nationaux et locaux pour gérer les pertes localisées, un financement commun au niveau local, et des arrangements financiers et institutionnels préétablis.

32. Pour encourager les investissements dans la réduction des risques de catastrophe, il faut tenir compte de la manière dont les investissements influent sur l'exposition et la vulnérabilité dans l'ensemble des systèmes et intégrer les impacts prévus dans les décisions d'investissement. Les risques actuels et projetés doivent être internalisés dans le financement des secteurs public et privé.
33. Les gouvernements doivent dé-risquer tous les investissements et encourager ex ante la réduction des risques à long terme et le renforcement de la résilience grâce à un environnement juridique et réglementaire favorable aux investissements publics et privés. Alors que le monde se remet de la pandémie de COVID-19, il est nécessaire d'investir de manière prévisible et durable dans la reconstruction et le renforcement des systèmes de santé, notamment au niveau communautaire, afin de garantir l'équité.
32. Le secteur privé a un rôle clé à jouer en encourageant un comportement commercial éclairé par le risque qui inclut la divulgation du risque, la communication de leur contribution au renforcement de la résilience et la sécurité sur le lieu de travail, entre autres. Il faut faire davantage pour renforcer la résilience des micros, petites et moyennes entreprises, notamment en les sensibilisant et en leur donnant les moyens d'appliquer des outils de soutien à la planification de la continuité des activités, en s'attaquant aux interdépendances et aux inégalités dans les chaînes de valeur et d'approvisionnement, et en mettant en place un microfinancement ciblé.
35. La résilience des infrastructures est la pierre angulaire du développement durable. La compréhension des risques pour les infrastructures ainsi que pour les services qu'elles fournissent, ainsi que la planification de l'utilisation des terres, devraient être une considération essentielle. Des outils spécifiques au secteur, tels que des normes de notation pour guider les décisions d'investissement dans les infrastructures, y compris dans l'immobilier, sont utiles pour le développement de normes sectorielles. La Plateforme mondiale a exprimé le besoin de principes et de normes pour des infrastructures résilientes afin de préserver les investissements mondiaux dans les infrastructures.
36. Si la nature est menacée par le changement climatique et les catastrophes, elle offre également des solutions pour renforcer la résilience. Les écosystèmes devraient être considérés comme des infrastructures essentielles et reconnus pour leurs services de base, apportant des avantages environnementaux, socio-économiques et culturels. L'évaluation des pertes et des dommages liés aux catastrophes devrait inclure l'évaluation des pertes liées aux écosystèmes. Les solutions basées sur la nature devraient être intégrées dans les plans et les politiques. Elles deviennent plus efficaces pour apporter des avantages socio-économiques lorsqu'elles sont conçues avec les communautés locales qui comprennent parfaitement leur territoire et leur région. De telles approches aident à débloquer des flux de financement inexploités, tels que les obligations vertes et bleues et les financements mixtes.
37. Les lacunes en matière de protection doivent être minimisées par des investissements dans la protection sociale et des solutions d'assurance abordables par le biais d'un soutien aux primes et au capital, combiné à la microfinance et au financement basé sur les prévisions. Le secteur de l'assurance doit inciter à la réduction des risques et à la prévention, minimisant ainsi le risque résiduel et le coût de l'assurance. La protection sociale doit être adaptative et répondre aux chocs, afin de pouvoir être étendue rapidement avant une catastrophe et dans le cadre du redressement et de la réhabilitation pour atténuer les impacts socio-économiques. Une augmentation significative des investissements dans ces régimes de protection sociale est nécessaire, et un écosystème favorable au niveau local pour assurer une participation inclusive est encouragé.
38. Le concept de "reconstruire en mieux" post-pandémie de COVID-19 doit encore être transformé en action. La pandémie de COVID-19 et la réponse qui lui a été apportée ont creusé les inégalités et les vulnérabilités et fait dérailler les voies de développement pour les plus pauvres et les plus à risque. La Plateforme mondiale a appelé à tenir compte de la nature dynamique de la vulnérabilité et des

vulnérabilités croisées dans les évaluations des risques, la planification et le financement.

39. Le principe de ne laisser personne de côté est la promesse centrale et transformatrice de l'Agenda 2030. La Plateforme mondiale a reconnu la contribution des acteurs non étatiques au renforcement de la résilience à tous les niveaux. Plus de 600 organisations ont pris des engagements volontaires pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai et continuent de rendre compte de leur mise en œuvre.
40. Actuellement, la grande majorité des dépenses publiques en matière de relèvement ont été allouées aux infrastructures et non au soutien des personnes touchées. Le relèvement et la reconstruction sont plus efficaces lorsqu'ils sont dirigés par la communauté et qu'ils s'attaquent aux inégalités par le biais d'approches sensibles au genre et fondées sur les droits de l'homme.
41. La planification pré-catastrophe et les évaluations des besoins post-catastrophe (PDNA) devraient aller au-delà des dommages et des pertes pour inclure des impacts socio-économiques plus larges. Cette approche est plus efficace pour garantir des résultats socialement transformateurs avec des avantages à long terme pour la réduction de la pauvreté et des inégalités.
42. Les méthodes d'évaluation de l'efficacité des systèmes d'alerte précoce devraient être renforcées. Les cadres de volontaires communautaires d'alerte précoce peuvent avoir un impact significatif et doivent être reliés aux systèmes officiels.
43. La réduction des risques de catastrophe doit être intégrée dans le lien entre l'humanitaire, le développement et la paix afin de surmonter la nature prolongée et récurrente des crises et de renforcer la sécurité alimentaire locale et mondiale. Les pays touchés par des conflits et des crises humanitaires méritent une plus grande attention. Des évaluations conjointes des risques et des activités soutenues par un financement flexible, prévisible et pluriannuel pour la réduction des risques de catastrophe peuvent favoriser des résultats se renforçant mutuellement et plus résistants pour la réduction des risques de catastrophe, l'action climatique et le maintien de la paix.

## CONSIDÉRATIONS FINALES ET LA VOIE À SUIVRE

44. Pour atteindre l'Agenda 2030, la réduction des risques de catastrophe devra être intégrée au cœur des politiques, législations et plans de développement et de financement. La Plateforme mondiale a plaidé pour une transformation des mécanismes de gouvernance des risques afin de faire en sorte que la gestion des risques constitue une responsabilité commune entre les secteurs, les systèmes, les échelles et les frontières. Les exemples démontrent que le travail transversal entre ministères et départements à tous les niveaux peut permettre aux gouvernements de briser les silos institutionnels.
45. Seuls les changements systémiques permettent de rendre compte du véritable impact des catastrophes ainsi que du coût de l'inaction et de le mettre en balance avec les investissements dans la réduction des risques de catastrophe. Des exemples intéressants d'engagement politique manifeste sous la forme d'objectifs budgétaires légiférés et de mécanismes de suivi pour la réduction des risques de catastrophe voient le jour, ce qu'il convient de promouvoir et de reproduire. Les stratégies de financement dédiées à la réduction des risques de catastrophe orientent et hiérarchisent les investissements et doivent être incluses dans les cadres de financement nationaux intégrés.
46. Convoquée à mi-chemin entre la CdP 26 et la CdP 27, la Plateforme mondiale a observé que les niveaux d'émission actuels dépassaient de loin leur atténuation, entraînant une augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements catastrophiques, ce qui menace la réalisation de l'Agenda 2030. La Plateforme mondiale a demandé aux gouvernements d'honorer les engagements souscrits à Glasgow afin d'améliorer radicalement le financement et le soutien de l'adaptation et de la résilience. Il est urgent d'intensifier la réduction des risques de catastrophe en tant que solution pour faire face à l'urgence climatique, tout en relevant et en réalisant l'ambition climatique. L'objectif global en matière d'adaptation et le réseau de Santiago dans le cadre du mécanisme international pour les pertes et dommages de Varsovie constituent des opportunités ponctuelles de faire des mécanismes et instruments de la réduction des risques de catastrophe une partie intégrante de l'action climatique.

47. Les populations sont affectées différemment par les catastrophes. Il faut donc adopter une approche participative et respectueuse des droits de l'homme pour inclure tout le monde, selon le principe "rien sur nous, sans nous", dans la planification et la mise en œuvre de la réduction des risques de catastrophe. Les investissements dans la jeunesse et les jeunes professionnels doivent donc être renforcés pour stimuler les innovations et les solutions créatives. Il faudrait réitérer un engagement à l'égard de l'engagement communautaire et de la réduction des risques de catastrophe pilotée par la communauté et centrée sur l'enfant, qui soutienne les structures locales existantes et le renforcement de la résilience.
48. La Plateforme mondiale a fourni des recommandations pouvant soutenir la mise en œuvre de l'appel lancé par le Secrétaire Général des Nations Unies afin que chaque personne sur Terre soit protégée par les systèmes d'alerte précoce d'ici cinq ans. La réponse à l'appel devrait prendre en compte la chaîne de valeur de l'alerte précoce centrée sur les personnes de bout en bout - allant de l'évaluation des risques à l'infrastructure et à la sensibilisation communautaire au dernier kilomètre. Les systèmes d'alerte précoce devront être multirisques et englober les communautés les plus à risque dotées de capacités institutionnelles, financières et humaines suffisantes pour agir sur les alertes précoces. La disponibilité et la qualité des données, les ressources financières, une gouvernance efficace et des accords de coordination entre les parties prenantes renforceront les SAPM, en particulier dans les PMA, les PEID et les pays africains.
49. Les leçons potentiellement transformatrices tirées de la pandémie de COVID-19 devront être appliquées avant que la fenêtre d'opportunité ne se ferme. Les méthodes actuelles de redressement et de reconstruction ne permettent pas de protéger les acquis du développement ni de reconstruire mieux, plus écologiquement et plus équitablement. Il est nécessaire de promouvoir un système de gestion des



# Agenda

## PROGRAMME PM2022

Mercredi 25 Mai	Jeudi 26 Mai	Vendredi 27 Mai
<p><b>Accueil, suivi du Dialogue de haut niveau 1 :</b> Où en sommes-nous ? Perspectives mondiales et régionales sur la mise en œuvre du cadre de Sendai <i>Salle Nusa Dua, avec la salle Pecatu et Singaraja 1 utilisées comme salles d'appoint</i> 9:00 - 10:30</p>	<p><b>Dialogue de haut niveau 3</b> Les leçons tirées de la COVID-19 : Un relèvement social et économique pour tous <i>Nusa Dua Hall</i> 9:00 - 10:30</p>	<p><b>Dialogue de haut niveau 4</b> Accélérer le financement de la prévention des risques <i>Nusa Dua Hall</i> 9:00 - 10:30</p>
<p><b>Cérémonie d'ouverture</b> <i>Salle Nusa Dua, avec la salle Pecatu et Singaraja 1 utilisées comme salles d'appoint</i> 11:00 - 12:00</p>	<p><b>Ministerial Roundtable 2</b> Réflexion sur la résilience <i>Salle 1 Singaraja</i> 10:30 - 13:00</p>	<p><b>Session thématique 12</b> Coopération transfrontalière pour le renforcement des capacités et des actions <i>Pecatu Hall</i> 9:00 - 10:30</p>
<p><b>Déjeuner 12:00 - 13:00</b></p>	<p><b>Session thématique 9</b> Relèvement inclusif et résilient dans les contextes urbains <i>Salle Nusa Dua</i> 11:15 - 12:45</p>	<p><b>Session thématiques 8</b> Ne laisser personne pour compte <i>Salle Nusa Dua</i> 11:15 - 12:45</p>
<p><b>Session thématique 7</b> Diversité au sein de la direction de la RRC <i>Salle Nusa Dua</i> 13:00 - 14:30</p>	<p><b>Session thématiques 2</b> Défis et solutions en matière de données pour la gestion des risques de catastrophe <i>Salle Pecatu</i></p>	<p><b>Session thématiques 5</b> Améliorer la compréhension et la gestion des risques de catastrophe dans les contextes humanitaires <i>Salle Pecatu</i> 11:15 - 12:45</p>
<p><b>Session thématique 1</b> Améliorer la compréhension et la gouvernance du risque systémique - Analyse du rapport d'évaluation mondial 2022 <i>Salle Pecatu</i> 13:00 - 14:30</p>	<p><b>Déjeuner 12:45 - 14:00</b></p>	<p><b>Session thématiques 13</b> Intégrer le risque dans les décisions</p>
<p><b>Session thématique 3</b> Briser les silos - Vers des approches multi-aléas et multi-sectorielles de la gestion des risques <i>Salle Nusa Dua</i> 15:15 - 16:45</p>	<p><b>Séances plénières d'examen à mi-parcours 1 :</b> Resourcing risk-informed regenerative and sustainable development <i>Salle Nusa Dua</i> 14:00 - 16:30</p>	<p><b>Plénière d'examen de mi-parcours 3 :</b> Repenser le développement durable ; investir avec une prévoyance stratégique pour renforcer la résilience <i>Salle Nusa Dua</i> 14:00 - 16:30</p>
<p><b>Session thématique 11</b> Construire un avenir meilleur : Investir dans la résilience pour tous <i>Salle Pecatu</i> 15:15 - 16:45</p>	<p><b>Session thématique 6</b> Renforcer la gouvernance afin de réduire le risque de déplacement dû aux catastrophes <i>Salle Pecatu</i> 14:15 - 15:45</p>	<p><b>Session thématique 16</b> Options de financement transformatives pour renforcer la résilience <i>Salle Pecatu</i> 14:15 - 15:45</p>
<p><b>Table ronde ministérielle 1</b> Accroître la réduction des risques de catastrophe afin de faire face à l'urgence</p>	<p><b>Thematic Session 14</b> Financer des stratégies d'investissements fondées sur le risque <i>Salle Singaraja 2</i> 14:15 - 15:45</p>	<p><b>Plénière d'examen de mi-parcours 2 :</b> Au-delà des risques naturels - rendre opérationnel le champ d'application élargi du Cadre de Sendai <i>Salle Nusa Dua</i> 16:30 - 19:00</p>
<p><b>Dialogue de haut niveau 2</b> Renforcer la gouvernance des risques liés aux catastrophes et au climat aux niveaux national et local pour accélérer les progrès vers les ODD <i>Salle Nusa Dua</i> 17:30 - 19:00</p>	<p><b>Session thématique 10</b> Renforcer la résilience par le relèvement <i>Salle Pecatu</i> 16:30 - 18:00</p>	<p><b>Cérémonie de clôture</b> <i>Salle Nusa Dua, avec la salle Pecatu et Singaraja 1 utilisées comme salles polyvalentes.</i> 17:30 - 18:30</p>
<p><b>Session thématique 15</b> Alerte et action précoces <i>Salle Pecatu</i> 17:30 - 19:00</p>	<p><b>Déclarations officielles - en ligne</b></p>	

# PM2022 PROGRAMME INFORMEL

**Mercredi 25 Mai**

**Judi 26 Mai**

**Vendredi 27 Mai**

**Déjeuner 12:00 - 13:00**

**Événement parallèle :** De la planification de la RRC à l'investissement dans la RRC - Clés pour augmenter l'investissement dans la RRC avant une catastrophe - Stratégie de RRC de haute qualité au-delà de la cible globale E  
13:00-14:30

**Événement :** Quand conflit, changement climatique et COVID19 se heurtent - Construire la résilience dans les situations d'urgence complexes.  
Mengwi 6+7+8  
13:30-15:00

**Laboratoire d'apprentissage :** Adoption de la SFDRR, du CPI et du NIH dans le programme d'études national sur la réduction des risques de catastrophe incluant les personnes handicapées  
Legian 1+2  
13:30 - 15:00

**Événement parallèle :** Actions locales inclusives pour une réduction efficace des risques de catastrophe et ne laisser personne de côté : Accélérer la mise en œuvre de la Déclaration de Dhaka et d'autres initiatives inspirantes  
Salle Singaraja 2  
15:15-16:45

**Événement parallèle en ligne :** Thématique Vers une plus grande résilience financière : renforcer l'architecture mondiale de financement du risque de catastrophe  
Mengwi 6+7+8  
15:30-17:00

**Laboratoire d'apprentissage :** Le coût de la non-action - Scénarios pour investir dans la résilience  
Legian 1+2  
15:30 - 17:00

**Événement parallèle :** Traiter les pertes et les dommages, soutenir les plus vulnérables : leçons tirées de la RRC et de l'action contre le changement climatique

**Événement parallèle en ligne :** Principes pour des infrastructures résilientes - Une norme mondiale pour l'amélioration de la résilience des infrastructures  
Mengwi 6+7+8  
17:30-19:00

**Laboratoire d'apprentissage : Système de suivi** du cadre de Sendai (de base)  
Legian 1+2  
17:30 - 19:00

**Événement parallèle :** Les femmes poussent pour la transformation Un dialogue sur l'avenir des ODD, de la RRC et de la santé planétaire  
Salle Pecatu

**Événement parallèle en ligne :** La résilience est l'affaire de tous : tirer des enseignements des expériences locales pour renforcer la résilience des entreprises et des communautés

**Événement parallèle en ligne :** Infrastructure mondiale de recherche sur le savoir autochtone : Un outil pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai  
Mengwi

**Laboratoire d'apprentissage :** Mise à l'échelle : Comment utiliser la technologie pour l'évaluation des dommages post-catastrophe  
Legian 1+2

**Événement parallèle :** Laissés pour compte, laissés en danger : Un dialogue sur le thème "Ne laisser personne pour compte face aux risques de catastrophe"  
Salle Singaraja 2  
9.00-10:30

**Événement spécial :** Centre d'excellence sur la résilience au climat et aux catastrophes : Feuille de route pour la résilience  
Salle Singaraja 2  
11:15 - 12:45

**Laboratoire d'apprentissage :** Suivi des engagements volontaires du cadre de Sendai (plateforme en ligne)  
Legian 1+2  
11:15 - 12:45

**Déjeuner 12:45 - 14:00**

**Événement parallèle en ligne :** De la parole aux actes : Perspectives des enfants et des jeunes sur la promotion des priorités du cadre de Sendai  
Mengwi 6+7+8  
14:30-16:00

**Laboratoire d'apprentissage :** Ingénierie sociale de la réduction des risques de catastrophe : Renforcement des capacités communautaires dans les zones volcaniques sujettes aux catastrophes grâce à une formation obligatoire à la gestion des catastrophes  
Legian 1+2  
14:30 - 16:00

**Événement parallèle :** Solutions naturelles pour accélérer Sendai et au-delà  
Singaraja Hall 2  
16:30-18:00

**Événement parallèle en ligne :** Risk Award : Solutions innovantes pour la RRC et l'adaptation au changement climatique - Leçons tirées des projets primés  
Mengwi 6+7+8  
16:30-18:00

**Laboratoire d'apprentissage :** Comptabilisation des pertes dues aux catastrophes  
Legian

**Événement parallèle :** Alerte précoce et action précoce à travers le théâtre - utiliser l'art pour inspirer le changement  
Salle Singaraja 2  
18:45-20:15

**Événement parallèle :** Accélérer l'inclusion du handicap dans la réduction des risques de catastrophe : bonnes pratiques et leçons apprises par les principales parties prenantes pour des solutions résilientes  
Pecatu Hall  
18:45-

**Événement parallèle en ligne :** Intégrer les risques biologiques dans la politique nationale de gestion des catastrophes : un appel à l'action de toute la société  
Mengwi

**Laboratoire d'apprentissage :** Opportunités pour l'analyse partagée des risques  
Legian 1+2  
18:30 - 20:00

**Événement parallèle :** Session de partage sur les mécanismes régionaux de réserve et leur rôle dans la préparation et la réponse aux catastrophes  
Salle Singaraja  
9.00-10:30

**Événement parallèle :** Gen-Next, Pro-Planet Media : Exploiter le potentiel des nouveaux médias pour la résilience aux catastrophes et au changement climatique  
Singaraja Hall 2

**Événement parallèle en ligne :** Sortir de l'impasse du risque systémique grâce aux transitions des politiques de risques urbains multi-risques  
Mengwi 6+7+8  
9.00-10:30

**Laboratoire d'apprentissage :** Action anticipative et prévision basée sur l'impact : Apprenez à utiliser l'action anticipative dans votre boîte à outils RRC  
Legian 1+29:00 - 10:30

**Événement parallèle :** Intégration de l'égalité des sexes, du handicap et de l'inclusion sociale dans les actions anticipées pour la préparation aux catastrophes en Asie du Sud-Est  
Salle Singaraja 1  
11:15-12:45

**Événement parallèle en ligne :** Mettre en œuvre l'intégration - réflexions et leçons du Pacifique, pour l'avenir  
Mengwi 6+7+8  
11:00-12:30

**Laboratoire d'apprentissage :** Gestion globale des risques liés aux catastrophes et au climat : Un voyage pratique de févaluation à l'intégration  
Legian 1+2,  
11:00 - 12:30

**Déjeuner 12:45 - 14:00**

**Événement parallèle :** Anticiper et agir tôt - mettre les communautés et la créativité au cœur de notre apprentissage et de nos échanges  
Salle Singaraja 1  
14:00-15:30

**Événement parallèle en ligne :** Faire progresser la RRC dans la construction d'établissements de santé sûrs et résilients : leçons tirées de COVID-19  
Mengwi 6+7+8  
13:00-14:30

**Laboratoire d'apprentissage :** Suivi du cadre de Sendai (systèmes d'alerte précoce)  
Legian 1+2  
13:00 - 14:30

**Événement parallèle en ligne :** Gouvernance du changement climatique et des risques technologiques dans les masses d'eau transfrontalières  
Mengwi 6+7+8  
15:00-16:30

**Laboratoire d'apprentissage :** Opportunités d'analyse partagée des risques  
Legian 1+2  
15:00 - 16:30

**Laboratoire d'apprentissage :** L'indice de risque sub-national INFORM pour l'Europe du Sud-Est  
Legian 1+2  
17:00 - 17:30

**Conférence de presse de clôture**  
Centre des médias,  
18h30

**Ignite Stage** Taman Jepun 12:00-17:30

**Ignite Stage** Taman Jepun 10:30 - 16:30

**Ignite Stage** Taman Jepun 10:00-15:00

**Prix Sasakawa**  
Nusa Dua Hall 19:30 - 21:00

Plateforme d'innovation Hall d'entrée de Taman Jepun et Pecatu 9:00-17:00

# PM2022 en chiffres

~**5000** participants 

**3708**  sur place  
**2131<sup>2</sup>**  en ligne

participants de  
**185** pays



**162** délégations  
gouvernementales



**50+** ministres

parité des sexes des  
intervenants



50%

50%



**17**



groupes de  
parties prenantes

**201** sur place

**79** en ligne



participants handicapés

**200** séances et  
événements



**91**

Déclarations officielles



**5+** heures d'engagement moyen  
des participants en ligne



**3000+**

spectateurs  
du livestream



**24** Événements parallèles

**13** Lab. d'apprentissage



**53**

Interventions sur scène  
Ignite

**35**

Exposants de la  
plate-forme d'innovation



**350** Journalistes



**2670** articles de presse

~**450k** pages consultées PM2022

**528m** personnes atteintes de  
l'influence des hashtags  
PM2022



**10,000+** tests COVID-19  
réalisés



moins de

**0.25%** de taux de positivité

2 Parmi ceux-ci, 916 faisaient également partie des 3708 participants sur place, ayant utilisé les deux options de participation. Les 1215 autres assisté exclusivement en ligne.



## Format des conférences

Pour la première fois, la PM2022 s'est déroulée sous la forme d'un événement entièrement hybride. La participation en ligne a permis à ceux qui ne pouvaient se rendre à Bali, en Indonésie, de participer tout de même pleinement aux sessions. Les participants inscrits ont pu accéder à toutes les sessions du programme officiel via une Plateforme de conférence virtuelle sur Hopin. Hopin est une plateforme de conférence virtuelle dotée de plusieurs zones interactives permettant aux participants de se mettre en relation les uns avec les autres et de participer à des sessions en temps réel.

Les participants virtuels pouvaient entrer et sortir des salles de session comme lors d'un événement présentiel et profiter du contenu, du réseautage interactif, et plus encore. Les participants sur place et à distance ont pu dialoguer avec les intervenants des sessions grâce à Slido, un logiciel d'interaction avec le public qui a été utilisé pour mener des questions et des sondages pendant les sessions. Grâce à cet outil, les participants en ligne et en personne ont pu s'engager de manière équitable.

En complément de la Plateforme de conférence virtuelle, toutes les sessions officielles ont été retransmises en direct afin de permettre à un public encore plus large de suivre les discussions à Bali. Tous les enregistrements des sessions officielles de la PM2022 se trouvent sur la chaîne YouTube de l'UNDRR.



# Accessibilité et inclusion

La PM2022 a continué à mettre en avant la volonté de l'UNDRR de promouvoir l'inclusion et l'accessibilité pour les participants à travers le monde ayant un handicap, conformément au principe de la Convention relative aux droits des personnes handicapées sur la participation pleine et effective et sur l'inclusion dans la société, des personnes ayant un handicap. Un des objectifs de la Plateforme mondiale est que les personnes souffrant de handicaps aient la possibilité, au même titre que les autres, de participer aux discussions sur les politiques et les programmes.

La participation effective des personnes handicapées à la PM2022 était une des priorités essentielles de l'UNDRR partagée par le gouvernement indonésien. Il a fallu garantir l'accessibilité et la mise en place d'aménagements raisonnables pour les personnes handicapées dans tous les aspects de la mise en œuvre de la Plateforme mondiale, le but étant que les participants handicapés puissent avoir les mêmes droits de participer à tous les événements souhaités, et qu'ils se sentent en sécurité, respectés et soutenus pour être impliqués de manière significative dans des consultations et des discussions.

L'accessibilité a été intégrée dans tous les éléments de la Plateforme mondiale, que ce soit le contenu des sessions, les orateurs ou les considérations relatives au lieu de réunion, et a été supervisée par le point focal de l'accessibilité de l'UNDRR avec le soutien d'ASB Indonésie et Philippines, une ONG basée en Indonésie. Cette collaboration fut très avantageuse car ASB Indonésie et Philippines entretiennent des relations de travail étroites avec les organisations locales de personnes handicapées (OPD) et disposent de connaissances locales solides en matière d'accessibilité, permettant ainsi de guider les organisateurs, les lieux et les vendeurs locaux afin de garantir une Plateforme mondiale inclusive. Les mesures adoptées incluent, entre autres, l'amélioration des conditions physiques d'accessibilité des sites, la formation du personnel de la conférence et des hôtels ainsi que des volontaires locaux sur la meilleure façon de s'engager auprès des personnes handicapées, le repérage d'hôtels accessibles, de podiums accessibles, d'options de transport accessibles et de matériel de communication PM2022 accessible. Une attention particulière a été portée à ce que les protocoles de santé et de sécurité de PM2022 reflètent pleinement les besoins des personnes handicapées.

Lors de la cérémonie de remise du prix Sasakawa, le groupe de danse de jeunes balinais sourds (âgés de 15 à 19 ans), accompagnés de 30 musiciens balinais aveugles, se sont présentés pour la toute première fois devant un public international. L'art poétique étant bien ancré dans la culture balinaise, le groupe de performance balinais a rédigé un poème pour le public de la Plateforme mondiale qui reflète la réduction des risques de catastrophe et l'inclusion, sur lequel ils se sont produits.

Pour garantir la participation significative et active des personnes souffrant d'un handicap aux discussions, toutes les séances du programme officiel disposaient de sous-titrage en temps réel et de l'interprétation des signes internationaux. Plus de 200 personnes handicapées ont participé à la Plateforme mondiale 2022 en personne à Bali, et 80 autres y ont participé en ligne.





## Sécurité relative au COVID-19

La pandémie de COVID-19 a posé un sérieux défi à l'organisation de la PM2022. La principale priorité de l'UNDRR et du Gouvernement indonésien fut d'organiser une Plate-forme mondiale sécurisée, inclusive et fructueuse. En conséquence, les scénarios pour la planification ont dû prendre en compte les incertitudes liées à un contexte de pandémie en constante évolution.

L'UNDRR et le Gouvernement indonésien ont étroitement supervisé la situation sanitaire et ont mis en place une Task Force COVID-19 conjointe afin de diriger toutes les mesures de sécurité liées à la COVID-19 qui s'appliquaient à l'organisation de la PM2022. Cette Task Force a fait office de principal mécanisme sur lequel s'appuyer pour développer des mesures de prévention et de réduction des risques liées à la COVID-19 dans le but de garantir une sécurité maximale aux participants, conformément aux réglementations en place. Les participants ayant eu des difficultés à assister à l'événement en personne en raison de restrictions de voyage liées à la COVID-19 ou aux infections par la COVID-19 ont néanmoins eu la possibilité de participer à la plate-forme mondiale grâce au format de conférence hybride.

La PM2022 s'est déroulée suivant un protocole sanitaire strict incluant un éloignement physique, l'utilisation de masques faciaux à l'intérieur et un dépistage obligatoire du virus COVID-19.



# Durabilité

L'UNDRR et le gouvernement indonésien aspirent à organiser une septième session durable de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe, minimisant les impacts environnementaux négatifs et offrant des avantages aux hôtes et communautés locales. L'UNDRR reconnaît les liens indissociables entre l'environnement naturel et la réduction des risques de catastrophe.

En tant que membre de la famille des Nations Unies, nous nous engageons à réduire notre empreinte environnementale et à prêcher par l'exemple. Ceci inclut un engagement à organiser des réunions écologiquement durables. Pour ce faire, nous nous inspirons des directives des Nations Unies en matière de gestion durable des événements, afin de minimiser les impacts environnementaux négatifs et de léguer un patrimoine bénéfique à la communauté hôte et à tous ceux impliqués.

La Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe vise à constituer un événement durable, en équilibrant les responsabilités environnementales, économiques et sociales. Dans ce but, la PM2022 vise à sensibiliser le public aux liens entre l'environnement et la réduction des risques de catastrophe, à évaluer et à minimiser les émissions et à réduire la production de déchets. Les principales émissions découlant de l'utilisation des ressources et des déplacements associés à l'événement ont été calculées et seront compensées par des projets menés en Indonésie.

Les rapports entre l'environnement et la RRC ont également été soulignés dans le cadre du programme de la PM2022, des sessions spécifiques ayant été organisées à ce sujet.



# 02 Programme officiel





# Cérémonie d'ouverture

25 Mai 2022 11h00 à 12h00

« Malgré nos efforts, le développement de risques devance la réduction des risques »

**Amina J. Mohammed,**  
Secrétaire générale adjointe

« Chaque nouveau bâtiment, chaque nouveau programme social, chaque budget et chaque initiative doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques. »

**Abdulla Shahid,**  
Présidente de l'Assemblée générale

« Au sein de la Plateforme mondiale, l'Indonésie offre au monde le concept de la résilience et de la durabilité comme solutions pour atténuer toute sorte de catastrophe, y compris les pandémies. »

**Joko Widodo,**  
Président de l'Indonésie

[!\[\]\(92604bff2a286d454d073adc13337191\_img.jpg\) Cliquez ici](#) pour voir la cérémonie d'ouverture

## Modératrice :

Mami Mizutori, Représentante Spéciale du Secrétaire Général pour la réduction des risques de catastrophe

## Intervenants :

- Amina J. Mohammed, Secrétaire générale adjointe
- Abdulla Shahid, Président de l'Assemblée générale
- Joko Widodo, Président de l'Indonésie

La cérémonie d'ouverture de la PM2022 comprenait un mélange de discours de haut niveau et de spectacles culturels pour donner la bienvenue aux participants à la Plateforme mondiale. La participation de haut niveau a démontré l'importance que le gouvernement indonésien et les Nations Unies attribuent à la réduction des risques de catastrophe et à son rôle dans les programmes de développement mondiaux. La poésie de performance par Emtithal Mahmoud, poète et ambassadeur de bonne volonté du HCR, ainsi qu'un spectacle de danse culturelle organisée par le pays hôte ont couronné la saisissante cérémonie d'ouverture.

# Tables rondes ministérielles



## Accroître la réduction des risques de catastrophe afin d'affronter l'urgence climatique

25 mai 2022 15h00 à 17h30

### Modérateurs :

- Halim Iskandar, Ministre du Village, Développement des régions défavorisées et Transmigration, Indonésie
- Mami Mizutori, Représentante Spéciale du Secrétaire Général pour la réduction des risques de catastrophe

Une planification aveugle au risque entraîne davantage de risques et conduit à une mauvaise adaptation en sous-estimant que le risque climatique constitue un défi pour les finances. Dans son discours d'ouverture, la DSG Amina Mohammed a mis en évidence deux tâches urgentes : nous devons diminuer les émissions conformément à l'objectif de 1,5 degré, et ensuite, nous sommes tenus de hausser notre ambition en matière d'investissement en adaptation et en résilience pour sauvegarder des vies et des moyens de subsistance.

Les ministres ont souligné la nécessité d'une approche globale de gestion des catastrophes et des risques climatiques afin d'assurer une synergie dans la planification et la mise en œuvre. Il est également nécessaire d'accroître la prévisibilité des financements et de réduire les risques liés aux financements publics et privés, ainsi que de changer de paradigme au niveau mondial pour améliorer les mécanismes de financement avant les catastrophes.

Le besoin d'approches et d'actions transformatrices a été exprimé, en plus de l'augmentation des investissements dans la prévention, l'alerte précoce et l'action rapide, d'autant plus que le changement climatique entraîne également des déplacements et une augmentation de l'aide humanitaire et des besoins de financement. Des solutions durables doivent être apportées aux populations déplacées.

Le soutien à la mise en œuvre de l'initiative du Secrétaire Général des Nations Unies sur la couverture intégrale des systèmes d'alerte précoce a été vivement recommandé. Au cours de la préparation de la CdP-27, les engagements pris doivent être réalisés, en particulier dans les PMA et les PEID. Ne pas investir dans une approche d'adaptation holistique bloquera notre chemin vers un avenir à forte résilience climatique. Les ministres ont mis l'accent sur la nécessité de renforcer le leadership politique, les partenariats, le transfert de technologies des SAP, la coopération régionale, le travail collectif et l'unité, afin de répondre aux défis et aux crises et

faire de la prévention des catastrophes et de la résilience une priorité absolue.

La prise en compte de la RRC et de l'adaptation au changement climatique de manière cohérente dans toutes les politiques, stratégies, législations, mécanismes de coordination et les plans de développement sectoriels nationaux a également été préconisée.

Atteindre une synergie entre la RRC et l'adaptation au changement climatique pourrait bénéficier des outils méthodologiques de la CCNUCC et de l'UNDRR. Les bases de données de pertes et le Moniteur du Cadre de Sendai pourraient permettre de guider la quantification de l'objectif mondial d'adaptation. Un accès aux mécanismes financiers de la CCNUCC tels que le Fonds Mondial Climatique soutiendrait l'agenda de la RRC.

Des progrès considérables ont été accomplis par les pays pour renforcer la gouvernance de la RRC et du changement climatique (c'est-à-dire les politiques, les stratégies, les législations) et les partenariats. Les ministres ont insisté sur le fait que les autorités locales sont au centre de la RRC, d'où l'urgence de mettre en œuvre des programmes communautaires de RRC aux niveaux local et villageois, en plus de prendre des mesures correctives pour renforcer les capacités locales et autonomiser les jeunes, les femmes et les populations autochtones dans chaque contexte de RRC. Un plaidoyer énergique a été fait en faveur d'approches scientifiques, orientées vers les personnes, de la RRC et de l'atténuation et de l'adaptation au climat, de même que de la résilience des infrastructures bleues et vertes. L'expérience du programme Pour des villes résilientes 2030 de l'ONU a également été louée en tant que programme doté d'un système inhérent en matière d'évaluation des risques.

L'UE a annoncé son intention de renforcer le financement de la résilience climatique et de la RRC et de lui allouer 28 milliards d'euros en 2021-2027

## Bilan de la session

- Il est largement reconnu qu'il est nécessaire d'intégrer la RRC et les mesures d'adaptation au changement climatique, avec le besoin d'une plus grande prévisibilité du financement et d'une réduction des risques des financements publics et privés, ainsi qu'un changement de paradigme mondial pour un meilleur mécanisme de financement des pré-catastrophes.
- Un soutien pressant est nécessaire pour la mise en œuvre de l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies sur la couverture complète des systèmes d'alerte précoce.
- Les compromis pris doivent être réalisés dans le cadre de la préparation de la CdP-27, en insistant sur les PMA et les PEID.
- Il faut renforcer le rôle de leader politique, les partenariats, le transfert de technologie des SAP, et la coopération régionale, le travail collectif et l'unité pour relever les défis et les crises afin de faire de la prévention des catastrophes et de la



# Réflexion sur la résilience : changer l'approche relative au financement de la réduction des risques de catastrophe

26 mai 2022, 10h30 à 13h00

## Modérateurs :

- Retno LP Marsudi, Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie
- Mami Mizutori, Représentante Spéciale du Secrétaire Général pour la réduction des risques de catastrophe

Le développement durable dans un milieu climatique en mutation rapide est impossible sans la mise en place d'investissements visant à réduire les risques de catastrophe. Les conséquences négatives de la pandémie de COVID-19, couplées à la croissance rapide du risque climatique, nous pressent de nous diriger vers un avenir résilient et durable. Or, les investissements sont à la traîne et la RRC est manquante dans le tableau plus large du développement durable. Pour que les choses changent, un changement complet de mentalité doit avoir lieu dans tout le système financier. Il faut passer d'une réflexion à court terme et d'une sous-priorisation des risques de catastrophe à une approche "en pensant à la résilience" dans tous les investissements des secteurs public et privé.

Les participants se sont inspirés des expériences, des défis et des stratégies réussies de financement

de la RRC de leurs États et de leurs organisations. Ils ont abordé le déséquilibre permanent du financement de la RRC, la rigidité, la bureaucratie et la réactivité du financement, et les moyens d'améliorer les approches du financement. Ils ont également souligné les avantages d'une approche globale de la société et notamment l'implication du secteur privé dans le financement.

Les initiatives concrètes des secteurs du commerce et de l'industrie ont été citées en exemple, et les secteurs critiques signalés. Les participants ont également soulevé la nécessité d'une approche multipartite et ont précisé qu'une vision proactive et à long terme du financement est à la fois plus économique et plus efficace. Le ciblage du financement de la RRC est considéré comme une étape essentielle dans la réalisation des ODD.

## Bilan de la session

- Encourager l'investissement proactif.
- Fournir un environnement favorable au financement de la RRC par le biais de lois et de politiques souples et tournées vers l'avenir, à tous les niveaux
- Développer des stratégies de gestion des risques complètes et inclusives, par la participation des parties prenantes et des investisseurs, avant d'évaluer les besoins de financement.
- Investir dans des infrastructures résilientes, les assurer et les gérer.
- Veiller à ce que la gestion de l'utilisation des sols et la planification urbaine soient efficaces et tiennent compte des risques.
- Renforcer les données, disponibilité, et la base de preuves pour financement et investissements
- Combiner les mesures pour le financement le plus efficace, y compris le microcrédit et la micro-assurance, les transferts de risques, les actions basées sur les prévisions et les mécanismes d'assurance innovants
- Informer les investissements sur les risques dans tous les secteurs, en particulier pour l'agriculture et les systèmes alimentaires, qui sont à la fois systématiquement sous-financés et vulnérables aux pertes dues aux catastrophes.
- Améliorer la coordination, l'engagement et la consultation avec les niveaux de gouvernement, le secteur privé et les communautés pour une approche globale de la société.
- Accroître la coopération internationale pour le financement des risques de catastrophe (cible F)
- Affecter un pourcentage minimum du PIB à la RRC et à l'adaptation.

# Dialogues de haut niveau

## Où en est-on ? Perspectives globales et régionales relatives à la mise en œuvre du Cadre de Sendai

25 mai 2022, 10:30 a.m. - 12:00 p.m.

### Modérateur :

Malini Mehra, PDG, Globe International

### Intervenants :

- Elizabeth Riley - Directrice exécutive, Agence caribéenne de gestion des urgences en cas de catastrophe - CDEMA
- Keitaro Ohno - Ministre d'État Bureau du Cabinet, Japon
- Mitiku Kassa Gutile - Commissaire de la Commission éthiopienne de gestion des risques de catastrophe, Éthiopie
- Katrina Sarah Milne - Agricultrice et membre du conseil d'administration, World Farmers Organization
- Saber Hossain Chowdhury - Membre du Parlement / Président honoraire, Bangladesh / Union parlementaire internationale

Depuis l'adoption du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, les États membres et leurs partenaires ont accompli des progrès considérables, notamment la réduction de 40 % de la mortalité mondiale liée aux catastrophes depuis les années 2000, et le fait que désormais 153 pays rendent compte des objectifs du Cadre de Sendai. Cependant, malgré des progrès mesurables, l'analyse révèle que nous ne sommes pas en bonne voie pour atteindre les objectifs du Cadre de Sendai d'ici 2030. Depuis les années 1980, le nombre de catastrophes a été multiplié par trois, les pertes économiques annuelles ont augmenté, les taux de perte et de perturbation des infrastructures sont élevés et le financement de la RRC est en retard.

Ce Dialogue de haut niveau a axé les discussions sur l'analyse des principaux obstacles à la mise en œuvre du Cadre de Sendai, et sur l'identification de moyens pratiques pour accélérer les avancées et se remettre sur la bonne voie.

Les intervenants ont reconnu qu'il y a toujours un manque de compréhension des risques, en particulier en ce qui concerne les risques associés aux dangers en chaîne, aux dangers cumulés et aux crises complexes. La réflexion sur les risques ne guide pas la politique gouvernementale, qui demeure toutefois trop souvent réactive. L'investissement dans l'analyse des risques, le développement des capacités et la résilience a été insuffisant, alors que les cadres de gestion des risques ont été ignorés. Les dangers biologiques ont été pris en compte par le Cadre de Sendai, mais la pandémie a tout de même pris une grande partie du monde au dépourvu.

La gestion des risques de catastrophe reste entravée par une gouvernance cloisonnée, entraînant des problèmes de partage des données et de coopération, de gouvernance des risques et de financement, avec notamment des allocations insuffisantes

pour la prévention, l'atténuation et le relèvement. Le manque de données empêche un suivi significatif des progrès de la mise en œuvre de Sendai. Le suivi, l'évaluation et l'apprentissage doivent être institutionnalisés pour améliorer régulièrement les politiques et les plans de RRC sur la base des leçons apprises et des meilleures données disponibles. Bien que la cible E, par exemple, ait démontré des progrès significatifs, les pays doivent évaluer rigoureusement si les stratégies adoptées sont suffisamment efficaces.

Des niveaux de financement transformationnels sont désormais nécessaires pour atteindre les objectifs en matière de développement durable, de climat et de réduction des risques de catastrophe. Le Cadre de Sendai peut guider des investissements intelligents et inclusifs dans la réduction des risques de catastrophe avec des synergies avec les agendas du climat et du développement durable.

Un plus grand engagement politique est nécessaire pour remettre les progrès sur la bonne voie. Pour accroître l'engagement politique, il faut renforcer la base de preuves, pour démontrer les avantages des investissements dans la RRC, les liens entre la RRC et le développement durable, et pour la responsabilisation.

Le Dialogue de haut niveau a conclu que si des progrès significatifs ont été réalisés dans certains domaines, tels que la mortalité liée aux catastrophes, les stratégies et plans de réduction des risques de catastrophe et le suivi du Cadre de Sendai, les progrès globaux ne sont pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs du Cadre de Sendai. Les panélistes ont cité, parmi les principaux obstacles aux progrès, le manque de compréhension des risques et de prise de décision fondée sur les risques, le cloisonnement et l'incohérence de la gouvernance et du financement des risques de catastrophe dans les différents secteurs, le manque d'engagement politique et les lacunes dans le suivi des données relatives aux catastrophes.

## Bilan de la session

- Le Dialogue de haut niveau a mis en évidence les voies à suivre pour remettre la mise en œuvre du Cadre de Sendai sur la bonne voie, y compris le renforcement des capacités et le transfert de technologies, les niveaux transformationnels de RRC
- Les récentes expériences en matière de catastrophes et la COVID-19 ne cessent de modifier notre compréhension de la vulnérabilité et des besoins, et soulignent la nécessité d'adopter des approches inclusives et centrées sur la personne.

## Consolidation du système de gouvernement des catastrophes et des risques climatiques à l'échelle nationale et locale afin d'accélérer les avancées vers la réalisation des ODD

25 mai 2022, 17h30 à 19h00

### Modérateur :

Andini Effendi, Journaliste indépendant, Indonésie

### Intervenants :

- Selwin Hart, Secrétaire général adjoint des Nations Unies pour l'action climatique, Bureau exécutif des Nations Unies
- Prof Mark Howden, Vice-président, Groupe de travail II du GIEC Directeur, Institut pour le climat, l'énergie et les solutions aux catastrophes, Australian National University
- Dr Filimon Manoni, Secrétaire général adjoint, Forum des îles du Pacifique
- Jochen Steinhilber, Directeur général pour le déplacement, la prévention des crises et la société civile,
- Ministre fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ), Allemagne
- Natalia Gómez-Solano, cofondatrice et membre du conseil d'administration, Réseau des jeunes et du changement climatique du Costa Rica

La session a reflété la priorité accordée par la CdP-26 au Pacte de Glasgow sur le climat à l'adaptation et au financement, et a confirmé l'appel du GIEC à une action urgente pour mettre l'atténuation à égalité d'importance avec l'adaptation, le financement et la protection des vies et des moyens de subsistance. Les intervenants ont souligné l'impératif moral de protéger ceux ayant le moins contribué à la crise climatique et ont réitéré l'impératif économique des investissements dans la gestion globale des risques. Les investissements dans les mesures d'adaptation et la réduction des risques de catastrophe sont des approches éprouvées pour réduire les impacts du changement climatique et des catastrophes, et donc réduire les coûts du développement durable résilient. La gestion globale des risques rassemble des instruments pour gérer les risques par la planification et la mise en œuvre intégrées

de l'adaptation au changement climatique, de la réduction des risques de catastrophe et de la protection sociale. Les bonnes pratiques et approches innovantes ont évolué dans les pays insulaires du Pacifique. Pour tirer pleinement parti de son potentiel, il convient d'aborder les questions de capacité institutionnelle, de financement cloisonné et d'architecture institutionnelle, de durabilité et de cohérence des efforts. L'accès et l'utilisation de données robustes, complètes et contextualisées sur les risques devraient être améliorés pour éclairer la prise de décision.

L'Allemagne, ayant présidé le G7, consolide l'action anticipative pour une assistance humanitaire tournée vers l'avenir et coopère avec d'autres donateurs afin de soutenir davantage les solutions tenant compte de la pauvreté et de l'égalité des sexes pour gérer les risques



climatiques et d'autres catastrophes et faire face aux impacts. Le Bouclier mondial a pour but de favoriser une protection financière plus systématique, cohérente et durable contre les risques climatiques et les catastrophes en améliorant l'accessibilité et l'abordabilité de l'assurance.

Le développement durable ne peut se faire sans action climatique et sans réduction des risques de catastrophe. Les panélistes ont souligné que les agendas sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe poursuivent les mêmes objectifs : s'attaquer aux vulnérabilités, prévenir les risques et réduire les pertes et les dommages pour renforcer la résilience.

Une gestion globale et efficace des risques est facilitée lorsque les gouvernements, la société civile et le secteur privé font des choix qui accordent la priorité à la réduction des risques, à l'égalité sociale et à la justice. Pour garantir la durabilité, l'efficacité et l'inclusivité, il convient de promouvoir une gouvernance inclusive des risques qui permet l'engagement des groupes marginalisés et vulnérables. Les jeunes comptent sur des opportunités de participation significatives, la prise en compte de leurs voix, valeurs et besoins divers, le soutien au développement de leur capacité à s'engager et à agir, et un meilleur accès au financement, à la recherche et à la technologie au niveau local.

## Bilan de la session

- Il est urgent de renforcer la réduction des risques de catastrophe pour relever et atteindre les ambitions climatiques. Support total à l'initiative de l'UNSG sur la garantie d'une couverture à 100% des SAP d'ici 2027, et soutien total au leadership de l'OMM et de l'UNDRR pour y parvenir. Les pays développés devraient respecter leurs engagements financiers pour renouveler la confiance des populations plus vulnérables au climat.
- Reconnaître la gestion globale des risques comme une solution structurelle à un problème structurel. Un plus grand ajustement dans la planification, la mise en œuvre et les mécanismes financiers entre l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe est essentiel pour réaliser l'Agenda 2030.
- La pandémie de COVID-19 et d'autres crises cumulées, concomitantes et systémiques perturbant les services, les chaînes d'approvisionnement et les sociétés ont constitué des appels au réveil sur la nécessité de réexaminer nos systèmes. La crise et le redressement, ainsi que l'adoption d'objectifs clairs en matière d'adaptation, constituent des occasions exceptionnelles pour adopter des visions partagées en termes de résilience appartenant à tous et soutenues par une volonté politique visant à garantir une gestion globale des catastrophes et des risques climatiques aux niveaux national et local.



## Les leçons tirées de la COVID-19 : un redressement social et économique pour tous

26 mai 2022, 9h00 à 10h30

### Modérateur :

Valerie Nkamgang Bemo, Directrice adjointe de la réponse aux urgences, Fondation Bill et Melinda Gates

### Intervenants :

- Dr Mike Ryan, Directeur Exécutif, Programme des urgences sanitaires, Organisation mondiale de la santé (OMS)
- Pratima Gurung, présidente, Association nationale des femmes autochtones handicapées du Népal (NIDWAN)
- Bill Blair, Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Situations d'urgence et de la Protection civile, gouvernement du Canada
- Thembisile Nkadameng, Vice-ministre de la gouvernance coopérative et des affaires traditionnelles, République d'Afrique du Sud
- Jagan Chapagain, Secrétaire Général, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)

La pandémie de COVID-19 a fait un ravage sur la vie et les moyens de subsistance, avec un impact différentiel ressenti par les individus et les communautés, basé sur les inégalités sociétales préexistantes et d'autres facteurs sous-jacents qui contribuent au risque. Les intervenants de cette session ont échangé les leçons tirées de l'expérience de la COVID-19 et ont identifié les moyens clés permettant de progresser vers la résilience et la reprise sociale et économique pour tous dans le contexte de risques complexes et interconnectés. Un domaine clé a été la gestion des risques, et les bonnes pratiques et opportunités relatives à une approche de gestion des risques pour l'ensemble de la société et à tous les risques mis en lumière par la COVID-19. Il a été constaté que l'ampleur du phénomène COVID-19 et des

impacts sanitaires, sociaux et économiques demande un engagement solidaire et un haut niveau de collaboration entre les secteurs, les parties prenantes et par-delà les frontières. La création ou le maintien de silos est coûteux et fait double emploi. Par ailleurs, les lois et systèmes nationaux et internationaux solides doivent s'attaquer fondamentalement aux inégalités. COVID-19 a imposé des innovations dans les systèmes de gouvernance (par exemple, des réunions virtuelles) pouvant être utilisées pour créer des systèmes de gouvernance des risques de catastrophe plus inclusifs qui encouragent des espaces accessibles et accueillants pour que les personnes les plus marginalisées soient impliquées dans la prise de décision.

Plusieurs actions et engagements spécifiques ont été proposés, visant à renforcer une reprise sociale et économique adaptative et transformatrice pour tous. Ceci inclut la nécessité de réorienter notre approche sociale et économique et de soutenir des partenariats innovants au-delà des frontières pour garantir que personne ne soit laissé de côté. La pandémie de COVID-19 exercera un impact significatif sur les systèmes de santé dans les décennies à venir, avec des répercussions sur le bien-être général de la société. Un investissement substantiel et prévisible à long terme dans les systèmes de santé est nécessaire, en particulier sur le plan communautaire.

On note également la nécessité de renforcer sensiblement l'action anticipative et la planification préalable au niveau communautaire afin d'agir promptement sur les risques. Dans le même ordre d'idées, le rôle essentiel joué par les systèmes autochtones et les dirigeants traditionnels dans la lutte contre la pandémie et le redressement a été largement reconnu, ainsi que la nécessité d'accorder une plus grande attention aux savoirs et pratiques autochtones afin de réduire les risques, de renforcer la résilience et de soutenir le redressement.

Plusieurs actions et engagements spécifiques ont été proposés, visant à renforcer une reprise sociale et économique adaptative et transformatrice pour tous. Ceci inclut la nécessité de réorienter notre approche sociale et économique et de soutenir des partenariats innovants au-delà des frontières pour garantir que personne ne soit laissé de côté. La pandémie de COVID-19 exercera un impact significatif sur les systèmes de santé dans les

décennies à venir, avec des répercussions sur le bien-être général de la société. Un investissement substantiel et prévisible à long terme dans les systèmes de santé est nécessaire, en particulier sur le plan communautaire. On note également la nécessité de renforcer sensiblement l'action anticipative et la planification préalable au niveau communautaire afin d'agir promptement sur les risques. Dans le même ordre d'idées, le rôle essentiel joué par les systèmes autochtones et les dirigeants traditionnels dans la lutte contre la pandémie et le redressement a été largement reconnu, ainsi que la nécessité d'accorder une plus grande attention aux savoirs et pratiques autochtones afin de réduire les risques, de renforcer la résilience et de soutenir le redressement.

Parmi les domaines à privilégier, il a été souligné qu'il fallait renouveler l'engagement à la compréhension des causes sous-jacentes et non pas seulement à la prise en compte des symptômes. Ces causes incluent le niveau élevé d'inégalité et de discrimination qui crée des risques. Par exemple, la pandémie a provoqué une augmentation significative de la violence dirigée contre les femmes dans toutes les sociétés.

Prévenir, réagir et s'attaquer à la violence sexiste est une composante fondamentale de la RRC qui, à l'heure actuelle, ne fait pas l'objet de suffisamment de priorités ou d'investissements. De manière plus générale, il est essentiel de remédier aux inégalités entre et au sein des nations, y compris en ce qui concerne l'accès aux vaccins, aux EPI et au soutien fiscal.

## Bilan de la session

- Un engagement réitéré pour garantir une coordination verticale entre les différents échelons et sphères de décision, renforçant le leadership local, des femmes et des jeunes en matière de RRC soutenu par une base de preuves et de données plus désagrégées.
- Un besoin reconnu de solidarité et d'une gouvernance transformatrice des risques coordonnée incluant une approche

systematique et multisectorielle de la réduction des risques de catastrophe avec le plus haut niveau de soutien politique et en mettant particulièrement l'accent sur le genre, l'inclusion et le fait de ne laisser personne derrière.

- La compréhension que le développement ne peut être atteint que grâce à une meilleure prise en compte des éléments sous-jacents et de la nature systémique du risque, le tout accompagné de politiques et de programmes exploitables.

# Accélérer le financement pour la prévention des risques

27 mai 2022, 09h00 à 13h00

## Modérateur:

Russell Isaac, Journaliste et modérateur

## Conférenciers principaux :

- WK Mutale Nalumango Vice-président de la Zambie
- Armida Alisjahbana, Secrétaire exécutive, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (ESCAP)

## Intervenants :

- Ramon Soto Bonilla, Secrétaire d'Etat, Gestion des risques de catastrophe, Honduras
- Kamal Kishore, Secrétaire membre, NDMA, Inde
- Dr Gabriel Pollen, Coordinateur national de l'unité de gestion et d'atténuation des catastrophes, Bureau du vice-président, Gouvernement de la Zambie
- Igor Driesmans, Délégation de l'UE auprès de l'ASEAN
- Graham Clark, PDG, Asia Affinity Holdings Ltd.



Cette session a défini les possibilités de renforcer le financement de la prévention et a permis d'éclairer les stratégies de financement du développement durable en fonction des risques et de prendre en compte la réduction des risques de catastrophe lors des prises de décisions en matière d'investissement, de gouvernance institutionnelle et de cadres de gestion des risques. En reconnaissant la nécessité d'une approche "penser à la résilience" pour tous les investissements.

La session a également examiné les moyens d'intensifier le plaidoyer en faveur de la prise en compte de l'ensemble des coûts et des impacts du changement climatique et des catastrophes, ainsi que des avantages de la résilience et de la rentabilité des approches de prévention inclusives. Les intervenants ont discuté des progrès accomplis pour atteindre les objectifs du Cadre de Sendai pour la RRC, des politiques et des incitations pour les

investissements dans la prévention et le financement de l'adaptation au climat, les opportunités d'investir dans la résilience dans la phase de récupération après les catastrophes, les défis du financement de la prévention et les actions visant à atténuer les risques et à réduire les vulnérabilités allant au-delà du transfert de risques. Parmi les autres points de discussion, on peut citer les défis à relever pour garantir que les investissements sur le marché des capitaux prennent en compte et internalisent les risques tout en évitant d'en créer de nouveaux.

Les obligations à impact bleu ont été discutées comme de nouvelles opportunités pour les PEID de financer la réduction des risques et les investissements maximisant les gains de résilience, comme les solutions basées sur la nature pour gérer les risques liés aux côtes et aux océans.

## Bilan de la session

- Les investissements dans le savoir et son application au processus décisionnel sont les plus rentables - des informations et des analyses de risque améliorées sont indispensables pour intégrer la résilience dans la planification à tous les niveaux.
- Les normes de résilience, telles que les Principes relatifs à la résilience des infrastructures, ainsi que les politiques et les dispositions institutionnelles cohérentes et bien articulées au niveau national, central et local, sont indispensables pour une gouvernance des risques efficace.
- Reconnaître que les voies d'accélération du financement de la prévention, de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation au changement climatique requièrent une approche " "en pensant à la résilience" pour tous les investissements.
- Toutes les décisions d'investissement doivent s'engager à un gain net de résilience (a) en réduisant ou en supprimant les actions qui érodent, réduisent ou affaiblissent la résilience systémique ; et (b) en privilégiant les actions qui créent des systèmes intrinsèquement résilients aux perturbations potentielles.
- Le secteur de l'assurance doit être plus inclusif et s'intéresser aux impacts, en prenant une approche d'écosystèmes connectés afin d'examiner de nouveaux modèles de financement qui abordent les vulnérabilités au-delà du transfert des risques.
- Les pays du G20 se doivent de s'engager et de se concentrer sur la RRC, et il existe une opportunité actuelle d'aborder ce sujet étant donné l'accent mis sur une reprise économique et durable.

# Séances plénières d'examens à mi-parcours

## Financer un développement régénératif et durable fondé sur le risque

26 mai 2022, 14h00 à 16h30

### Co-présidents :

- Mami Mizutori, Représentante Spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe
- Suharyanto, Ministre de l'Autorité nationale de gestion des catastrophes (BNPB) d'Indonésie

### Conférencier principal :

- Febrio Kacaribu, Chef de l'Agence de politique fiscale, Ministère des Finances, Indonésie- Keitaro Ohno - Ministre d'État, Bureau du Cabinet, Japon

Bien que les arguments en faveur de l'investissement dans la prévention, la réduction des risques et la résilience restent évidents, la justification de la réduction des risques pour de nombreux dangers est restreinte sur le plan financier. Des éléments comme le court-termisme, la captation réglementaire, la faible compréhension et le manque d'inclusion dans l'élaboration des politiques posent des obstacles tels que : les inégalités accrues dans le partage de la charge dans les cadres de gouvernance mondiaux de la RRC : les personnes les plus affectées demeurent les moins à même de se permettre des investissements tenant compte des risques dans un monde transformé par la COVID-19.

Les catastrophes demeurent une menace croissante pour la prospérité mondiale et touchent les populations démunies et marginalisées de manière démesurée. Les conclusions des États membres et des acteurs non étatiques confirment les tendances précédentes sur le bilan le plus lourd des catastrophes touchant le segment le plus vulnérable de la population mondiale.

Vingt-deux PMA se trouvent aujourd'hui en situation de surendettement ou à haut risque.

Tout d'abord, nous continuons de constater que certains pays du monde, comme les PEID, les PDSL et les PMA, restent les plus vulnérables, leurs populations étant affectées de manière disproportionnée par les risques liés au changement climatique, par les risques sanitaires, par les conflits et par les caprices des systèmes économiques et financiers mondiaux.

De nombreux aspects du système financier, de la politique

macroéconomique et du financement du développement, du climat contribuent principalement à créer et à perpétuer les risques et les dangers, posant des menaces existentielles potentielles pour les humains et pour les écosystèmes dont nous dépendons.

Bien que des progrès puissent être observés dans l'inclusion accrue de l'adaptation au changement climatique en tant qu'objectif environnemental dans le cadre des produits et services financiers verts, des inquiétudes demeurent quant au fait que, souvent, les investisseurs ne tiennent pas compte de la manière dont leur investissement peut créer une exposition et une vulnérabilité des communautés locales, des chaînes d'approvisionnement ainsi que des écosystèmes, ignorant ou dissociant ces investissements des implications macroéconomiques ultérieures.

Deuxièmement, nous devons être innovants et pragmatiques et faire davantage avec les mécanismes de financement et financiers existants afin d'internaliser les risques dans notre architecture financière actuelle. Il convient de se rallier à l'idée que la planification et l'action en fonction des risques avant les crises ne deviendront réalité qu'avec une approche systématique. Pour cela, il est indispensable de mettre en place un financement mixte entre les acteurs et les secteurs. Le financement climatique doit, par exemple, être également alloué aux systèmes d'alerte précoce, aux actions d'anticipation et à d'autres mesures de réduction des risques.

## Bilan de la session

- L'impact des catastrophes demeure inconnu pour certains groupes de population spécifiques en l'absence de données détaillées, interopérables et accessibles. Par conséquent, la priorisation des politiques ne reconnaît pas leurs besoins différenciés, ce qui conduit à l'exclusion. L'examen à mi-parcours du Cadre de Sendai devra donc:
- Utiliser les toutes dernières recherches en matière de science des données pour faciliter le processus d'établissement des rapports sur la base de principes et de normes communs tels que les données géospatiales (notamment des outils innovants tels que les données sur le potentiel d'énergie solaire et les ressources solaires) pour informer le développement durable en fonction des risques. - Identifier les besoins spécifiques des hommes, des femmes et des enfants handicapés avant et après les catastrophes et y répondre
- Collaborer avec les organisations de personnes à mobilité réduite pour préparer et mettre en œuvre des activités de réduction des risques et d'intervention en cas de catastrophe tenant compte du handicap, en conformité avec la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le Cadre de Sendai
- Se tenir prêt pour une intervention en cas de catastrophe incluant le handicap par le renforcement des capacités organisationnelles des acteurs concernés afin de travailler en tenant compte des questions de handicap et de genre.

## Au-delà des risques naturels - Rendre opérationnel le concept élargi du Cadre de Sendai

26 mai 2022, 16h30 à 19h00

### Co-Présidents :

- Mami Mizutori, Représentante Spéciale du Secrétaire Général pour la réduction des risques de catastrophe
- Professeur Dwikorita Karnawati, Chef de l'Agence pour la météorologie, la climatologie et la géophysique de la République d'Indonésie (BMKG)

### Conférenciers principaux :

- Abdulla Shahid, Président de la 76e session de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Puan Maharani Nakshatra Kusyala Devi, Présidente du Conseil représentatif du peuple d'Indonésie

Il est désormais évident que pour que toute politique ou institution soit pertinente, il est indispensable de mettre l'accent sur une approche RRC cohérente et systémique qui prenne en compte un éventail de risques et de dangers.

Les sociétés d'aujourd'hui sont non seulement interconnectées au niveau mondial par des systèmes politiques, économiques et sociaux, mais aussi par les systèmes biophysiques de maintien de la vie (écosystèmes), l'environnement bâti et, de plus en plus, par le monde numérique (dont les infrastructures s'étendent jusqu'à l'espace). Bien que cette situation en perpétuelle évolution exacerbe les vulnérabilités communes, elle offre également des possibilités d'action collective.

Pour aller de l'avant, il faut éviter le court terme et prendre en compte les risques émergents et frontaliers, en particulier

dans des contextes qui évoluent rapidement (par exemple, les nanotechnologies ou l'intelligence artificielle).

Il faut également veiller à ce que les contributions de la nature au bien-être humain soient traitées comme centrales dans le cadre d'une approche de santé planétaire. Pour ajouter à cette complexité, les dispositions institutionnelles actuelles ignorent l'intégration des risques existentiels à faible probabilité mais à fort impact, entraînant des conséquences intergénérationnelles, mondiales et catastrophiques de grande portée.

Nos démarches quant à la voie à suivre ne doivent pas s'appuyer sur des mesures générales, mais doivent étudier soigneusement les interactions, y compris en faisant participer les communautés locales et autochtones, ainsi que le milieu scientifique. Pour être plus efficaces, les démarches devront être conçues sur mesure



pour les différents contextes. Elles doivent être intégrées dans l'ensemble des ministères et dans tous les accords financiers et budgétaires. La perte de confiance du public dans les institutions mondiales est un grand risque qui pèse sur la capacité de nos institutions à préserver et à gouverner équitablement les biens publics mondiaux et par conséquent à renforcer la résilience.

Pour y remédier, les pratiques de gouvernance doivent être transparentes et axées sur le travail en association, en réfléchissant de manière alternative, afin de créer une synergie et une cohérence entre les niveaux international et local, tout en engageant toutes les parties prenantes et les communautés locales et ce, à chaque étape. Parmi les groupes spécifiques qui ont été mis en avant comme ayant un rôle déterminant, on trouve les jeunes, les femmes, les peuples autochtones, les personnes ayant diverses orientations sexuelles et identités et expressions de genre (SOGIE), les personnes souffrant d'un handicap, les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

En ce qui concerne les systèmes d'alerte précoce multirisques, les politiques devraient comporter des clauses juridiquement contraignantes exigeant que les informations atteignent au moins 90 % des personnes dans tous les ministères et dans toutes les dispositions financières et budgétaires.

## Bilan de la session

- Il est impératif de déployer des efforts pour intégrer l'ensemble des risques actuels, imminents et émergents, y compris les risques existentiels - environnementaux, sociaux, économiques, biologiques et technologiques.
- Il est impératif de réévaluer le prix du risque en internalisant et en fixant le prix des externalités négatives, en prenant en compte les contributions des communautés locales et autochtones et les impacts sur les générations futures. Ces mesures doivent être associées à une transparence des entreprises juridiquement contraignantes sur les mesures qui contribuent aux risques et qui les atténuent.
- Les investissements dans la prévention et la restauration doivent suivre un modèle de source ouverte, qui reconnaît le droit de tous les pays à avoir un accès égal aux connaissances et aux outils nécessaires pour atténuer les risques.
- Il est essentiel d'investir en permanence dans des approches centrées sur les partenariats, sur l'ensemble de la société et sur l'ensemble du gouvernement, qui relie le local au mondial dans tous les domaines thématiques et tout au long des cycles politiques.
- Si l'UNDRR ou la RRC ne sont pas en mesure d'intégrer ces rénovations à la gouvernance mondiale des risques, il est urgent de délibérer pour créer d'autres voies et institutions

# Repenser le développement durable ; miser sur la prévoyance stratégique pour développer la résilience

27 mai 2022, 14h00 à 16h30.

## Co-présidents :

- Mami Mizutori, Représentante Spéciale du Secrétaire Général pour la Réduction des Risques de catastrophe
- Dr Laksana Handoko, Chef de l'Agence Nationale pour la Recherche et l'Innovation (BRIN)

## Intervenants principaux :

- Usha Rao-Monari, SGA et Administratrice Adjointe, PNUD



L'examen à mi-parcours du Cadre de Sendai nous donne l'occasion de nous pencher sur plusieurs domaines fondamentaux. Notamment les "rectifications de trajectoire" à effectuer pendant la durée restante du Cadre de Sendai. Cela suppose une amélioration de la gouvernance des risques. En effet, malgré nos efforts, la création de risques est supérieure à la réduction des risques. Nous n'avons pas encore mis en place les cadres de gouvernance nécessaires pour gérer les différents risques et atténuer leur impact, qu'il s'agisse d'une pandémie mondiale ou d'un tsunami.

Nous générons des risques à une vitesse supérieure à celle à laquelle nous pouvons les gérer. La façon dont nous gérons nos écosystèmes, et les ressources naturelles telles que l'eau et la terre, sont déterminantes pour réduire les expositions et les vulnérabilités, ainsi que pour augmenter notre résilience. Grâce à des démarches et des solutions axées sur le respect des écosystèmes et de la nature, nous pouvons contribuer au rétablissement des pays et des communautés touchés, prévenir ou réduire des risques futurs et être plus résilients.

De même, nous devons explorer de nouveaux moyens d'accroître le financement et l'innovation afin de permettre à certaines des communautés les plus vulnérables du monde de s'adapter et de renforcer leur résilience aux impacts accrus du changement climatique.

La structure de gouvernance des risques doit être conforme aux objectifs. Cela implique les éléments suivants :

1. Nous avons besoin d'une adaptation spatiale - la capacité à déployer des actions à l'échelle mondiale et à favoriser la coordination entre les institutions locales, nationales et internationales. Les risques mondiaux transcendent les frontières.
2. Nous avons besoin d'une adéquation temporelle - la capacité à prévenir les bouleversements et à agir rapidement s'ils se manifestent. Parce que les risques existentiels sont à prévenir et que nous devons être en mesure de réagir aux chocs inévitables.

3. Nous avons besoin d'une adéquation fonctionnelle - la capacité à gérer l'incertitude et la complexité. Étant donné que les risques mondiaux sont interconnectés et non-linéaires, et que nous avons souvent besoin d'agir même si nous ne savons pas quoi faire.
4. Nous avons besoin d'une bonne représentativité - la capacité de représenter les générations actuelles et dans leurs formes les plus diverses ainsi que les générations futures, à naître.

Du point de vue multilatéral, à de nombreux égards, le système des Nations Unies n'est pas adapté à toutes ces dimensions. Mais les Nations Unies sont l'un des meilleurs ensembles d'institutions dont nous disposons pour favoriser la coordination mondiale et les actions à grande échelle.

## Bilan de la session

Dans un monde transformé par la COVID-19, nous sommes tenus d'agir au niveau local en pensant au niveau mondial:

- Des modèles de travail participatifs dans lesquels les gouvernements locaux et les organisations de base prennent les devants. Pour cela, l'accès à l'information et le renforcement des capacités sont des éléments essentiels dont il faut leur assurer l'accès pour améliorer leur capacité à mener des actions.
  - Continuer à reconnaître l'inclusion et la diversité, en tenant compte du fait qu'un éventail de voix aidera nos efforts dans le cadre de l'examen à mi-parcours du Cadre de Sendai.
  - Renforcer la participation des femmes à la gouvernance multilatérale afin de remédier à l'exposition disproportionnée aux risques et aux pertes de vies.
- En particulier, le système des Nations Unies devrait intensifier ses efforts pour :
    - o Relier le Cadre de Sendai à d'autres agendas mondiaux, y compris l'Accord de Paris, la CDB (Convention sur la diversité biologique) et ses objectifs d'Aichi en matière de biodiversité, le Nouvel Agenda Urbain, la Conférence mondiale sur l'eau et, bien sûr, l'Agenda 2030.
    - o Faire un meilleur usage du système régional réformé des Nations Unies en misant sur le rôle des Coordinateurs résidents dans la promotion d'interventions RRC multirisques cohérentes sur le terrain, grâce à l'engagement actif des Équipes de pays de l'ONU.

# Déclarations officielles

Les États membres et les représentants des groupes de parties prenantes, notamment les Nations Unies et les organisations internationales ou régionales, ont émis des déclarations préenregistrées ou écrites axées sur les progrès réalisés en matière de réduction des risques de catastrophe et sur les meilleures pratiques du pays ou de l'organisation qu'ils représentent.

Toutes les déclarations officielles sont accessibles sur le site Web de GP2022.



## Sessions thématiques

# JOURNÉE 1

## MERCREDI 25 MAI

---

# La diversité au sein de la direction de la RRC

25 mai 2022, 13h00 à 14h30

## Modérateurs :

- Amal Ridene, jeune négociatrice tunisienne sur le changement climatique, et responsable de l'engagement des investisseurs chez AfricInvest
- Abel Walekhwa, Secrétaire général adjoint, Conseil consultatif de la jeunesse africaine sur la réduction des risques de catastrophe (AYAB DRR), Ouganda

## Intervenants :

- Lizra Fabien, Directrice exécutive, Dominica Association of Industry and Commerce | ARISE Dominica ;
- Sarah Knibbs, Responsable du Bureau régional d'ONU Femmes pour l'Asie et le Pacifique ;
- David Zambrano Maya, Président du Comité de gestion des risques communautaires de la commune d'Olón dans la péninsule de Santa Elena. (Équateur)
- Noelene Nabulivou, Fondatrice, Diverse Voices for Action (DIVA for Equality) (Fidji)
- Elham Youssefian, Conseillère en action humanitaire inclusive et en RRC, Alliance internationale des personnes handicapées
- Manuel Bessler, Directeur adjoint de la Direction du développement et de la coopération DDC (Suisse)

Les catastrophes touchent les gens de manière différente du fait que les systèmes sociaux et les formes de discrimination qui s'entrecroisent affectent les ressources, les vulnérabilités, les capacités d'adaptation, l'exposition aux dangers et le pouvoir de décision des gens. Pourtant, les obstacles structurels, les lacunes en matière de capacités, les attitudes discriminatoires et les stéréotypes continuent d'entraver la participation significative des groupes marginalisés à la prise de décisions sur la réduction des risques de catastrophe. Il est nécessaire d'accorder une plus grande attention à la diversification du leadership en matière de RRC et à la manière dont la vulnérabilité et l'exposition de certains groupes aux risques de catastrophe sont construites économiquement, socialement et culturellement.

Les panélistes ont souligné que le risque de catastrophe disproportionné auquel sont confrontés les groupes marginalisés peut être réduit lorsqu'on lui accorde une priorité adéquate et qu'on y investit. Actuellement, le leadership en matière de RRC à tous les niveaux ne reflète pas suffisamment l'éventail des expériences vécues par les communautés et les groupes les plus touchés par les catastrophes. Il a été souligné que les leaders de la RRC ne se trouvent pas seulement au sein des gouvernements, mais aussi dans les leaders communautaires, les leaders des jeunes, les leaders des femmes, les leaders des communautés de base, les leaders LGBTQI+ et les leaders des personnes handicapées. Tous jouent un rôle essentiel dans la réduction des risques de catastrophe.

Les connaissances locales et indigènes peuvent aider à soutenir une réduction inclusive des risques de catastrophe. La diversité des personnes occupant des postes de direction à tous les niveaux doit être plus inclusive. Les femmes, les enfants et les jeunes, les personnes souffrant d'handicaps, les personnes âgées, les peuples autochtones, les migrants et d'autres groupes marginalisés sont confrontés à des risques de catastrophe à la fois communs et spécifiques, et il existe une grande diversité au sein de ces groupes et entre eux. Une approche unique ne permettra pas de réduire correctement la vulnérabilité et il faut une approche intersectionnelle qui promeut et soutient un leadership véritablement inclusif reflétant la diversité de nos communautés. Sans un leadership diversifié et inclusif dans la réduction des risques de catastrophe et la prise de

décision à tous les niveaux, nous passons à côté des compétences, des connaissances et de l'expertise d'une énorme partie de la population mondiale. Pour respecter l'engagement en faveur de l'approche multisectorielle et de l'ensemble de la société dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai, nous devons donner la priorité à un plus grand soutien et à un plus grand investissement dans des voix et des perspectives diverses dans la réduction des risques de catastrophe afin de réduire notre risque collectif.

## Bilan de la session

- Encourager la coopération et les alliances pour permettre à toutes les parties prenantes de s'engager et de mener à tous les niveaux en adoptant une approche inclusive dans l'élaboration des politiques, la planification et la budgétisation aux niveaux national et local.
- Développer systématiquement la compétence de la machinerie, des organisations et des réseaux de parties prenantes afin qu'ils s'engagent dans le programme de réduction des risques et de résilience, étant donné la nature apparemment technique de ces questions.
- Augmenter le financement des groupes les plus à risque face aux catastrophes, afin de faciliter leur pleine participation, leur leadership et leur influence dans la prise de décision en matière de RRC, et les soutenir dans la mise en œuvre de projets transformateurs.
- Accroître le partage de meilleures pratiques et d'outils et de documents d'orientation spécifiques à l'apprentissage (par exemple, le Centre de connaissances sur la résilience des femmes aux catastrophes; 1 million de Youth Action Challenge).
- Dépassez le discours centré sur la vulnérabilité et assurez-vous que les parties prenantes, dans toute leur diversité, soient reconnues comme des acteurs de changement.
- Introduisez des quotas ou d'autres formes de discrimination positive, le cas échéant, pour que le leadership en matière de RRC soit le reflet de la diversité des communautés desservies.



## Une meilleure compréhension et gouvernance du risque systémique - analyse du Rapport d'évaluation mondiale 2022

25 mai 2022, 13h00 à 14h30

### Modérateur :

- Mandisa Kalako-Williams, consultante indépendante

### Intervenants :

- - Aromar Revi, Directeur, Institut Indien des Etablissements Humains
- - Conor Seyle, Conseiller stratégique principal, One Earth Future Foundation, Inc.
- - Irasema Alcantara Ayala, Professeur, Université nationale autonome du Mexique (UNAM)
- - Ibrahima Cheikh Diong, Directeur général, African Risk Capacity
- - Claudia Herrera Melgar, Secrétaire exécutive, Centre de coordination pour la prévention des catastrophes naturelles en Amérique centrale (CEPRENAC)

Au niveau mondial, les risques de catastrophe sont en hausse. Alors que les défis se combinent, le risque de faillite du système augmente. Actuellement, nous ne sommes pas sur la bonne voie pour atteindre nos objectifs et cibles mondiaux visant à réduire les risques de catastrophe et à renforcer la résilience, à favoriser le développement durable, ainsi qu'à atténuer le changement climatique et à nous y adapter. La tendance a été exacerbée par l'augmentation des niveaux de pauvreté et des inégalités causée par la pandémie de COVID-19. Toutefois, l'expérience de la pandémie a amélioré notre compréhension des facteurs de risque systémiques et des causes profondes. Ceux-ci englobent à la fois les aspects biophysiques (par exemple, la santé humaine et environnementale) et socio-économiques (par exemple, les inégalités systémiques et la pauvreté). Le Rapport d'évaluation mondiale (GAR) 2022 identifie les démarches de gestion et de communication des risques nécessaires pour transformer les pratiques actuelles

de gouvernance des risques. En assurant la gestion du risque dans toutes les disciplines, en comprenant les caractéristiques systémiques de ses causes fondamentales et de ses moteurs, et en créant des synergies entre les agendas mondiaux, nous pourrions utiliser la réduction des risques de catastrophe comme un outil pour accélérer l'Agenda 2030. Cette session a accueilli l'un des auteurs principaux de GAR 2022, ainsi que des penseurs de premier plan dans le domaine de la gouvernance des risques. Les intervenants ont discuté des conclusions du rapport et de ses preuves scientifiques et techniques qui permettront aux praticiens de la RRC d'influencer l'élaboration de politiques de haut niveau. Les intervenants ont souligné la nature systémique du risque, la valeur de l'engagement communautaire et la nécessité de repenser les modèles économiques. Ils ont également suggéré la manière de transformer les conclusions en actions.

## Bilan de la session

- Action culturellement et socialement appropriée, les communautés étant au centre, comme condition préalable à une RRC réussie.
- Des investissements en matière d'anticipation et de prévention à long terme visant à réduire la vulnérabilité et l'exposition sont de plus en plus nécessaires.
- Passer de systèmes financiers à court terme vers une approche des systèmes environnementaux, sociaux et économiques basée sur la valeur, avec des incitations découlant des progrès des sciences physiques et sociales.
- Il est nécessaire de changer de style de vie pour résoudre les problèmes qui s'accumulent. (Il faut doubler nos efforts et faire des changements difficiles).
- Transformer les cadres normatifs et législatifs en plans et mécanismes de coordination réalisables.- Les ODD sont essentiels à la réduction des risques en raison de leur effet sur la réduction de la vulnérabilité et de l'exposition des communautés.
- Les interconnexions dans le monde entier et les leçons tirées de COVID démontrent la nécessité de s'attaquer aux préjugés systémiques sur ce qui est juste, par rapport à un système basé sur la valeur économique.
- Les modèles de développement actuels créent implicitement des risques. Il faut donc mesurer ce que nous valorisons et encourageons, et pas seulement la prospérité économique.
- Les femmes en tant que gardiennes du bien-être de la communauté et des approches holistiques, et en tant que moteurs.

## Mettre fin au cloisonnement - Vers des approches multi-aléas et multisectorielles de la gestion des risques

25 mai 2022, 15h15 à 16h45

### Modérateur :

Dr David Smith, Directeur du Centre de gestion de l'environnement et Coordinateur de l'Institut du développement durable, Université des Antilles.

### Intervenants :

- Dr Peter Binder, Directeur général, MeteoSwiss
- Susana Juangco, Directrice, Service de développement et de planification des politiques, Bureau de la défense civile, Gouvernement des Philippines
- Bijay Kumar, Directeur exécutif, Réseau mondial des organisations de la société civile pour la prévention des catastrophes
- Nasreen Ibrahim Elzen, Ingénieur en chef, Ministère de l'irrigation et des ressources en eau, Gouvernement du Soudan
- Olaf Neussner, Expert en RRC, Comité allemand pour la prévention des catastrophes.

La session a souligné le tournant décisif auquel nous sommes confrontés alors qu'une myriade d'acteurs, des gouvernements nationaux et infranationaux aux administrateurs municipaux, passant par les entreprises, les communautés et les praticiens, cherchant à améliorer leurs outils d'analyse des risques face à des impacts qui se manifestent en cascade et sont de plus en plus

connectés, comme le montrent l'urgence climatique actuelle et la pandémie mondiale. La séance a souligné que pour améliorer la résilience face à des secousses plus complexes, il faut passer de la mesure et du traitement des dangers de manière isolée à la reconnaissance de la nature systémique du risque. Les Etats membres, le système des Nations Unies et les partenaires doivent être mieux

équipés pour entreprendre des actions multi-aléas et les évaluations des risques multisectoriels. Davantage de collaboration intersectorielle est nécessaire afin de dépasser l'analyse linéaire des risques. Les risques interconnectés et systémiques requièrent une action multipartite éclairée. Les impacts des catastrophes se faisant sentir aux niveaux mondial, national et communautaire, une meilleure intégration de la science des risques et de la connaissance des risques centrée sur les personnes aux politiques publiques est plus urgente que jamais. Les experts ont souligné que les outils mis à la disposition des acteurs locaux pour traiter et synthétiser la multitude de données générées par différents secteurs et sources ne sont pas encore suffisamment développés et constituent un obstacle à une meilleure compréhension de la nature interconnectée des risques et à une action plus efficace. Les panélistes ont reconnu qu'alors que l'élan se poursuit vers des approches multirisques et multisectorielles de la gestion des risques, ces efforts exigent de nouvelles dispositions de gouvernance pour améliorer la coordination, un meilleur accès ouvert et une plus grande transparence des données, ainsi que de claires mesures de performance et de responsabilité. Bien que les progrès de Sendai ne suivent pas la voie tracée, il y a une demande accrue pour construire la prochaine génération d'analyses des risques, y compris les analyses prédictives, pour mieux gérer les risques composés et en cascade.

## Bilan de la session

- Les risques systémiques affectent les gens différemment, ce qui met en évidence l'importance de garder les gens, en particulier les marginalisés et les plus vulnérables, au centre de la prochaine génération d'outils et d'approches d'évaluation du risque systémique.
- Une action conjointe au sein du gouvernement, de l'industrie de la finance et de l'investissement, de même que des acteurs du développement et de l'humanitaire, est requise pour développer et adopter une nouvelle génération d'outils servant à l'évaluation des risques, afin non seulement d'améliorer notre compréhension du risque systémique, mais surtout de réduire les catalyseurs de ce risque.
- Les intervenants ont souligné que l'examen à mi-parcours du Cadre de Sendai est une occasion de réexaminer l'infrastructure de gouvernance, en vue d'accélérer l'adoption de nouvelles approches, méthodes et outils pour s'attaquer aux risques systémiques.
- Comme le montre le rapport sur les risques mondiaux 2022, les États doivent renforcer leur outils d'analyse des risques, apporter des innovations en matière de gouvernance des risques et construire davantage de capacités au sein des gouvernements, des entreprises, de la société civile et d'autres entités pour adopter une approche globale de la société face aux risques systémiques.



# Construire un avenir meilleur : investir dans une infrastructure résiliente pour tous

25 mai 2022, 15h15 à 16h45

## Modérateur :

- Kamal Kishore, Membre, NDMA, Autorité nationale de gestion des catastrophes, Ministère de l'Intérieur, Inde

## Intervenants :

- Dena Assaf, Coordonnatrice résidente des Nations Unies pour les Émirats Arabes Unis, Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies
- Rob Wesseling, Président & PDG, Co-Operators
- Hossam Elgamal, Co-président, ARISE Égypte
- Esther Anyakun Davinia, Ministre d'État chargée des secours, de la préparation aux catastrophes et des réfugiés, Ouganda-
- Beata Janowczyk, Chef de l'unité d'évaluation des risques et de planification d'urgence

Réduire les dommages causés aux infrastructures essentielles et aux services de base est un objectif clé du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Une infrastructure durable et résiliente fournit aux communautés et à l'environnement leur première ligne de défense contre les chocs, et est essentielle pour le soutien qu'elle apporte aux efforts de rétablissement. Les infrastructures robustes et résilientes sont des moteurs essentiels de la croissance économique locale et nationale. Lors de cette session, les intervenants ont souligné le fait que la mesure de la résilience de l'infrastructure est un défi majeur et qu'il faut comprendre ce que signifie une infrastructure résiliente. Les panélistes ont également noté qu'il fallait adopter une approche de gain net de résilience pour les investissements dans l'infrastructure afin d'améliorer la résilience et de s'efforcer d'éliminer et de minimiser tout risque supplémentaire. Les Principes pour une infrastructure résiliente - élaborés par le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR) pour soutenir la mise en œuvre du Cadre de Sendai et des Objectifs de développement durable (ODD) - décrivent un ensemble de principes, d'actions clés et de directives pour créer un gain net de résilience à l'échelle nationale, et améliorer la continuité des services essentiels.

Les intervenants ont noté que les six principes interconnectés sont conçus pour guider les parties prenantes et les dirigeants de l'infrastructure dans la construction de la résilience de l'infrastructure, en appelant à un processus d'apprentissage continu, de protection proactive, d'intégration environnementale, d'engagement social, de transformation adaptative et basé sur une responsabilité partagée. Une action coordonnée sur les principes permettra aux utilisateurs de mieux comprendre leurs systèmes d'infrastructure existants : leur performance, leur exposition, leur environnement réglementaire, les défis et les obstacles,

et offrira des points d'entrée pour une prise de décision et des investissements mieux informés des risques. Il a également été mentionné que les réglementations qui régissent les infrastructures critiques doivent également être renforcées. Les gouvernements doivent revoir leurs mécanismes et leurs pratiques afin d'évaluer s'ils peuvent faire face aux exigences croissantes dues au changement climatique, à l'évolution des modèles démographiques et de développement, et à d'autres contraintes. La compréhension du paysage des risques - et de ses impacts potentiels sur les finances publiques - constitue une bonne base pour des évaluations réalistes des coûts et des avantages des options de financement et de politique.

## Bilan de la session

- Meilleure compréhension de ce que signifie la résilience de l'infrastructure et de la façon d'accélérer sa mise en œuvre.
- Reconnaissance renouvelée sur l'importance du concept de résilience de l'infrastructure et des services
- Entente sur la nécessité d'un test de résistance de l'infrastructure résistante pour aider les responsables politiques à voir comment les changements de politique pourraient affecter l'infrastructure critique et aborder les lacunes à prioriser.

# Alerte précoce et action précoce

25 mai 2022, 17h30 à 19h00

## Modérateur :

- Keith Campbell, PDG de la Public Broadcasting Corporation of Jamaica (PBCJ), membre de la Caribbean Broadcasting Union (CBU).

## Intervenants :

- Cyrille Honoré, Directeur du Bureau de la réduction des risques de catastrophe et des services publics, Département des services, Organisation météorologique mondiale (OMM)
- Dr Md. Enamur Rahman, Ministre d'État, Ministère de la gestion des catastrophes et des secours, Gouvernement du Bangladesh
- Miluska Ordoñez, Spécialiste de la réduction des risques de catastrophe, Practical Action Peru
- Dr Ahmed Amdihun, Coordinateur de programme régional, Gestion des risques de catastrophe, Centre de prévision et d'application du climat (ICPAC) de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)
- Sainimili Tawake, Conseiller en développement inclusif, Pacific Disability Forum

Au cours des 20 dernières années, les avantages des systèmes d'alerte précoce multirisques (SAP) ont été de plus en plus reconnus dans le domaine de la réduction des risques. Néanmoins, seuls 95 des 120 pays ayant rendu compte de la Cible G par le biais du Moniteur du Cadre de Sendai (décembre 2021) ont déclaré avoir mis en place des MHEWS. Cela signifie que de nombreux pays en développement - en particulier les PMA et les PEID - sont encore loin de leur mise en œuvre.

La session thématique a présenté des pistes permettant d'accélérer la mise en œuvre des MHEWS centrés sur les populations, notamment en permettant une action précoce afin de minimiser les impacts des catastrophes, de réduire les risques et de contribuer à renforcer la résilience. Les résultats clés de la 3e Conférence sur les alertes précoces multidangers ont été présentés, en mettant en avant, notamment, l'annonce faite par le Secrétaire Général lors de la Journée météorologique mondiale de 2022, selon laquelle l'ONU sera à la tête d'une nouvelle initiative destinée à garantir que chaque personne sur Terre soit protégée par des systèmes d'alerte précoce d'ici cinq ans.

Les intervenants ont d'abord souligné la nécessité d'améliorer la prise de conscience, la compréhension et la connaissance des impacts dévastateurs que les multiples dangers peuvent avoir sur les communautés et comment, et dans quelle mesure, les SAP peuvent contribuer à sauver des vies et à augmenter la résilience aux catastrophes. Cela constitue une base essentielle

pour instaurer la confiance et encourager l'action sur le terrain.

La session a aussi permis de constater la nécessité d'améliorer les capacités d'observation et de prévision en elles-mêmes. Des procédures normalisées de fonctionnement, des politiques et des solutions de financement pour les MHEWS doivent être élaborées pour les pays en vue de garantir une action rapide, aux niveaux national, régional et local.

De plus, les experts ont souligné la nécessité de renforcer les partenariats ainsi que la coopération régionale et internationale pour le partage des connaissances, des informations et des technologies sur les SAP entre les pays et les parties prenantes. Ceci devrait impliquer un approfondissement des échanges d'expériences actuels sur l'alerte précoce - action précoce et créer de nouvelles associations sur la communication des risques - un mode de travail interdisciplinaire pour accélérer l'action en vue d'atteindre les objectifs de 2030.

Finalement, le groupe de discussion a souligné que la validité des approches SAP ne pouvait être garanti qu'en améliorant la responsabilité et la transparence des gouvernements pour l'accessibilité des données d'alerte précoce et l'intégration des systèmes d'alerte précoce dans les stratégies de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques.

## Bilan de la session

- Afin de répondre à la nature systémique, en cascade et interdépendante du risque et à la nécessité de surmonter les approches cloisonnées et mono-aléa, le concept de SAP multi-aléa est de plus en plus reconnu dans le débat politique sur la réduction des risques. Bien que des avancées aient été accomplies, il reste encore beaucoup à faire pour adopter véritablement l'approche des SAPM.
- Parvenir à atteindre le "tout dernier échelon" grâce à des informations exploitables et accessibles constitue l'un des principaux défis auxquels les systèmes d'alerte

précoce sont confrontés actuellement. Des alliances plus solides et des investissements ciblés sont nécessaires au soutien des efforts visant à transformer les informations d'alerte précoce en actions rapides. Il faudra également combler les lacunes en matière de capacités et assurer un financement durable.

- La participation aux systèmes d'alerte précoce et d'action rapide et à leurs mécanismes de gouvernance est une préoccupation majeure pour tous les groupes ayant des besoins spéciaux et marginalisés.

# JOURNÉE 2

## JEUDI 26 MAI

### Mise en œuvre de solutions fondées sur la nature pour réduire le risque systémique

26 mai 2022, 09h00 à 10h00

#### Modérateur :

- Luther Anukur, Directeur régional pour l'Afrique orientale et australe, UICN

#### Intervenants :

- Dr Muchamad Saporis Soedarjanto, Directeur de la planification et de la surveillance de la gestion des bassins versants, Ministère de l'environnement et des forêts, Gouvernement indonésien
- Sonja Leighton-Kone, Directrice exécutive adjointe par intérim, Programme des Nations Unies pour l'environnement
- Carolina Díaz Giraldo, Directrice de l'environnement et du développement durable, Département national colombien de la planification
- Tabi Joda, Coordinatrice, Initiative Un milliard d'arbres pour l'Afrique
- Karina Whalley, responsable du développement commercial du secteur public, AXA XL

Les changements accélérés des systèmes écologiques et sociaux, et la relation déçue de l'humanité vis-à-vis de la nature, ont entraîné un risque systémique généralisé. Néanmoins, il ne sera possible de réaliser le Cadre de Sendai et les ODD que si nous travaillons avec la nature, et non contre elle. Le fait que la nature soit notre meilleur allié pour réduire les risques et renforcer la résilience des populations doit être davantage souligné.

La session thématique 4 a répondu à cet objectif en démontrant que les solutions fondées sur la nature (SfN), comme la réduction des risques de catastrophe basée sur les écosystèmes et l'adaptation basée sur les écosystèmes, restent une opportunité inexploitée pour aider à remettre la mise en œuvre du Cadre de Sendai sur les

rails. Dans le même temps, les SfN peuvent contribuer à atteindre des objectifs plus larges en matière de climat et de développement durable, notamment en ce qui concerne la biodiversité, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, la santé et le bien-être, et la prospérité des communautés.

Tous les intervenants ont plaidé pour que les SfN fassent partie intégrée du processus décisionnel pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique, par le biais de la réglementation, du financement, du renforcement des capacités et du partage des connaissances via des alliances. Les gouvernements devraient en outre veiller à créer des environnements propices aux NbS en encourageant la gouvernance



multidimensionnelle des risques et la réglementation des SfN, en exigeant un minimum d'investissements dans les NbS et en garantissant la transparence, afin d'assurer la crédibilité de ces approches et d'empêcher le blanchiment écologique. La session a également mis en évidence le besoin actuel de faire connaître les approches et les outils pratiques de la mise en œuvre des SfN dans quels contextes, et comment développer à grande échelle les pratiques réussies.

Le groupe d'experts a également souligné que toutes les solutions doivent être adaptées au contexte, adaptables et pilotées par des communautés locales, en impliquant les groupes vulnérables et marginalisés dans leur conception. Le second segment de la session a abordé les obstacles qui empêchent la mise en œuvre de SfN pour la RRC et la façon de les aborder stratégiquement. Le défi de libérer les SfN pour le financement de la RRC peut être résolu en regroupant les petits projets, afin de susciter des financements plus importants et de mobiliser les secteurs privé et de l'assurance, qui ont besoin de projets à grande échelle pour investir. En ce qui concerne le manque de sensibilisation aux avantages des SfN, il peut être résolu en renforçant les analyses coûts-avantages, pour mettre en évidence les avantages culturels et socio-économiques suscités par des écosystèmes sains.

## Bilan de la session

- Les solutions fondées sur la nature (NbS) sont un véhicule sous-utilisé pour une gestion globale des risques, permettant de faire face de manière cohérente aux risques de catastrophe et aux risques climatiques et d'aider les gens à s'adapter au changement climatique et à atteindre un développement durable.
- La mise à l'échelle des solutions fondées sur la nature pour la RRC et l'ACC nécessite l'engagement des gouvernements, l'implication des communautés locales et un fort plaidoyer auprès des secteurs privé et de l'assurance.
- Les intervenants ont également demandé un renforcement des rapports sur les progrès liés aux solutions fondées sur la nature et à la santé des écosystèmes, par le biais du Système de suivi du Cadre de Sendai.

# Relèvement inclusif et résilient pour des villes résilientes

26 mai 2022, 11h15 à 12h45

## Modérateur :

- Louis Hoffmann, Chef de mission pour l'Indonésie, Organisation internationale pour les migrations (OIM)

## Intervenants :

- Luisa Maria Neves Salgueiro, Maire de Matosinhos
- Emiliano Rodriguez Nuesch, Directeur de Pacifico Creative Risk Communications
- Bijal Brahmhatt, Directrice exécutive Mahila Housing Trust, Inde
- Prof Andrew Obafemi, Directeur du Centre de gestion des risques de catastrophe, Université de Port Harcourt, Nigéria- Joana Bispo, Urbaniste durable, Teresina, Brésil, Youth Climate Leader
- Yelnar Bazyken, Chef du Centre d'urbanisme de Nur-Sultan, Kazakhstan

En cette époque d'escalade du risque climatique et de pandémie mondiale de COVID-19 en cours, les gouvernements locaux ayant investi dans une reprise plus inclusive et résiliente après une catastrophe protégeront à la fois la vie et les moyens de subsistance de leurs citoyens contre les menaces futures.

Des intervenants issus de divers milieux et contextes ont expliqué en quoi un état d'esprit résilient au climat et aux catastrophes est crucial pour la prévention et la réduction des risques. Lorsqu'une catastrophe se produit, une telle approche permet aux municipalités de tracer une reprise inclusive et résiliente. Plusieurs exemples ont été donnés. En Inde, les femmes des districts ruraux sont à l'origine de solutions innovantes, comme le projet toits frais, dans le cadre des initiatives de relèvement. Parallèlement, la ville de Nur-Sultan, au Kazakhstan, a décrit comment son approche stratégique du développement urbain est fondée sur le bien-être de ses citoyens, y compris en période de relèvement.

La nécessité d'institutionnaliser les processus inclusifs et résilients de façon à ce qu'ils survivent aux cycles politiques locaux a été soulignée, ainsi que la nécessité de renforcer continuellement la coordination entre les niveaux national et local. La session a montré les bénéfices potentiels de moyens plus créatifs et engageants pour partager les informations sur les risques. L'utilisation de la musique et de la danse dans une vidéo des Caraïbes, intitulée Disaster Fighters, a dynamisé la session.

L'importance de communiquer en dehors de la langue anglaise courante a aussi été soulignée. Le maire de Matosinhos, au Portugal, un centre de résilience de l'initiative Making Cities Resilient 2030, s'est engagé à renforcer la sensibilisation à la réduction des risques de catastrophe dans les villes lusophones à travers le monde.

L'opportunité offerte par une association plus étroite entre le secteur académique et le gouvernement local a été soulignée, grâce à des exemples de méthodes conjointes d'évaluation des risques communautaires au Nigéria.

La session a entendu la municipalité de Teresina au Brésil expliquer pourquoi les responsables des gouvernements locaux vont là où se trouvent les risques et passent du temps avec leurs communautés dans le but de mieux comprendre leurs réalités, leurs défis et leurs opportunités.

Toutes ces approches inclusives et résilientes du relèvement seront renforcées par la mise à disposition de solutions financières qui facilitent l'accès aux initiatives de réduction des risques et les rendent plus abordables. Ces mécanismes doivent s'appuyer sur des associations avec des acteurs locaux, en plus de celles avec des acteurs nationaux et institutionnels.

## Bilan de la session

- Un gouvernement local engagé et mobilisateur, qui s'engage auprès de l'ensemble de la communauté, est un élément essentiel d'une reprise après sinistre inclusive et résiliente dans un contexte urbain.
- Un relèvement complet et résilient après sinistre est une occasion de protéger le développement futur local contre les risques, ce qui permet aux municipalités à ressources limitées de bénéficier d'un "dividende de résilience".
- Un relèvement après sinistre bien évalué, planifié et mis en œuvre protège les gains de développement durablement acquis et évite les pertes futures.
- Les associations multisectorielles, comme les universités et les communautés locales, renforcent les capacités d'un gouvernement local à diriger un relèvement complet et résilient après sinistre.

# Enjeux et solutions en matière de données pour la gestion des risques de catastrophe

26 mai 2022, 11h15 à 12h45

## Modérateur :

- Letizia Rossano, Directrice, Centre de l'Asie et du Pacifique pour le développement de la gestion des informations sur les catastrophes (APDIM)

## Intervenants :

- Dr Raditya Jati, vice-ministre des Systèmes et de la Stratégie, Conseil national indonésien pour la gestion des catastrophes (BNPB)
- Renato U. Solidum, Jr, sous-secrétaire des Services scientifiques et techniques, Département des sciences et de la technologie des Philippines
- Rhonda Robinson, directrice adjointe du Programme de résilience aux catastrophes et aux communautés, directrice par intérim de la Division GEM, Communauté du Pacifique
- Dr Jakub Ryzenko, chef du Centre d'information sur les crises SRC, Pologne
- Kassem Chaalan, directeur, Réduction des risques de catastrophe, Croix-Rouge libanaise



Les gouvernements et les autres parties prenantes devraient avoir accès à des données de qualité sur les pertes dues aux catastrophes et sur le climat et les risques de catastrophe afin de mieux prendre des décisions sur les politiques, les programmes et les investissements. Cependant, nous constatons toujours des lacunes dans les données et les gouvernements ont du mal à avoir une vue d'ensemble des pertes et des risques de catastrophe dans le pays et les communautés.

Les panélistes ont présenté quelques bonnes pratiques de collecte et de gestion des données sur les catastrophes de leurs pays en Europe, en Asie, dans le Pacifique et au Moyen-Orient. L'importance de la qualité des données a été soulignée : les données doivent être précises, ouvertes, accessibles et interopérables, et les données doivent être validées par des protocoles standardisés. Les besoins des utilisateurs, décideurs et citoyens, doivent être pris en compte, et les données doivent être analysées pour soutenir

la modélisation des risques afin de garantir une prise de décision informée, rapide et fondée sur les répercussions. En particulier, les données sur les risques de catastrophe sont indispensables pour prendre une décision éclairée dans les secteurs de la finance et de l'investissement. La collecte de données désagrégées par sexe, âge et handicap est indispensable pour comprendre les impacts des catastrophes sur les groupes marginalisés et veiller à ce que personne ne soit oublié.

Les intervenants ont appelé à la collaboration de toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé, à l'utilisation de la technologie, à l'instauration de la confiance et à un renforcement accru des capacités pour une meilleure récolte, diffusion et application des données aux niveaux national et local. Les gouvernements doivent élaborer une politique de données, collaborer avec les ministères et les différents acteurs, et obtenir un budget à cet effet pour une meilleure gouvernance des données sur les catastrophes.

## Bilan de la session

- Bilan des lacunes actuelles en matière de statistiques et de gestion de l'information sur la RRC : progrès mondiaux, régionaux et nationaux en matière de collecte, de diffusion et d'utilisation des statistiques liées aux catastrophes, statistiques dominantes, défis et opportunités.
- De l'analyse des données à la science des données : utilisation des dernières technologies pour intensifier les efforts en matière d'évaluation des risques et de l'impact des catastrophes et d'analyse du changement climatique.
- Meilleures pratiques : examen des meilleures pratiques en matière de collecte et d'analyse des données et de leur utilisation dans l'évaluation des risques et l'élaboration de scénarios.
- Priorités d'action : voie à suivre pour intégrer les données et les analyses relatives aux catastrophes et au climat en tant que contribution et base de preuves pour les politiques, la planification, les actions et les investissements en matière de RRC et d'adaptation au changement climatique, y compris au niveau sectoriel (par exemple, l'agriculture et les systèmes alimentaires).

## Renforcer la gouvernance afin de réduire le risque de déplacement dû aux catastrophes

26 mai 2022, 14h15 à 15h45

### Modérateur :

- Sarah Charles, assistante de l'administrateur du Bureau de l'aide humanitaire (BHA) de l'USAID.

### Intervenants :

- Hindou Oumarou Ibrahim, Présidente de l'Association des femmes et des peuples autochtones du Tchad et membre du peuple pastoral Mbororo au Tchad
- Crispin d'Auvergne, Coordinateur du changement climatique et de la gestion des risques de catastrophe, Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) [virtuel]
- Vasiti Soko, Directeur du Bureau national de gestion des catastrophes (NDMO) de Fidji
- Octora Luisa Celma Caetano Meque, Présidente de l'Institut national pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe (INGD) du gouvernement du Mozambique
- Luis Doñas, Liaison des Affaires étrangères, Département de gestion SINAPRED, Bureau national des urgences, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Chili
- Dr Saut Sagala, Président du Cluster résilience aux catastrophes, Initiative pour le développement de la résilience (RDI)

La session était axée sur la gouvernance des déplacements dans le contexte des catastrophes et du changement climatique et a présenté les expériences et les pratiques des acteurs régionaux, des gouvernements locaux et nationaux et de la société civile. Elle a mis l'accent sur les données nécessaires afin de mieux comprendre, atténuer et gérer les risques liés aux déplacements dus aux catastrophes et d'informer sur les solutions durables.

Le nombre de personnes déplacées par des catastrophes est appelé à augmenter, la vulnérabilité aux impacts du changement climatique jouant un rôle de plus en plus important. Le consensus scientifique, tel que rapporté par le Groupe de travail II du GIEC sur l'impact du changement climatique, anticipe une augmentation des déplacements à

moyen et long terme. L'ampleur mondiale des déplacements dus à des catastrophes liées à des phénomènes météorologiques et géophysiques dangereux atteint déjà un niveau élevé chaque année : la dernière estimation mondiale de l'IDMC concernant le nombre de déplacements dus à des catastrophes en 2021 est d'au moins 23,7 millions.

La session a examiné la façon dont les déplacements dus à des catastrophes peuvent être évités, minimisés et résolus. Les membres du panel ont soulevé l'importance de combiner la science, la technologie et les connaissances traditionnelles comme une approche efficace pour comprendre, réduire et gérer les risques de déplacement. Il a été fortement reconnu que les prévisions scientifiques combinées aux connaissances traditionnelles peuvent

informer les gouvernements et les communautés à l'avance, leur permettant ainsi d'agir de manière préventive et de mettre les gens à l'abri du danger. Les membres du groupe de discussion ont fortement insisté sur la nécessité de faire preuve d'inclusion avant, pendant et après les catastrophes, en veillant à ce que les personnes directement touchées et les plus vulnérables - y compris les communautés et les peuples autochtones - aient leur place dans l'élaboration de solutions basées sur leurs besoins, leurs expériences de toute une vie et la sagesse locale et les connaissances traditionnelles intergénérationnelles.

Après tout, le déplacement ne se limite pas à la perte des maisons, des terres fertiles et des moyens de subsistance ; le déplacement prive les gens de leur culture, de leur identité, de leur dignité et de leurs droits. La session a par ailleurs souligné que le relèvement après un déplacement dû à une catastrophe est un processus de longue haleine et que les communautés déplacées doivent participer aux travaux de reconstruction et de réhabilitation pour s'assurer qu'elles trouvent des solutions durables à leur déplacement. La session a également souligné le besoin de revoir et de renforcer les approches de gestion des risques de catastrophe et les structures de gouvernance des risques (y compris les lois, les politiques, les stratégies et les programmes) dans le but de prévenir les déplacements et de garantir la protection des victimes lorsqu'ils se produisent.

Il est important de développer ou de renforcer les données sur la mobilité humaine due au climat et aux catastrophes, afin de réduire le risque de déplacement et de veiller à ce que les communautés déplacées disposent du soutien spécifique nécessaire pour reconstruire leur vie. Le fait de renforcer la résilience à long terme de communautés déplacées devrait être une priorité continue, et non une intervention ponctuelle.

## Bilan de la session

- Les États et les autres parties prenantes doivent veiller à ce que les efforts déployés pour mettre en œuvre le Cadre de Sendai servent à évaluer et à réduire comme il se doit les risques liés au déplacement, en prévenant la création de conditions qui entraînent le déplacement en première instance, et en se préparant à celui-ci ainsi qu'à ses conséquences néfastes.
- Les gouvernements doivent mettre en place ou revoir les structures de gouvernance existantes et intégrer des dispositions visant à traiter les risques de déplacement liés aux catastrophes de manière cohérente dans les politiques et stratégies locales, nationales et régionales de RRC, en utilisant les outils existants
- Les gouvernements devraient travailler en étroite collaboration avec la société civile et les communautés vulnérables, y compris celles qui sont déjà déplacées ou risquent de l'être, être systématiquement consultées, s'engager et veiller à leur inclusion et à leur participation significative dans le processus de prise de décision, de planification et d'intervention lié à la réduction des risques de déplacement, en tenant dûment compte de l'âge, du sexe et de la diversité.
- Les communautés locales et les peuples autochtones ont une longue expérience, une sagesse locale intergénérationnelle et des connaissances traditionnelles qui sont essentielles à la RRC, à l'action anticipée et à l'adaptation, ainsi qu'à la prévention, à la réduction et à la gestion des risques de déplacement liés aux catastrophes.
- Les systèmes de suivi devraient être améliorés en intégrant les données historiques sur les catastrophes, le climat et les déplacements afin de localiser les personnes déplacées au fil



## Financer l'investissement local par des stratégies informées et bancables

26 mai 2022, 14h15 à 15h45

### Modérateur :

- Maruxa Cardama, Secrétaire générale, Partenariat pour un transport durable et à faible émission de carbone

### Intervenants:

- Rocco Guarino, Maire d'Albano di Lucania et Président de la Province de Potenza, Italie (via une vidéo préenregistrée)
- Alessandro Attolico, Directeur exécutif, Planification territoriale, Transformation numérique, Résilience à la Province de Potenza, Autorité locale, Italie (représentant Rocco en personne)
- Sameh Wahba, Global Director, Urban, Disaster Risk Management, Resilience and Land Global Practice World Bank Group- Tiza Mafira, Associate Director, Climate Policy Institute, Jakarta
- Godavari Dange, Swayam Shikshan Prayog, Inde

Les villes se trouvent en première ligne face aux catastrophes et aux urgences climatiques mais doivent souvent faire face à des moyens limités pour financer la mise en œuvre de stratégies locales de réduction des risques de catastrophe.

Les intervenants ont insisté sur le fait que le risque climatique devient une dimension essentielle dans les instruments financiers. Certains mécanismes de financement innovateurs sont déjà disponibles, avec

plus de 500 milliards de dollars d'obligations vertes en 2021, mais ceci ne représente qu'une fraction de la demande de plus de mille milliards de dollars en faveur de la résilience et des actions climatiques. La plupart des projets à succès sont destinés à l'atténuation et très peu à l'adaptation et à la résilience.

La Banque mondiale a déclaré que pour chaque décennie d'inaction, il faudra un billion de dollars d'investissements supplémentaires et qu'il est absolument nécessaire

d'augmenter le nombre de projets d'adaptation ainsi que leur financement. Les intervenants ont plaidé pour que des mesures et une taxonomie de l'adaptation soient utilisées pour libérer les financements publics et privés. Bien qu'il y ait des fonds, il n'y a pas assez de projets. Les intervenants ont souligné que les projets bancables n'ont pas toujours besoin d'être innovants. Les mécanismes financiers et les projets "gros, ennuyeux et répétitifs" ayant réussi à attirer des fonds devraient être reproduits. Les panélistes ont déclaré que les mécanismes de financement internationaux ne sont pas utilisés de manière optimale par les pays en développement en raison des obstacles

à l'accès dus à des critères compliqués et diversifiés ; il est indispensable de normaliser les critères d'éligibilité pour ces mécanismes de financement afin de simplifier pour les gouvernements l'accès à ces mécanismes, et d'augmenter la capacité des gouvernements à déboursier les fonds et à les mettre en œuvre. Les intervenants ont aussi fait ressortir l'importance de la participation des femmes et des communautés de base à la conception de produits financiers conçus pour elles, et ont suggéré que cette recommandation soit ajoutée à l'examen à mi-parcours du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

## Bilan de la session:

- Appel à un soutien au développement des capacités des gouvernements et des communautés locales afin de développer des compétences pour la préparation de projets bancables, pour apprendre comment capturer la valeur de l'adaptation qui pourraient être monétisés, y compris par des solutions basées sur la nature et la capture de la valeur des terres.
- Demande aux parties prenantes d'intégrer le renforcement des capacités et la formation dans leur soutien aux gouvernements pour garantir que personne ne soit oublié dans les flux financiers pour la résilience.
- Appel à l'utilisation de mesures et de taxonomies d'adaptation pour libérer les financements publics et privés.
- Appel à la création de mécanismes au niveau local pour inclure les femmes dans le processus de prise de décision des mécanismes financiers pour les projets sur la résilience.

# Développer la résilience grâce au relèvement

26 mai 2022, 16h30 à 18h00

## Modérateur :

Heidi Schroderus-Fox, Haute Représentante par intérim pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

## Intervenants :

- Inia Batikoto Seruiratu, Ministre de la défense, de la sécurité nationale et du maintien de l'ordre, du développement rural et maritime et de la gestion des catastrophes de la République des Fidji
- Dr Junguo Liu, PhD, Université sud des sciences et technologies, Chine
- Dr Jameel Abualenain, Superviseur général de la Direction générale des urgences, des catastrophes et du transport médical, Ministère de la Santé, Arabie Saoudite
- Dragos Pislaru, Président du Comité de l'emploi et des affaires sociales, Parlement européen- Asako Okai, Sous-Secrétaire général et Directeur, Bureau des crises du PNUD

En appliquant des politiques de relèvement et en investissant selon les risques, les pays peuvent mieux reconstruire en s'attaquant aux facteurs de risque sociaux, économiques et environnementaux sous-jacents qui engendrent la vulnérabilité et l'exposition.

Les pays doivent développer des approches ciblées pour appréhender les risques et renforcer la résilience multirisque de leurs principaux secteurs économiques. Tous les intervenants ont estimé que la réflexion et la planification à long terme, le renforcement des capacités institutionnelles et l'engagement du secteur privé et des communautés sont essentiels pour assurer un relèvement durable et résilient.

Le groupe de discussion a également mentionné que la numérisation serait très importante pour mieux comprendre les risques et être en mesure de s'attaquer aux vulnérabilités avant que la catastrophe ne survienne, car nous devons trouver de meilleurs moyens de faire face aux risques composés. Les intervenants se sont également prononcés et ont convenu que le financement prévisible du relèvement est nécessaire pour assurer la résilience. La priorisation et la distribution des fonds de relèvement doivent être effectuées

de manière à prendre en compte les besoins des groupes les plus vulnérables et des personnes les plus exposées. Les sources de financement devront être élargies et le secteur privé devra être mieux intégré. Les investissements efficaces dans la réduction des risques (fonds climatiques, microassurance, marchés et obligations de capitaux, obligations vertes souveraines, assurance) ont démontré qu'ils pouvaient soutenir de manière significative l'action précoce et le relèvement.

Les partenariats mondiaux et régionaux sont très importants, mais ils doivent être alignés aux priorités nationales. Le groupe de discussion a abordé l'importance des infrastructures, secteurs et services résilients pour un relèvement plus rapide et plus durable des communautés. Enfin, le panel a abordé la nécessité d'une transition verte et le rôle des solutions basées sur la nature (SfN) dans le rétablissement et la résilience. Ces efforts ne doivent pas seulement porter sur les investissements nécessaires, mais aussi sur le comportement des personnes et des entreprises ; il faut changer les comportements et fournir des incitations au secteur privé et aux communautés.

## Bilan de la session

- Le financement et les investissements durables doivent être un élément essentiel des stratégies. Une réflexion et des stratégies à long terme sont nécessaires.
- L'engagement précoce des dirigeants et la volonté politique, la coordination multisectorielle et les partenariats avec le secteur privé, ainsi qu'un financement flexible qui répond aux besoins financiers locaux sont essentiels.
- Un relèvement résilient et durable exige que la planification et le financement préalables au relèvement ainsi que des infrastructures et des services résilients soient en place.
- Le développement du capital humain est nécessaire, et non seulement du capital physique. La voie à suivre pour un relèvement résilient est l'investissement dans les personnes et la nature.

# JOURNÉE 3

## VENDREDI 27 MAI

### Coopération transfrontalière pour le renforcement des capacités et des actions (Objectif F)

27 mai 2022, 09h00 à 10h30

#### Modérateur :

- Becky Murphy, Responsable des politiques pour le Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des risques de catastrophe (GNDR).

#### Conférencier principal :

- Ken O'Flaherty, ambassadeur régional du gouvernement britannique pour la COP26 en Asie-Pacifique et en Asie du Sud

#### Intervenants :

- Olaya Dotel, Vice-ministre de la coopération internationale, Ministère de l'économie, de la planification et du développement, République Dominicaine
- Cristelle Pratt, Sous-Secrétaire générale à l'environnement et à l'action climatique, Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
- Dr Nuraini Rahma Hanifa, Chercheur, Centre de recherche sur les catastrophes géologiques, Agence nationale pour la recherche et l'innovation, Indonésie et Secrétaire général, U-INSPIRE Alliance
- Heidi Schroderus-Fox, Haut Représentant par intérim des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement



L'action climatique et la RRC sont des thèmes transversaux visant à renforcer la coopération internationale qui devraient être prises en considération par les gouvernements et la communauté internationale dans son ensemble. Le changement climatique est un danger pour tous et nécessite une approche plurisectorielle et inclusive. Il est important que chaque élément des politiques et des investissements publics soit basé sur une compréhension globale des risques et des mesures.

Il est donc urgent que les donateurs renforcent le financement de la RRC et de l'adaptation, afin de respecter nos engagements envers l'Agenda 2030 pour le développement durable, le Cadre de Sendai et l'Accord de Paris. Pour ce faire, les possibilités de crédit plus facile pour les PMA et les PEID doivent être élargies sans compromettre leur solvabilité.

Le programme d'action de Doha pour les PMA, un instrument qui a intégré la RRC de manière substantielle, a pour objectif de renforcer le soutien de la politique commerciale aux PMA. L'élaboration d'un indice de vulnérabilité pluridimensionnel est en cours, et il faut lui accorder la priorité, dans la mesure où les investissements dans les PMA améliorent les chaînes de valeur mondiales. Il est indispensable de combler le fossé de l'adaptation et de passer à la mise en œuvre, en particulier en augmentant et en améliorant l'accès au financement pour les plus vulnérables, et en garantissant un soutien programmatique davantage axé sur les besoins locaux.

Le soutien devrait inclure une orientation technique dans des domaines tels que l'action anticipée et l'intégration du risque climatique dans les processus de planification locaux et nationaux. En plus du financement, il convient de faciliter l'accès aux technologies pour relever les défis de l'économie mondiale.

Les pouvoirs publics devraient permettre aux parties prenantes d'accéder plus facilement aux technologies et de multiplier les possibilités de renforcement des capacités, en particulier pour les enfants et les jeunes qui utilisent ces technologies plus rapidement. L'autonomisation des jeunes scientifiques est tout particulièrement nécessaire pour le travail sur les nouvelles technologies et l'innovation. L'accent sur l'action locale est fondamental pour la réduction des risques de catastrophe à travers le fossé rural et urbain. Il est nécessaire de promouvoir la coopération pour la RRC et l'atténuation du climat par le biais de la technologie, pour développer des modèles résilients dans le domaine de l'eau et des systèmes d'alerte précoce.

La coopération transfrontalière en faveur des réfugiés liés au climat et aux catastrophes est indispensable pour prévenir les crises transfrontalières. La coopération Sud-Sud est primordiale pour améliorer la réduction des risques de catastrophe puisqu'elle permet aux pays d'utiliser les bonnes pratiques et de tirer le meilleur parti des mécanismes innovants mis en œuvre par des pays ayant des antécédents similaires.

## Bilan de la session

- Il faut améliorer la disponibilité, la qualité et la fiabilité des données pour suivre la coopération internationale en matière de RRC. La coopération internationale au développement dans tous les secteurs doit devenir plus consciente des risques.
- Cependant, l'avenir de la coopération internationale pour la RRC ne concerne plus seulement le financement des donateurs. La coopération transfrontalière pour la réduction des risques de catastrophe aide à réduire plus efficacement les risques de catastrophe en élargissant l'espace de planification, le nombre et le type d'acteurs engagés, et les solutions disponibles, tout en élargissant également les possibilités d'échange de données et de partage des coûts et des avantages.
- Le financement des donateurs doit faire partie de réseaux multipartites transfrontaliers qui associent les capacités et les compétences des parties prenantes et tirent parti des avantages de la coopération sud-sud et triangulaire et du partage des connaissances et des technologies transfrontalières, notamment pour stimuler l'innovation et les solutions créatives des jeunes professionnels en matière de RRC. Il convient d'identifier et de promouvoir les bonnes pratiques en matière d'inclusion des groupes marginalisés et de prise en compte de l'égalité des sexes dans les initiatives de coopération transfrontalière pour la RRC.
- Il est clair que la collaboration et les échanges de connaissances et d'expertise entre les pays, mais aussi entre les gouvernements, la société civile, le milieu universitaire, la recherche et les sciences et technologies, sont essentiels au succès du Cadre de Sendai.

# Ne laisser personne pour compte; renforcer l'autonomie des plus vulnérables grâce à la protection sociale

27 mai 2022, 11h15 à 12h45

## Modérateur :

- Rohey Malick Lowe, Maire de Banjul, Gambie

## Intervenants :

- Dalee Sambo Dorrough, Présidente de l'Inuit Circumpolar Council
- Dr Pungky Sumadi, Adjoint à la population et à l'emploi, Ministère du développement national, Indonésie
- Marcie Roth, Directrice exécutive et Chef de la direction de l'Institut mondial du handicap
- Victoria Salinas, Administratrice adjointe (par intérim), Federal Emergency Management Agency, États-Unis d'Amérique
- Debora Comini, Directrice régionale pour la région Asie de l'Est et Pacifique, UNICEF



Cette session thématique a rendu hommage aux contributions uniques et fondamentales que la diversité offre dans la lutte contre les risques de catastrophe et le renforcement de la résilience universelle. À l'aide d'exemples provenant des quatre coins du monde et de divers secteurs, circonscriptions et domaines d'expertise, les intervenants de cette session ont réellement démontré que la voie de la résilience est pavée de diversité, d'unité et de partenariat, le développement durable pour tous dans un monde transformé par COVID-19 ne pouvant être atteint qu'en mettant en commun nos ressources et nos différentes connaissances, fondé sur l'équité et la solidarité, suivant une approche reposant sur les droits de l'homme et plaçant les individus au cœur du développement ; il donne la priorité aux

groupes marginalisés ou à risque, tels que les personnes atteintes d'un handicap, les peuples indigènes, les enfants et les jeunes, les femmes et les communautés locales, dans le processus de prise de décision à titre de dépositaires principaux des principes directeurs du Cadre de Sendai.

La gestion des risques de catastrophe à l'échelle de toute la société, le partage des responsabilités, la protection des individus et de leurs biens, l'engagement total et significatif dans les sphères de la planification et de la prise de décision exigent des transformations innovatrices dans la manière de mener les activités, mais également le respect de nos engagements mondiaux de manière concrète. La pandémie de COVID-19 nous a appris qu'il est important de

constituer une base de données de bonnes pratiques depuis le début dans des domaines tels que l'établissement de liens entre les programmes de moyens de subsistance et de protection sociale avec une planification et une conception des politiques inclusives qui renforcent l'autonomie des plus vulnérables, pour mettre à profit les connaissances et l'expertise diverses et inhérentes comme un moyen de leaving no one behind, breaking the silos and accelerating shock responsive adaptive social protection.

De l'Arctique à la Gambie, des États-Unis à l'Indonésie et à la Mongolie, nous avons pu découvrir des exemples de changements innovants et transformateurs qui ne se limitent pas à la recherche de nouvelles solutions, mais consistent plutôt à combiner la science et la technologie avec la compréhension traditionnelle et locale, et qui se révèlent flexibles et adaptables. Pour investir dans la résilience, il faut mettre en commun nos ressources, notre capital humain, notre vision collective du risque et nos objectifs communs.

## Bilan de la session

- Rien sur nous, sans nous, et la prise en compte de toutes les voix est au cœur de l'objectif de ne laisser personne pour compte dans le cadre d'un développement durable adaptatif, tenant compte des risques et répondant aux chocs.
- Une démarche fondée sur les solutions naturelles et les écosystèmes visant à réduire les risques de catastrophe est intrinsèque aux connaissances traditionnelles, autochtones et locales, surtout dans les communautés isolées, tandis que les solutions locales de protection sociale, les observations et le suivi de visu font partie des solutions novatrices et transformatrices centrées sur les individus.
- Il est essentiel de combattre les inégalités pour comprendre les facteurs sous-jacents de la vulnérabilité et de l'exposition intersectionnelles, et renforcer ainsi une gestion inclusive et efficace des risques liés au climat et aux catastrophes.
- Les pays et les sociétés disposant de solides réseaux et mécanismes de protection sociale sont davantage en mesure de planifier une préparation et une réponse flexibles et adaptatives aux risques actuels et émergents liés au climat et aux catastrophes.

## Améliorer la compréhension et la gestion des risques de catastrophe dans les contextes humanitaires

27 mai 2022, 11h15 à 12h45

### Modérateur :

Irwin Loy, Éditeur Asie, Le Nouvel Humanitaire

### Intervenants :

- Maina Talia, Secrétaire, Réseau d'action pour le climat de Tuvalu
- Dr Banak J. Dei Wal, Directeur général de la gestion des catastrophes et Point focal national RRC, Ministère du genre, de l'enfance, du bien-être social, des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes, Gouvernement du Sud-Soudan
- Gernot Laganda, Directeur, Programmes de réduction des risques climatiques et de catastrophes, Programme alimentaire mondial
- Aisha Jamshed, Directrice de pays, Welthungerhilfe Pakistan- Marina Berg, Ambassadrice en Indonésie, Ministère des affaires étrangères, Gouvernement de la Suède

Dans un monde traversant des moments de fragilité de plus en plus imprévisibles et intenses, découlant du changement climatique provoqué par l'homme, de la pandémie de COVID-19, des conflits et des inégalités croissantes, le nombre de communautés ayant besoin d'une aide humanitaire ne fera qu'augmenter si nous ne sommes pas prêts à nous attaquer à la nature complexe, systémique et en cascade du risque.

La session a souligné que les besoins humanitaires croissants indiquent que nous prenons du retard dans la

mise en œuvre du Cadre de Sendai dans de nombreux pays parmi les plus vulnérables. Certains des principaux défis rencontrés sont liés à un manque d'appropriation des efforts de RRC et à un manque de capacité à identifier les personnes les plus à risque - qui incluent souvent les femmes et les filles - à partager efficacement les données sur les risques et à obtenir des solutions de financement adaptées aux contextes humanitaires spécifiques.

En réponse à ces obstacles, le panel a appelé à une collaboration renforcée à travers le lien humanitaire-développement-paix et au-delà - y compris les acteurs du changement climatique, les NDMA, les universités, le secteur privé et la société civile - afin de mieux reconstruire et de briser le cycle des catastrophes répétitives.

L'importance de s'engager avec les acteurs locaux, les peuples autochtones et les populations déplacées, qui sont les premiers à réagir lorsqu'ils sont confrontés à une catastrophe, a également été soulignée à plusieurs reprises au cours de la session - par exemple, à travers les exemples de bonnes pratiques du Pakistan et de Tuvalu.

En outre, les acteurs de l'humanitaire, du développement et de la paix doivent parvenir à une compréhension commune des risques, y compris des risques à évolution lente et des catastrophes, afin de s'attaquer à la vulnérabilité multidimensionnelle et de catalyser une action conjointe, de la préparation, la prévention, l'action anticipée et précoce, à la réponse, au rétablissement et à la résilience.

En ce qui concerne le financement humanitaire, la session a montré que nous avons besoin d'un financement plus mixte et stratifié provenant de tous les flux de financement de l'humanitaire et du développement, ainsi que d'un financement pluriannuel plus prévisible et sans affectation pour la RRC dans les contextes humanitaires. Les panélistes ont souligné que cela peut se faire par le biais d'instruments financiers existants, tels que le CERF et les fonds climatiques, mais aussi en investissant davantage dans les systèmes d'alerte précoce et les actions d'anticipation, qui se sont avérés rentables (un rapport coût-bénéfice de 1 dollar US dépensé pour des actions d'anticipation équivaut à 2 dollars US économisés en aide humanitaire).

## Bilan de la session

- Face aux risques de plus en plus complexes et interconnectés des contextes humanitaires - et plus précisément des crises prolongées - la réduction des risques de catastrophe doit être davantage intégrée au sein du lien entre l'humanitaire, le développement et la paix. Pour ce faire, il est possible de mieux comprendre ensemble les risques systémiques, de renforcer les partenariats sur les objectifs communs de résilience et de réduction des vulnérabilités, et de rendre les dons plus stratégiques et plus flexibles dans le domaine de la RRC dans les contextes humanitaires.
- Il est essentiel que les gouvernements, les communautés touchées, les groupes autochtones, les universités, le secteur privé et la société civile s'approprient les efforts de RRC aux niveaux local et national pour une gouvernance efficace des risques, notamment dans les situations d'urgence complexes.
- Il est essentiel d'utiliser la voix, la représentation et le leadership des groupes particulièrement vulnérables aux catastrophes, tels que les femmes et les filles ou les populations déplacées, pour assurer la RRC dans les contextes humanitaires.



# Intégrer le risque aux décisions d'investissement

27 mai 2022, 11h15 à 12h45

## Modérateur :

- Niels Holm-Nielsen, Responsable de programme, GFDRR, The World Bank

## Intervenants :

- Titta Maja, Directrice générale du Département de la politique de développement, Ministère des Affaires étrangères de Finlande
- Carlos Picado Rojas, Directeur, Unité de développement stratégique, Commission nationale pour la prévention des risques et des urgences, Costa Rica
- Elena Panova, Coordinatrice résidente, ONU en Égypte
- Nadine Brown, Directrice, Développement durable, Institut de planification de la Jamaïque

La session a révélé un accord unanime sur le fait que la résilience est indispensable pour assurer un développement durable. Les intervenants et le public ont souligné que si nous voulons sérieusement assurer un développement durable, nous devons veiller à ce que les décisions relatives aux investissements et au système financier soient fondées sur les risques. Dans ce contexte, les participants ont poursuivi trois objectifs : a) Identifier les possibilités et les obstacles liés à la réduction des risques de catastrophe et de climat par le biais d'investissements publics et privés ; b) Encourager les efforts en vue d'intégrer le risque dans les investissements et dans les processus de prise de décision en matière d'investissement ; et c) Identifier les moyens de susciter des actions visant à mieux aligner les stratégies, les opérations et les activités d'investissement public et privé sur le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

Pour atteindre ces objectifs, un certain nombre de messages clés ont été formulés. Le premier d'entre eux est que le fait d'approcher le secteur privé avec une offre qui implique un risque élevé et de faibles rendements n'est ni idéal ni attrayant. Par conséquent, il est nécessaire d'engager le secteur privé avec de meilleures offres et de manière participative. Cela suppose que le secteur privé fasse partie du processus de définition des offres d'investissement qui sont proposées. Sinon, l'inclusion du risque dans les investissements restera un rêve insaisissable. Un autre point clé concerne l'importance de la continuité des politiques à différents niveaux. Par exemple, dans plusieurs pays à faible et moyen revenu, la portée des politiques est, hélas, corrélée au temps passé par une administration publique déterminée.

Les responsables ont besoin d'être cohérents dans la mise en œuvre des politiques dans le cadre d'une vision à long terme et indépendamment du parti politique en place. Une politique stable crée un environnement plus propice non seulement au risque mais aussi à tout autre type d'investissement. Un dernier message clé a fait ressortir le fait que les investissements à risques doivent tenir compte de l'inclusivité, en particulier des groupes moins favorisés de la société. Pour que cela soit possible, la réglementation ainsi que la fourniture de fonds doivent être garanties.

## Bilan de la session

- Créé un sentiment d'urgence parmi toutes les parties prenantes pour soutenir les efforts d'intégration des mesures de RRC dans les décisions d'investissement.
- A reconnu les approches fructueuses et les points de basculement qui ont conduit à l'intégration de mesures de réduction des risques de catastrophe et de climat dans les décisions d'investissement publiques et privées. Il s'agit notamment de : l'importance du renforcement des capacités pour soutenir l'adoption de la RRC par les PME, l'utilisation d'un langage adapté aux entreprises pour transmettre des messages sur le changement climatique et la RRC, et la disponibilité d'informations et de données adéquates, entre autres.
- Ont débattu des rôles des différentes parties prenantes pour catalyser l'action afin de mieux aligner les stratégies d'investissement, les opérations et les activités publiques et privées pour soutenir la mise en œuvre du Cadre de Sendai.
- A identifié les principaux obstacles et barrières à la réduction des risques de catastrophe et de climat dans les investissements publics et privés dans divers États membres (y compris les PMA et les PEID) et la façon dont ils peuvent être surmontés.

# Options de financement transformatrices pour renforcer la résilience

27 mai 2022, 14h15 à 15h45

## Modérateur :

- Gerard Guèdègbé, Journaliste indépendant

## Intervenants :

- Didier Trebucc, Coordonnateur résident des Nations Unies à la Barbade et aux Caraïbes orientales, Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies
- Walton Alfonso Webson, Représentant permanent, Mission permanente d'Antigua-et-Barbuda auprès des Nations Unies
- Don Iveson, Conseiller exécutif, Investissement climatique et résilience communautaire, Co-Operators Insurance
- Charlotte Benson, Chef d'unité, Gestion des risques de catastrophe, Département du développement durable et du changement climatique, Banque asiatique de développement

Compte tenu de l'augmentation des coûts financiers liés aux risques naturels et des effets du changement climatique sur l'accélération de l'exposition aux pertes potentielles, en particulier dans les PMA et les PEID, il est nécessaire d'adopter des approches plus cohérentes et coordonnées pour financer la résilience ainsi que l'innovation. Ceci est nécessaire à la fois au niveau global (avec les banques multilatérales et les institutions financières internationales) et au niveau national (entre les agences et les ministères).

Les intervenants ont discuté de la nécessité d'un cadre mondial harmonisé fournissant des directives appropriées pour investir dans la résilience, et de politiques nationales envisageant l'intégration de la résilience et précisant qui fera quoi et comment. Le coût de la résilience ne doit pas être considéré comme nécessairement prohibitif. Il est possible de réduire les risques à moindre coût, par exemple en intégrant l'évaluation des risques en amont dès le début des projets, faisant ainsi de la résilience une priorité depuis le début d'un projet et en réalisant des investissements au niveau des systèmes (par exemple, une stratégie d'atténuation des inondations).

Les défis liés aux données et la nécessité d'investir dans ce domaine, en particulier dans les petits pays, ont été soulignés. La disponibilité de données localisées sur le climat et la vulnérabilité aux risques peut alors servir d'incitation à l'investissement. Il a également été souligné qu'il est important de faire une distinction entre les investissements qui intègrent des méthodes de réduction des risques pour, par exemple, réduire les obstacles et ne nécessitent pas de mécanisme de financement dédié, par exemple pour les glissements de terrain, et les investissements qui s'attaquent aux risques. La nécessité d'établir des preuves d'investissement avec des rendements nets, d'assurer la disponibilité des informations sur les risques et de concevoir des solutions appropriées a été discutée, ainsi que l'exigence de divulgation des risques par les institutions financières pour comprendre quels risques ne sont pas gérés. On reconnaît de plus en plus le chevauchement des questions et le croisement significatif de la RRC avec le changement

climatique. Il faut s'attaquer aux énormes déséquilibres du financement et mettre davantage l'accent sur la RRC. Il n'y a pas de transition vers le net zéro si nous n'investissons pas dans la résilience. Il y a une distribution très inégale des fonds et du financement climatique au détriment des PMA et des PEID qui subissent généralement le plus gros des impacts, tant sur le plan économique que social. Des innovations récentes, en particulier dans la région des Caraïbes, ont été soulignées, notamment le lien entre le DRF et la protection sociale, le CCRIF, l'obligation catastrophe de la Jamaïque, les Fonds de résilience des Caraïbes (CRF) et la facilité d'investissement Blue. Il a été souligné que les méthodes de financement actuelles ne se concentrent pas sur la résilience des personnes, qui doit être prise en compte au même titre que les infrastructures résilientes.

## Bilan de la session

- Il est nécessaire de promouvoir une approche à plus long terme et une approche de la résilience dans le financement. Il faut s'attaquer au déséquilibre entre le financement du climat et de la RRC. Le financement du climat et du développement doit être lié et d'une manière qui réduit les inégalités. Les problèmes de fragmentation entre les acteurs et les agences doivent être abordés.
- Bien qu'il faille envisager de nouveaux modèles de financement innovants tels que l'investissement à impact social ESG et le financement mixte, et travailler avec le secteur privé, nous devons également améliorer les flux financiers existants et les rendre plus efficaces. Cependant, les pays doivent aussi créer un environnement favorable.

# Sessions spéciales

## La route vers le CdP 27 : amplifier l'action conjointe pour réduire les catastrophes liées au climat

**Vendredi 27 mai, 14h15 à 15h45**

### Modérateur :

- Loretta Hieber Girardet, Chef du Service de la connaissance des risques, du suivi et du renforcement des capacités, UNDRR.

### Intervenants :

- Youssef Nassef, Directeur, Division Adaptation, CCNUCC- Victoria Salinas, Administratrice adjointe (par intérim) de la FEMA, États-Unis
- Teresa Pinto, Directrice nationale de l'administration et des finances, Instituto Nacional de Gestão e Redução do Risco de Desastres (INGD), Mozambique
- Pannapa Na Nan (Aimee), Directrice de la coopération internationale, Département de la prévention et de l'atténuation des catastrophes, Ministère de l'Intérieur, Thaïlande
- Judith Kaspersma, Chef de département (Gestion des risques d'inondation), Deltares, Netherlands
- Zita Sebesvari, Directrice adjointe, Université des Nations Unies - Institut pour l'environnement et la sécurité humaine (UNU-EHS)
- Gernot Laganda, Chef des programmes de réduction des risques climatiques et de catastrophes, PAM- Raïssa Oureya, Jeunes Verts Togo, Membre : GNDR

L'urgence climatique conteste les normes et les méthodes de travail existantes tandis que les impacts climatiques continuent de se renforcer, soulignant la nécessité de surmonter les silos institutionnels conventionnels que sont l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe. L'Accord de Paris a établi l'Objectif mondial pour l'adaptation (OMA) en vue d'accroître la mise en œuvre et le financement des activités d'adaptation nationales.

Les éléments de l'OMA - amélioration de la capacité d'adaptation, renforcement de la résilience et réduction de la vulnérabilité - s'alignent bien sur les objectifs de la RRC. Cependant, un objectif spécifique pour l'adaptation n'a pas encore été fixé de la même manière que pour l'atténuation. La session spéciale s'est appuyée sur les expériences de RRC pour contribuer à éclairer les discussions mondiales sur la façon de définir l'OMA.

Les intervenants ont mis en avant l'importance des approches globales en matière de gestion des risques pour situer la RRC et l'adaptation en tant que priorité nationale, leur intégration dans les plans de développement avec des objectifs et des paramètres de mise en œuvre clairs et le renforcement des capacités au niveau local. L'utilisation des paramètres du Cadre de Sendai a été soulignée comme étant cruciale pour établir des seuils et comparer les progrès de l'adaptation. La nouvelle orientation vers la prévention des catastrophes contribue à mieux calibrer l'adaptation

car les actions requises doivent être prises avant un événement imminent. Il faut trouver un équilibre optimal entre les mécanismes de réduction des risques et de transfert des risques pour s'assurer que le renforcement de la résilience soit prioritaire.

Le processus décisionnel doit être adaptatif et itératif pour que les approches d'adaptation et de gestion des risques soient appliquées au fur et à mesure que les conditions changent et apparaissent. L'appel du Secrétaire général en vue d'une couverture universelle d'alerte précoce est un objectif concret et simple et contribue à dé-risquer les investissements. Des options de financement et d'investissement doivent être innovantes pour que la gestion des risques ne soit pas entravée par la pénurie de ressources. Cela peut comprendre des mesures de finances publiques comme la taxation des mesures essentielles de RRC (par exemple, la sécurité des infrastructures essentielles et des services sociaux de base) et la fixation d'une allocation de fonds établie pour la gestion des risques, indépendamment des allocations budgétaires annuelles. Enfin, le renforcement de la résilience doit s'adapter au niveau communautaire, en impliquant davantage les acteurs locaux (société civile, jeunes, personnes marginalisées, etc.) pour mieux comprendre et répondre aux divers besoins. Il est nécessaire d'investir davantage dans l'analyse de la vulnérabilité sociale, notamment en améliorant la collecte de données désagrégées.

## Bilan de la session

- L'évolution de la situation en matière de changement climatique nous oblige à transcender les silos institutionnels conventionnels et à recalibrer les dispositifs institutionnels au-delà des limites imposées actuellement à l'adaptation au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophe. Une approche globale de la gestion des risques est nécessaire pour fournir une compréhension commune des risques afin de faciliter la synergie dans la mise en œuvre. Un investissement plus important est nécessaire pour améliorer la compréhension du risque, y compris les données locales pour contextualiser la mise en œuvre aux besoins de la communauté. Les paramètres du Cadre de Sendai sont très pertinents pour encadrer les objectifs d'adaptation et fixer leurs seuils et repères.
- Les gouvernements devraient accélérer le financement de l'adaptation et de la résilience. La communauté de la RRC devrait renforcer son engagement dans le Réseau de Santiago sur l'assistance technique pour éviter, minimiser et traiter les pertes et les dommages.

## Centre d'excellence pour le climat et la résilience aux catastrophes : feuille de route pour la résilience

26 mai 2022, 11h15 à 12h45.

### Modérateur :

- Chercheur principal au Laboratoire des sciences physiques de la NOAA au Bureau de la recherche océanique et atmosphérique de la NOAA. .

### Intervenants :

- Johan Stander, Directeur du Département des services, OMM
- Ricardo Mena, Directeur, UNDRR
- Saber Hossain Chowdhury, Parlementaire du Bangladesh et Président du Comité parlementaire sur le Ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique
- Gernot Laganda, Chef des programmes de réduction des risques de catastrophe et du climat, PAM
- Moana Kioa, Directeur adjoint du Bureau national de gestion des urgences de Tonga
- Tiziana Bonzon, Responsable du climat, de la migration et de la résilience, IFRC

.....

Alors que les enjeux pour notre planète sont plus importants que jamais et que la croissance des risques climatiques et de catastrophes est plus rapide que nos efforts pour renforcer la résilience, il est nécessaire et urgent d'investir davantage dans la prévention et la préparation pour s'attaquer aux causes profondes des catastrophes. L'OMM et l'UNDRR ont créé le Centre d'excellence (CoE) à la fin de l'année 2021 afin d'exploiter l'expertise et l'expérience essentielles pour intensifier les efforts en vue de renforcer la résilience au climat et aux catastrophes. Son but premier est d'accélérer la réalisation de l'Agenda 2030, y compris l'Accord de Paris et le Cadre de Sendai. Cette session a été l'occasion de parler des ambitions et des objectifs du nouveau Centre, et de présenter sa feuille de route. La session a examiné les défis à relever, en particulier dans le cadre de contextes très vulnérables et fragiles, pour obtenir une résilience accrue aux catastrophes et au climat. Les intervenants ont exploré comment une plus grande collaboration entre les acteurs de la RRC, du changement climatique, du développement et de l'humanitaire

peut aider à passer de la réponse aux catastrophes après qu'elles se soient produites à un investissement plus important dans la prévention des catastrophes. Le CdE jouera un rôle clé dans la mise en place du mécanisme visant à traduire les mots en actions appropriées, accélérées et non fragmentées sur le terrain.

Le CdE accordera la priorité à trois domaines, sur la base de sa feuille de route : (1) améliorer la compréhension des risques et l'analyse des risques ; (2) renforcer la gouvernance des risques ; et (3) financer des systèmes d'alerte précoce améliorés. Un CdE réussi guidera la rationalisation du financement et contribuera à diriger le financement vers ceux qui en ont besoin en première ligne. Nous devons aller au-delà des études de cas en intensifiant la collaboration de différentes organisations qui ont accès à différentes ressources, tout en garantissant l'appropriation par les pays.



## Bilan de la session

- Il est indispensable de disposer de plusieurs entités associées et de se relier avec d'autres réseaux. Profitez des liens verticaux et horizontaux et de la valeur ajoutée par chaque organisation.
- La collaboration est recherchée entre les institutions qui ont accès à différentes preuves et à différents flux de financement.
- Afin de mettre en œuvre une gestion globale des risques et de remédier à la duplication croissante et à la concurrence pour des ressources limitées, nous devons procéder à des réformes institutionnelles au niveau national. Une des approches consiste à avoir une seule ligne budgétaire pour la gestion globale des risques.
- L'architecture en matière d'aide internationale est fragmentée en sphères (climat, sécurité alimentaire, paix). Des flux financiers parallèles fragmentent davantage l'action. Il convient d'y remédier.
- La volonté politique est nécessaire, ainsi que la direction politique et la défense des intérêts - le rôle du CdE est aussi de défendre les intérêts de haut niveau.
- À la longue, le CdE ne devrait pas uniquement rester un centre mondial, mais devrait soutenir la mise en place de capacités régionales en matière de connaissances et de coordination.- Les contextes précaires présentent des défis précis et les investissements dans ces domaines doivent être prioritaires.
- Il faut adopter une conception collective des plans d'action anticipés - fondée sur les plans de RRC et d'ACC. La planification et l'action communautaires sont au cœur de tout le travail.

## Domaines d'intérêt particulier pour le CoE:

- Cohérence par rapport aux agendas du développement durable et du changement climatique (Cible E).
- Laisser personne pour compte
- Inclure des actions locales ciblées, l'inclusion, l'égalité, notamment en ce qui concerne les déplacements et les groupes vulnérables.
- Une réduction des risques de catastrophe sensible au genre et le leadership des femmes.
- Suivi du Cadre de Sendai.
- Travailler de manière collaborative et intégrative.
- S'attaquer aux catalyseurs du risque.



# Séance de clôture

27 mai 2022, 17h30 à 18h30

[!\[\]\(91d4f07236b181ceb56451e8ddf60165\_img.jpg\) Cliquez ici](#) pour voir la Cérémonie de clôture de la PM2022

La cérémonie de clôture a mis fin au programme officiel de la PM2022 suite à une semaine intense et exaltante de discussions et de collaboration. Grâce aux intervenants issus des pouvoirs publics, des Nations Unies et des groupes de parties prenantes, la Cérémonie de clôture a illustré l'approche multipartite globale de la Plateforme mondiale. Un spectacle de danse sensationnel organisé par le pays hôte a complété la session. Les intervenants ont mis en avant les éléments clés du document final de la GP2022, le Programme de Bali pour la résilience, visant à mettre le monde sur la voie de la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Lors de la cérémonie de clôture, le représentant de la Suisse a annoncé que son pays accueillera la huitième session de la Plate-forme mondiale en 2025 à Genève, sur le territoire suisse.

## Modérateur :

Ricardo Mena, Directeur de l'UNDRR

## Intervenants :

- Megawati Sukarnoputri, Cinquième Présidente de la République d'Indonésie
- Elham Youssefian, Coordinatrice pour les personnes atteintes d'un handicap dans le Mécanisme d'engagement des parties prenantes de l'UNDRR
- Suharyanto, Chef de l'Agence nationale de gestion des catastrophes de la République d'Indonésie
- Manuel Bessler, Secrétaire d'État, Délégué à l'aide humanitaire de la Suisse, Directeur adjoint de la Direction du développement et de la coopération DDC, Département fédéral des affaires étrangères DFAE
- Mami Mizutori, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe

# 03

## Programme informel



Ms. Rahma Hanifa  
Secretary-General  
SPIRE Alliance, Indonesia

Ms. Amal Ridene  
Young Climate Change  
Negotiators, Tunisia



# Plateforme d'innovation

25 mai 2022, 11h00 à 12h00

De nouvelles et innovatrices approches pour la réduction des risques de catastrophe étaient au centre de la plateforme d'innovation PM2022. Plus de 30 exposants ont présenté leurs solutions dans un environnement voué à l'interactivité et à l'inclusion afin de faciliter le partage de leur expérience, la sensibilisation et le renforcement des relations. Pour la toute première fois, la Plateforme d'Innovation a été organisée à la fois en personne ainsi qu'en ligne.

## Exposants

- AECOM et l'Université d'Hawaï
- African Risk Capacity (ARC), Commission de l'Union africaine (CUA)
- Intelligence artificielle : opportunités, défis et solutions dans la réduction des risques de catastrophe
- CANEUS, UNOOSA et FILAC- Catholic Relief Services- Contributions de l'Allemagne
- Consortiums RRC inclusifs pour les personnes handicapées
- Global risk Consulting Group
- Group on Earth Observations (GEO)
- Pavillon de l'Indonésie- Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC)
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC), MercyCorps, Friends of Ecosystem-based Adaptation (FEBA)
- Japan Conservation Engineers & Co. , ARISE Japan
- Lingkar Temu Kabupaten Lestari, Indonésie
- Mercy Corps & Similie
- Fondation Munich Re- Institut national pour la gestion des catastrophes et la réduction des risques (INGD)
- Conseil norvégien pour les réfugiés, Suisse
- OPERANDUM
- Oxfam/TROSA
- PetaBencana. id- Recognizing Tsunami Ready Community
- RESILOC - UE
- SEEDS (Sustainable Environment and Ecological Development Society)
- The Resilience Institute- UK Research and Innovation (UKRI) Global Challenge Research Fund (GCRF) Urban Disaster Risk Hub
- Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)
- Nations Unies en Indonésie
- Université des Nations Unies
- Institut pour l'environnement et la sécurité humaine
- Quand l'art rencontre la RRC



## Ignite Stage

Plus de 40 interventions en direct et 12 messages vidéo ont eu lieu sur l'Ignite Stage de la PMP2022, un espace où les participants ont été sensibilisés aux idées et initiatives en matière de réduction des risques de catastrophe. La Ignite a complété et élargi la gamme de sujets et de projets discutés lors de la Plateforme mondiale au-delà de ceux présentés lors des sessions principales et des événements parallèles. Grâce à une série d'interventions, l'Ignite Stage a exploré la façon dont la crise mondiale de la COVID-19 peut être transformée en une opportunité pour la transformation radicale nécessaire pour atteindre le but et les objectifs du Cadre de Sendai, et de l'Agenda 2030.

### Liste des événements sur l'Ignite Stage de la PM2022

#### Mercredi 25 mai

- Augmenter la production agricole et réduire les risques de catastrophe par le biais des technologies numériques de l'agriculture intelligente face au climat.
- Bâtir une interface science-politique pour s'attaquer à la gouvernance mondiale des risques catastrophiques et existentiels mondiaux.
- DARAJA : Le service inclusif de prévision et d'alerte précoce des villes et des communautés.
- Le cadre d'intégration des droits de l'homme et de l'égalité des sexes : Un instrument de changement transformateur dans la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique.
- Réduction des risques de catastrophe et de santé dans la région Asie-Pacifique : Intégration des politiques, égalité

des sexes et droits de l'homme.

- Plan d'urgence de l'État de Rio de Janeiro pour les fortes pluies - été 2021/2022.
- Réduire les risques de catastrophe avec et pour les enfants : La participation des enfants et des jeunes à la RRC
- Établir des liens sociaux pour ne laisser personne pour compte : Le point de vue d'une organisation à vocation religieuse à une époque de distanciation sociale.
- Un système d'alerte précoce multirisque performant pour l'Afrique que nous souhaitons.
- Boîte à outils des risques liés aux observations de la Terre (OT).
- L'importance des investissements dans la réduction des risques de catastrophe.

## **Jeudi 26 mai**

- Campagne internationale pour la réduction des risques de catastrophe dans les communautés autochtones.
- Les voix de la communauté : Écouter en direct ceux qui vivent sur la ligne de front du risque (GNDR).
- Comment devons-nous aborder la vulnérabilité aux catastrophes aux niveaux mondial et régional ?
- Amélioration des dispositions mondiales multirisques pour les éruptions volcaniques.
- Briser le cercle vicieux des catastrophes : Comment la prévention de l'effondrement des logements peut remodeler la réduction des risques.
- Gouverner les urgences complexes : Les implications pour les villes et les régions.
- Amélioration de la préparation aux inondations pour les communautés au Nigéria grâce à la fourniture de cartes d'alerte précoce des inondations.
- Évaluer et préparer les systèmes de protection sociale pour la réponse aux catastrophes - partage d'un outil innovant et de son application dans les pays.
- Les voix de la communauté : Entendre en direct ceux qui vivent sur la ligne de front du risque.
- Construire le pont pour la résilience du Pacifique grâce à Disaster READY.
- Tout est affaire de timing : Évaluation de l'efficacité des mesures d'anticipation de la sécheresse en Afghanistan.
- Préparation et réponse aux inondations en 2021.
- Améliorer la protection contre les éclairs
- EcoDRR - une source d'espoir pour la résilience climatique en Afghanistan.
- Se préparer à affronter l'inédit.
- Connaissances locales et stratégies communautaires de renforcement de la résilience à Sulawesi central et dans la province de Banten.
- Soutenir les efforts de réduction des risques de catastrophe par le biais d'OpenStreetMap et des technologies de cartographie ouverte.
- Construire des communautés résilientes dans le monde entier grâce à l'éducation financière en cas de catastrophe.
- Changer les mentalités et les actions pour un risque de catastrophe systémique.
- Des renseignements en temps réel sur les catastrophes et les risques à l'échelle mondiale, alimentés par un moteur de fusion d'IA agnostique.
- L'action anticipée par la danse et le chant.- L'échange de données humanitaires d'OCHA.
- CARI ! un fournisseur de gestion des connaissances sur les catastrophes de bout en bout : L'expérience de l'Indonésie et au-delà.
- Une solution pour mesurer la résilience des communautés.
- Les premiers jours de la RRC (1970-2000).

## **Vendredi 27 mai**

- Participation des personnes handicapées à la gestion des risques de catastrophe : Rien sur nous sans nous.
- Fly for Humanity.
- Leçons apprises sur la résilience des communautés déplacées grâce aux Urban Living Labs : Garut, Indonésie.
- Soutenir les personnes les plus à risque : Services de santé mentale et de soutien psychosocial (MHPSS).

- Technologies de pointe pour comprendre les risques de catastrophe.
- Développement des capacités humaines en faveur de la gestion communautaire des catastrophes.
- Durabilité et action climatique pour la faune sauvage : Le rôle essentiel des organisations de conservation dans la réalisation des ODD.
- Défi Earthbeat
- Programme de sécurité à l'école : Vers une culture de la prévention.
- Se préparer à un déplacement transfrontalier en cas de catastrophe - un exercice de simulation entre la Colombie et l'Équateur.
- U-INSPIRE Indonésie : Des histoires basées sur l'action de jeunes et de jeunes professionnels indonésiens pour renforcer la résilience.
- L'inclusion des exclus - l'engagement des réfugiés dans la réduction des risques de catastrophe : Étude de cas de Cox's Bazar, Bangladesh.
- Renforcer la préparation pour réduire les risques grâce à une intervention familiale résiliente aux catastrophes.
- Capacité d'adaptation des adolescentes et des jeunes au risque de catastrophe, au changement climatique et à la pandémie de COVID-19 en Asie.

Les opportunités d'apprentissage entre pairs ont été au premier plan lors des treize Labos d'apprentissage PM2022, qui ont rassemblé un peu plus de 330 participants. Les séances des Labos d'apprentissage ont abordé des sujets liés à la mise en œuvre du Cadre de Sendai tant au niveau national que local dans un cadre à petite échelle, afin d'offrir un environnement efficace pour le partage des connaissances et des expériences.



# Labos d'apprentissage

## Liste des labos d'apprentissage PM2022

### Mercredi 25 mai

- Adoption de la CSCRR, de l'CPI et du NIH (Norme et directive mondiales sur l'intégration des personnes handicapées) dans le programme d'études national sur la réduction des risques de catastrophe incluant le handicap.
- Le coût de l'inaction - Scénarios pour investir dans la résilience.
- Système de suivi du Cadre de Sendai (de base).
- Mise à l'échelle du succès : Comment utiliser une technologie perturbatrice pour des évaluations des dommages post-catastrophe rapidement, précisément et à faible coût.

### Jeudi 26 mai

- Plateforme en ligne des engagements volontaires du Cadre de Sendai.
- Ingénierie sociale de la réduction des risques de catastrophe : Renforcement des capacités communautaires dans les zones exposées aux catastrophes volcaniques avec Wajib Latih Penanggulangan Bencana (formation obligatoire à la gestion des catastrophes).
- Comptabilisation des pertes dues aux catastrophes.
- Opportunités d'analyse partagée des risques.

### Vendredi 27 mai

- Mesures anticipées et prévisions fondées sur l'impact : Apprends à utiliser l'action anticipée dans ta boîte à outils RRC : Qu'est-ce que c'est et comment le faire ?
- Programme informel.- Gestion globale des risques liés aux catastrophes et au climat : Un voyage pratique de l'évaluation à l'intégration.
- Suivi du Cadre de Sendai (systèmes d'alerte précoce).
- Opportunités d'analyse partagée des risques II.
- Indice de risque infranational INFORM pour l'Europe du Sud-Est.

# Prix Sasakawa

25 mai 2022, 19h30 à 21h00

Trois personnes - Myriam Urzúa Venegas, Rajib Shaw et Glenn Suerte Felipe Banaguas - et trois organisations - le Pacific Disaster Center, Save the Children Philippines et SEEDS - ont été les six lauréats du Prix Sasakawa 2022 des Nations Unies pour la Réduction des Risques de catastrophe.

Les lauréats ont été annoncés par Ricardo Mena, Directeur du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR), et Masato Seko, Directeur de programme principal du Département des questions mondiales de la Nippon Foundation, à Bali, en Indonésie, lors de la Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe organisée par l'UNDRR.

Le Prix Sasakawa pour la Réduction des Risques de Catastrophe se focalise sur la mise en avant d'approches inclusives et résilientes en matière de réduction des risques de catastrophe, ce qui reflète le caractère central de l'inclusion et de la résilience dans le Cadre de Sendai. Le Prix Sasakawa 2022 a honoré les pratiques et les efforts des institutions, des personnes et des groupes qui ont le mieux contribué à renforcer la résilience par le biais d'une approche multirisque.

"Un principe clé du travail de l'UNDRR est l'inclusivité. Le Cadre Sendai préconise l'intégration de la réduction inclusive des risques de catastrophe dans la planification, les politiques et le financement. Si nous n'investissons pas dans la prévention et le renforcement de la résilience, nous ne serons pas en mesure d'arrêter la spirale de la réaction aux catastrophes et du rétablissement," a déclaré Ricardo Mena, Directeur de l'UNDRR.

Un nombre record de plus de 200 nominations de toutes les régions ont été soumises pour le Prix Sasakawa 2022.

"Tous les nominés ont fait preuve de grandes contributions, de réalisations et d'efforts en faveur d'un engagement durable pour la réduction des risques de catastrophe et le rétablissement COVID-19. Nous pouvons clairement voir les impressionnantes pratiques de vie de tous les candidats, missions et projets, qui sont tous immensément pertinents et en même temps ancrés dans la réalité", a commenté Nuraini Rahma Hanifa, membre du jury du Prix Sasakawa, chercheur à l'Agence nationale indonésienne pour la recherche et l'innovation, et Secrétaire général de l'Alliance U-INSPIRE.



## Trois lauréats ont été récompensés dans la catégorie Individus :

### Premier prix :

**Myriam Urzúa Venegas, Secrétaire du Secrétariat de la Gestion Intégrée des Risques et de la Protection Civile de Mexico City, Mexique**

Myriam a été étroitement engagée dans le programme Making Cities Resilient 2030 (MCR2030) soutenu par l'UNDRR. Elle a également coordonné un programme de formation visant à améliorer la gestion urbaine et environnementale en Amérique latine et dans les Caraïbes. Dans le cadre de son travail, elle donne aux fonctionnaires un aperçu du développement durable, de la gouvernance environnementale et des indicateurs qui améliorent les ressources disponibles pour les gouvernements.

### Deuxième prix :

**Rajib Shaw, Professeur à l'École supérieure des médias et de la gouvernance, Université de Keio, Japon**

En tant que professeur à l'Université de Keio, Rajib Shaw enseigne et effectue des recherches dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation au changement climatique. RGlenn Suerte Felipe Banaguas, Fondateur et Président de L'Institut de recherche sur l'environnement et le changement climatique (ECCRI), Philippines.

### Troisième prix :

**Glenn Suerte Felipe Banaguas, Fondateur et Président de L'Institut de recherche sur l'environnement et le changement climatique (ECCRI), Philippines.**

Glenn est un chercheur, un diplomate scientifique et un expert dans les domaines de l'environnement, du changement climatique et des risques de catastrophe. Il a mis en place un programme Climate-Smart pour aider les communautés vulnérables de la région de l'ASEAN à renforcer leur résilience et à s'adapter au changement climatique grâce à des pratiques écologiques.

Trois prix ont été décernés dans la catégorie Organisations : Premier prix : Pacific Disaster Center, États-Unis Le Pacific Disaster Center (PDC) fournit des informations fiables, des recherches, des pratiques scientifiques appliquées et une plateforme de renseignements sur les risques de catastrophe, DisasterAWARE, pour donner aux décideurs de la gestion des catastrophes et au public les moyens

d'agir. Le PDC soutient l'atténuation des catastrophes, la préparation, la réponse et le rétablissement dans le monde entier.

Second prix : Save the Children Philippines travaille avec le gouvernement pour développer des politiques, des plans et des budgets afin de s'assurer que les enfants, en particulier ceux qui vivent dans des communautés pauvres, ont accès à des services de base de qualité et que leurs droits sont protégés. Save the Children Philippines a également créé l'application mobile RADaR (Rapid Assessment of Damages Report), un mécanisme de rapport qui évalue les besoins des écoles, de leur personnel et des apprenants après une urgence ou une catastrophe.

## Trois prix ont été décernés dans la catégorie Organisations :

### Premier prix :

**Pacific Disaster Center, États-Unis**

Le Pacific Disaster Center (PDC) fournit des informations fiables, une recherche, des pratiques scientifiques appliquées et une plateforme de renseignements sur les risques de catastrophe, DisasterAWARE, pour permettre aux décideurs et au public de participer davantage à la gestion des catastrophes. Le PDC soutient la mitigation des catastrophes, la préparation, la réponse et le rétablissement dans le monde entier.

### Second prix :

**Save the Children Philippines, Philippines**

Save the Children Philippines coopère avec le gouvernement pour élaborer des politiques, des plans et des budgets qui garantissent que les enfants, en particulier ceux qui vivent dans des communautés pauvres, ont accès à des services de base de qualité et que leurs droits sont protégés. Save the Children Philippines a également créé l'application mobile RADaR (Rapid Assessment of Damages Report), un mécanisme de reporting qui évalue les besoins des écoles, de leur personnel et des apprenants après une urgence ou une catastrophe.

### Troisième prix :

**SEEDS, India**

SEEDS (la Société pour l'environnement durable et le développement écologique) œuvre depuis 28 ans avec les communautés d'Asie du Sud pour renforcer la résilience en combinant la sagesse locale avec la science et la technologie modernes et une approche multirisque. SEEDS se concentre sur les communautés vulnérables, en amplifiant leurs voix auprès des décideurs politiques.

# Poème rédigé par le groupe de danse des jeunes sourds balinais (âgés de 15 à 19 ans) accompagné de 30 musiciens balinais aveugles.

Waktu berputar, dunia tetap bundar tak kuasa menghindar.  
Manusia mengisi kehidupan dengan mengejar keinginan demi keinginan.

*Le temps passe ; le monde tourne sans fin. Les humains remplissent la vie en réclamant des choses après des choses.*

Alam menjadi korban, dipaksa diperkosa, demi kuasa. Dikuras, ditindas, dilindas tak pernah puas.

*Mère nature est sacrifiée, forcée et violée pour le pouvoir. Drainée, opprimée, écrasée sans satisfaction.*

Ambisi manusia merusak semesta, alam meronta, menjadi bencana  
*L'ambition humaine détruit la terre, la nature se débat, devient une catastrophe.*

Kapan saja, dimana saja, siapa saja, bisa tertimpa  
*Tout le monde peut être blessé à tout moment et n'importe où,*

Di desa atau di kota Tua muda, laki wanita, difabel non difabel  
*Dans le village ou la ville, vieux, jeunes, hommes, femmes, enfants, personnes handicapées ou non.*

Pagi siang sore dan malam  
*Matin, midi, après-midi ou nuit*

Semua bencana pasti mencekam Kebahagiaan terancam Hari-hari menjadi kelam  
*Les catastrophes sont certainement dévastatrices, elles apportent de la tristesse.... jours s'assombrissent*

Mari bergandeng tangan Langkah kaki disatukan Jiwa dan raga disetarakan Tak ada perbedaan  
*Par conséquent, joignons nos mains, marchons ensemble, car nous sommes tous un, sans différence.*

Hanya perbuatan Menjadi ukuran Keburukan atau kebaikan Kejahatan atau kemuliaan  
Semua sama Umat manusia Sebagai ciptaan Tuhan  
*Seuls les actes deviennent une mesure du mal ou du bien ou de la gloire. Nous sommes tous des humains, la création de Dieu*

Dengan kelebihan dan kekurangan  
*Avec notre faiblesse et notre force*

Kerusakan semesta Ada di tangan kita Setiap perbuatan mendapat pahala  
Karena alam tak pernah berdusta  
*La destruction de notre monde est entre nos mains. Chaque action a son propre Karma car la nature ne ment jamais*

Jaga alam Sayangi alam Hormati alam Dari hati paling dalam Kebahagiaan ... kau genggam  
Bersama, setara, sejahtera bersama Selamanya  
*Prenez soin de la nature. Aime-la. Respecte-la du plus profond de ton cœur....Ensemble, égaux, prospérons ensemble pour toujours.*

Keindahan atau kekacauan  
*La beauté ou le chaos*

Bencana membuat kita merana, juga bisa perilaku manusia yang tidak bersahabat dengan alam, Menimbulkan banyak derita.... Keseimbangan alami kian teranca sirna.

*Les catastrophes nous rendent malheureux. Elles sont causées par un acte humain inamicale envers la nature, causant beaucoup de souffrance. L'équilibre de la nature est de plus en plus menacé de disparaître.*

Bencana sering muncul. .... melanda ..... semua umat manusia kita semua menanggung akibatnya. Tidak memandang tua .... anak anak wanita .... laki laki. ....difabel non difabel. Semua terkena imbas

*Les catastrophes se produisent. .... nous en subissons tous les conséquences. jeunes... vieux..., femmes.... hommes. .... enfants, personnes handicapées ou non, nous sommes tous touchés.*

Karena itu .... Harus ada pemahaman ... Harus ada informasi  
Harus ada tanda tanda . Harus ada kerjasama

*C'est pourquoi nous devons comprendre, être bien informés, savoir comment réduire le risque, nous devons travailler ensemble....*

Bencana kadang mengingatkan kita akan nilai kehidupan ... Bencana ..... kadang menyadarkan kita untuk selalu peduli. ...  
Bencana pun kadang memberi kita kekuatan untuk bertahan dan bersatu tanpa ada batas

*Le désastre nous a fait prendre conscience de la valeur de la vie... Le désastre.... nous rappelle de prendre soin les uns des autres, de revivre et de s'unir sans discrimination et sans frontières.*

# Événements parallèles

## JOURNÉE 1

MERCREDI 25 MAI

---

### De la planification de la RRC à l'investissement dans la RRC - éléments clés pour augmenter l'investissement dans la RRC avant la catastrophe - stratégie de RRC de haute qualité au-delà de l'objectif mondial E

25 mai 2022, 13h00 à 14h30

#### Modérateur :

NISHIKAWA Satoru, Professeur, Centre de recherche sur l'atténuation des catastrophes, Université de Nagoya

#### Remarques préliminaires :

OHNO Keitaro, Ministre d'État du Bureau du Cabinet, Japon

#### Intervenants :

- Raditya Jati, Secrétaire adjointe pour le système et la stratégie, Agence nationale de gestion des catastrophes, Indonésie
- KOHRI Kazuko, Maire, Ville de Sendai, Japon. Angelika Planitz, Chef d'équipe, Noyau mondial de réduction des risques de catastrophe, PNUD
- ONO Yuichi, Professeur, Division de la recherche pratique et de la collaboration, Institut international de recherche sur la science des catastrophes, Université de Tohoku

#### Intervention spéciale :

TAKEYA Kimio, Conseiller technique distingué sur la RRC, JICA

---

Faisant le point sur l'objectif mondial E, la session a souligné l'importance que revêt l'amélioration qualitative des Stratégies de RRC et l'accélération des investissements dans la RRC pour atteindre le Cadre de Sendai et les Objectifs de développement durable.

En octobre 2021, 120 pays ont fait état de Stratégies de RRC nationales ou locales dans le Moniteur du Cadre de Sendai. Pourtant, ce nombre ne montre pas l'ampleur des progrès réalisés par rapport à l'Objectif mondial E dans la mise en œuvre des Stratégies de RRC. La session a fourni des conseils aux gouvernements nationaux et locaux ainsi qu'aux autres parties prenantes afin qu'ils préparent des stratégies de RRC de haute qualité pour promouvoir les investissements prévus en matière de

RRC dans la deuxième moitié du Cadre de Sendai et après 2030. Un des principaux rôles du niveau national est de diriger le niveau local pour élaborer des stratégies appropriées conformément à la stratégie nationale. Le Secrétaire adjoint de l'Agence nationale de gestion des catastrophes d'Indonésie a montré de quelle manière les stratégies ont été élaborées et mises en œuvre dans un pays. Au niveau local, le partage des bonnes pratiques est essentiel pour que les autres villes commencent leur processus de planification. En tant que maire de la ville où le Cadre de Sendai a été adopté, elle a montré que sa municipalité est un bon modèle de ville qui réduit les risques de catastrophe et a présenté comment les leçons tirées des catastrophes passées ont été prises en compte dans les stratégies de RRC et comment

la participation de multiples parties prenantes a été effectuée. En tant qu'organisation internationale, le PNUD a aidé de nombreux pays à renforcer la gouvernance, et le développement des ressources humaines est une initiative clé pour y parvenir. Il est essentiel que le secteur privé, le gouvernement et le milieu universitaire collaborent pour établir une stratégie de RRC fondée sur des preuves. C'est un rôle fondamental du gouvernement de développer des statistiques sur les pertes et les dommages causés par les catastrophes. Le suivi de Sendai ne vise pas seulement à rendre compte à l'ONU des objectifs mondiaux de Sendai, mais aussi à renforcer la gouvernance de la réduction des risques de catastrophe dans chaque pays. L'importance des statistiques et du suivi des catastrophes a également été soulignée.

## Bilan de la session

- Faire le point sur les progrès de l'Objectif mondial E.
- Échanger les meilleures pratiques et les leçons sur la transformation des Stratégies de RRC en actions réelles, en particulier les investissements de RRC prévus.
- Revoir l'importance des statistiques et du suivi en matière de catastrophes afin d'aider à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques basées sur des preuves.

## Quand le conflit, le changement climatique et la COVID-19 entrent en collision - renforcer la résilience dans les situations d'urgence complexes

**25 mai 2022, 13h30 à 15h00**

### Modérateur :

Thandie Mwape Villadsen, Responsable régionale, a.i., Diplomatie Humanitaire et Soutien à la Liaison, FICR

### Intervenants :

- Daniel O'Malley, Chef de la Délégation régionale pour le Kenya, Djibouti et la Tanzanie, CICR
- Andoniaina Ratsimamanga, Secrétaire général de la Croix-Rouge malgache
- Martin Schuldes, Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
- Nouhoum Maiga, Secrétaire général de la Croix-Rouge malienne
- Ayaz Parvez, Spécialiste principal en GRC GFDRR/Banque mondiale
- Banak Waal, Ministère des Affaires humanitaires et de la Gestion des catastrophes du Sud-Soudan

La FICR, le CICR et la Banque mondiale aiguisent notre vision collective sur la façon dont les contextes fragiles confrontés à de multiples menaces permettent de renforcer la réduction des risques et de contribuer au développement de la résilience au niveau communautaire. Les partenariats entre les domaines de l'humanitaire et du développement sont indispensables pour combler les lacunes de l'intervention d'urgence et faire le lien avec les investissements à plus long terme dans le relèvement et le développement - un concept bien convenu mais une pratique qui reste largement inaboutie. Cette session a permis de remettre en question les avancées réalisées

et de suggérer des moyens pratiques d'accélérer les progrès. La session était fondée sur le thème de la Plate-forme régionale africaine Vers un développement fondé sur les risques de catastrophe pour une Afrique résiliente dans un Monde transformé par la COVID-19 et s'est alignée sur les thèmes du GPDRR concernant le renforcement de la gouvernance des risques de catastrophe, l'investissement dans les actions locales afin d'autonomiser les communautés les plus vulnérables aux risques et l'accélération de la gestion intégrée des risques de catastrophe en tant que moyen de parvenir au développement durable.

## Bilan de la session

Les catalyseurs des crises sont de plus en plus complexes et les impacts durent plus longtemps. Les urgences sont causées par un mélange complexe de changements climatiques et environnementaux, de risques de catastrophe, de pandémies, de conflits, de fragilité et de déplacements. L'événement en parallèle :

- a examiné les défis existants, afin de porter l'attention sur des illustrations concrètes de ce que signifie en pratique une crise complexe, selon une série de perspectives différentes sur le risque.

- a présenté des opportunités prometteuses dans tout le continuum humanitaire-développement qui renforcent le rétablissement et la préparation des institutions et des communautés.
- a établi des liens et fait des propositions pour accélérer les progrès, qui visent spécifiquement l'action dans les sphères de la réactivité face aux catastrophes et aux crises, du relèvement et du développement.

## Des actions locales inclusives pour une réduction efficace des risques de catastrophe et ne laisser aucun pour compte

25 mai 2022, 15h15 à 16h45

### Modérateur :

Saima Wazed, Experte mondiale de la gestion des risques de catastrophe inclusive du handicap (DiDRM), du changement climatique, de l'autisme et de la santé mentale, Point focal international, Groupe de défense de la gestion des risques de catastrophe inclusive du handicap (DiDRM), Bangladesh, Présidente de la Fondation Shuchona.

### Intervenants :

- Dr Md. Enamur Rahman, MP, Honorable Ministre d'État du Ministère de la gestion des catastrophes et des secours (MoDMR), Gouvernement du Bangladesh (orateur principal)
- Md. Kamrul Hasan ndc, Secrétaire, MoDMR, Gouvernement du Bangladesh.
- Nogining Armelle Almerique, Présidente d'une OPD, Unité de coordination des associations de personnes handicapées (CUAPWD), Cameroun
- Chrysant Lily Kusumowardoyo, Directrice de pays, ASB Indonésie et Philippines
- Carlos Kaiser, Directeur exécutif, ONG Inclusiva/ Réseau DiDRR Amérique latine, Chili

La session a mis en avant la manière de promouvoir une réduction inclusive des risques de catastrophe par le biais de la Déclaration de Dhaka. Le conférencier principal a souligné les fortes initiatives du gouvernement du Bangladesh et la façon dont la Déclaration de Dhaka en 2015 et la Déclaration de Dhaka+ en 2018 ont été adoptées par la Conférence internationale sur le handicap et la gestion des risques de catastrophe.

De plus, de nombreuses initiatives inclusives novatrices pour la RRC s'alignant sur le résumé des anciens coprésidents de GP2017 et GP 2019 ont également été présentées. La région de l'Amérique du Nord et celle de l'Amérique latine ont décrit les progrès de la mise en

œuvre des mesures de RRC inclusives dans le cadre de la Déclaration de Dhaka et ont présenté les approches innovantes mises en œuvre dans chaque région. Les intervenants ont fait des présentations pour répondre à quatre questions directrices :

(1) Quel type d'actions de RRC locales et inclusives a été mis en œuvre pour réaliser la Déclaration de Dhaka dans des situations de pandémie ? (2) Quel type d'approche novatrice et intégrée a été adopté et quels types de défis ont été rencontrés ? (3) Comment pouvons-nous assurer une RRC inclusive dans tous les cycles de catastrophes ? (4) Quelles sont les éléments et stratégies clés pour aller de l'avant et atteindre les objectifs du Cadre de

Sendai et des ODD par le biais de la Déclaration de Dhaka ? Au cours de la discussion, il a été souligné et recommandé de répondre aux besoins en santé mentale de la communauté à risque, avant, pendant et après les catastrophes, de promouvoir la participation et l'inclusion significatives et dignes des personnes handicapées dans les initiatives de GRC, de pratiquer une approche multipartite dans la RRC inclusive du handicap, et de garantir l'accessibilité en prenant en compte la conception universelle et les aménagements raisonnables dans toutes les infrastructures critiques dans les lieux exposés aux risques.

En outre, d'autres mesures visant à renforcer les systèmes d'alerte précoce multirisques axés sur les personnes, inclusifs et accessibles, et à promouvoir la recherche, le sauvetage et l'évacuation inclusifs ont également été discutées.

Pour conclure, la modératrice a résumé la discussion et exprimé sa vision de la voie à suivre pour les prochaines étapes et la mise en œuvre efficace de la Déclaration de Dhaka dans tous les pays.

## Bilan de la session

- Il convient de prendre d'autres initiatives pour diffuser et promouvoir la Déclaration de Dhaka 2015+ avec un puissant mécanisme de suivi dans le pays, et des progrès au niveau mondial conformément aux objectifs et aux indicateurs de la Déclaration de Dhaka 2015+.
- Recueillir davantage de données relatives aux catastrophes, analyser les risques détaillés de catastrophes en s'appuyant sur des données ventilées par sexe, âge et handicap pour prendre des mesures efficaces de réduction des risques de catastrophe.
- Établir des mécanismes de renforcement des capacités ou des installations de formation internationales pour échanger des DiDRR grâce à une approche de toute la société, y compris les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les communautés, les personnes handicapées, leurs groupes d'entraide et les organisations de personnes handicapées afin de ne laisser personne pour compte.



# Vers une plus grande résilience financière : renforcer l'Architecture mondiale de financement du risque de catastrophe

25 mai 2022, 15h30 à 17h00

## Modérateur :

Dr Astrid Zwick, Chef du Secrétariat de l'InsuRésilience

## Intervenants:

- Paola Alvarez, Secrétaire adjointe, Département des finances, République des Philippines
- Jorge Gastelumendi, Directeur de la Fondation Adrienne Arsht-Rockefeller, Conseil atlantique, et co-directeur de Race 2 Resilience
- Heike Henn, Directeur pour le climat, l'énergie et l'environnement au Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), Allemagne
- Gernot Laganda, Chef des programmes sur le climat et la réduction des risques de catastrophe au Programme alimentaire mondial des Nations Unies
- Vositha Wijenayake, Directeur exécutif, SLYCAN Trust

Ces dernières années, des avancées substantielles ont été obtenues afin de renforcer la protection financière contre les risques de catastrophe pour les populations démunies et vulnérables. Les efforts collectifs déployés dans le cadre du Partenariat mondial InsuResilience ont permis de protéger financièrement 150 millions de personnes par le biais de solutions CDEMD rien qu'en 2021.

Toutefois, des défis importants persistent : la majeure partie du financement des catastrophes est toujours organisée après l'événement ; le paysage des CDEMD reste fragmenté et principalement dirigé par l'offre ; les solutions ne sont pas toujours facilement abordables ou conçues pour répondre aux besoins spécifiques des pays vulnérables ; les obstacles à la capacité de paiement amplifiés par les pressions fiscales et l'intensification des problèmes de dette extérieure demeurent un problème persistant pour les pays vulnérables, et ont été exacerbés par l'impact de la COVID-19.

Parallèlement, les risques liés au climat et aux catastrophes naturelles continuent d'augmenter considérablement, et ce pendant des décennies, même si l'on atteint les objectifs de l'Accord de Paris, ce qui impose des contraintes supplémentaires aux pays vulnérables lorsqu'il s'agit d'accéder à des financements pour investir dans des voies

résilientes. Dans ce contexte, la question se pose de savoir si l'actuelle Architecture mondiale des CDEMD convient : non seulement pour réaliser la Vision InsuResilience 2025, mais aussi pour satisfaire les demandes accrues et assurer une protection et une résilience durables aux pays vulnérables dans les décennies à venir. La table ronde a réuni des experts de haut niveau pour exposer des moyens tangibles pour une approche mondiale systémique du DRF.

## Bilan de la session

- Présentation de la vision de la présidence allemande du G7 Bouclier mondial contre les risques climatiques.
- Établissement d'une compréhension mutuelle sur l'amélioration du financement des risques climatiques et de catastrophes,
- Identifié les principaux moteurs pour améliorer l'architecture du financement des risques climatiques et de catastrophes.

# Principes pour des infrastructures résilientes – une référence mondiale pour l'amélioration de la résilience des infrastructures.

25 mai 2022, 17h30 à 19h00

## Modérateur :

Abhilash Panda, Chef adjoint, Processus intergouvernementaux, Coopération inter-agences et Partenariats, UNDRR

## Intervenants :

- Liz Varga, Professeur de systèmes complexes, Chef de l'Institut des systèmes d'infrastructure de l'UCL, UCL
- David A. Smith, Président de l'ICE Sustainable Resilient Infrastructure CAB | Vice-président senior, Directeur de la stratégie, Stantec
- Nestor Alfonso Santamaria, Conseil politique et recherche, Forum sur le risque de haut niveau, OCDE
- Neha Bhatia, spécialiste principale - Gestion des connaissances, CDRI
- Ajay Makhija, chef d'équipe, résilience des infrastructures, planification et partenariats sectoriels, Agence nationale de gestion des urgences, Nouvelle-Zélande.
- George Baldwin, directeur du conseil en stratégie et résilience climatique, Solutions de conseil, Marsh Advisory
- Ravi Sinha, professeur, département de génie civil, Indian Institute of Technology Bombay, Inde.

Les Principes pour des infrastructures résilientes ont été développés afin de soutenir la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de catastrophe 2015-2030 et des Objectifs de Développement Durable. Les Principes pour les infrastructures résilientes relèvent le défi posé par la planification, le financement, la conception, le développement et l'exploitation actuels des infrastructures, qui ne tiennent pas pleinement compte de la nature interdépendante des infrastructures et des services, ou de la nature de plus en plus complexe des risques et des impacts en cascade qu'une catastrophe peut avoir sur l'ensemble du système d'infrastructures. La conférence s'attaque également au manque de compréhension de ce que signifie et implique réellement une infrastructure résiliente en termes de politique, de planification et de mesures pratiques, en instaurant un langage et une compréhension communs du problème.

La manifestation parallèle intitulée "Principles for Resilient Infrastructure - A global standard for the improvement of infrastructure resilience" a été coorganisée par l'University College London (UCL), l'Institution of Civil Engineers (ICE), le CDRI et l'OCDE. Si bien de nombreux débats se concentrent sur les défis de la résilience des infrastructures, cet événement parallèle a offert des solutions aux acteurs du secteur pour obtenir des résultats en matière de résilience des infrastructures. Les principes pour des infrastructures résilientes sont présentés et les intervenants discutent des défis de la résilience des infrastructures, y compris le manque de compréhension commune,

Les intervenants ont débattu la nécessité de renforcer les réglementations actuelles afin d'inclure les Principes pour des infrastructures résilientes afin d'éviter de nouveaux risques, la mise en œuvre et l'applicabilité des principes au secteur privé, y compris les assurances, la communauté du génie civil.

Ils ont également fait part de leurs réflexions sur la manière dont les Principes peuvent répondre aux défis actuels en matière d'infrastructures et sur les possibilités de renforcer la complémentarité avec les outils et politiques existants en matière d'infrastructures résilientes.

## Bilan de la session

- Pour assurer la résilience des infrastructures, il est nécessaire de travailler à différents niveaux, d'impliquer de multiples parties prenantes et d'adopter une approche systématique.
- Les principes posent les bases de la résilience des infrastructures et un cadre mondial favorise une compréhension commune. L'élaboration de directives pour les opérateurs serait très importante pour la compréhension de la manière dont les principes peuvent être mis en œuvre.
- Un changement structurel vers l'utilisation des principes dans le processus d'achat est nécessaire. Il est très utile de savoir quand et où diriger les fonds disponibles.
- Le moment choisi pour l'application des principes est essentiel, car on assiste actuellement à un changement de génération dans le développement des infrastructures. Il existe un intérêt et des investissements importants pour le "net zéro", ce qui peut compléter le gain net de résilience.
- Nous ne pourrions aborder la résilience qu'en nous attaquant aux infrastructures existantes et pas seulement aux nouvelles infrastructures à construire.

# Faire face aux pertes et aux dommages, et soutenir les plus vulnérables : enseignements tirés de la RRC et de l'action contre le changement climatique.

25 mai 2022, 17h30 à 19h00

## Modérateur :

Michelle Yonetani, chargée de mission principale, Bureau du conseiller spécial sur l'action climatique, HCR

## Intervenants :

- David Kolitagane, Secrétaire permanent, Développement maritime et rural et gestion des catastrophes, Fidji
- Youssef Nassef, Directeur de l'Adaptation, CCNUCC
- Dr Maarten van Aalst, Directeur, Centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (message vidéo)
- Tiziana Bonzon, Manager pour le climat, la migration et la résilience, FICR
- Gustaff Harriman Iskandar, Directeur général, Fondation Common Room Networks
- Adessou Kossivi, Responsable régional par intérim pour l'Afrique au Réseau mondial des organisations de la société civile pour la prévention des catastrophes (GNDR)
- Harjeet Singh, Conseiller principal, Réseau Action Climat.



Le changement climatique est une réalité en cours et déjà, aujourd'hui, des vies et des moyens de subsistance se perdent en raison d'impacts climatiques de plus en plus fréquents et intenses. Les communautés et les sociétés souffrent déjà de pertes et de dommages et nous devons envisager la manière de mettre en œuvre des mesures d'atténuation plus solides et des mesures d'adaptation plus ambitieuses, ainsi que la manière de collaborer entre les secteurs pour éviter, réduire et traiter les pertes et les dommages. Pour ce faire, il faut collaborer entre les pays et les régions afin de soutenir les populations les plus vulnérables, y compris celles qui doivent être relogées ou qui seront déplacées, en tenant compte de tous les impacts du

changement climatique, directs et indirects.

Cette réunion parallèle multipartite s'est concentrée sur les pertes et les dommages associés aux impacts du changement climatique, en reconnaissant que des pertes et des dommages se produisent déjà dans le monde entier, touchant de manière disproportionnée les personnes, les communautés et les pays les plus vulnérables.

Les impacts économiques et non-économiques sont ressentis de manière plus aigüe dans les pays les plus démunis, et la charge la plus forte pèse sur les personnes et les communautés disposant de moins de ressources, de

capacités et de systèmes pour gérer les catastrophes et les chocs et stress liés au climat.

Cet événement parallèle a engagé les participants à la PM22 par le biais d'un débat avec des représentants des secteurs du changement climatique et de la RRC, du monde universitaire, de l'action climatique et de l'art. Il s'est concentré sur l'expérience pratique acquise dans les communautés de la RRC et du changement climatique qui peuvent offrir des leçons pour traiter les pertes et les dommages. Cet événement a permis d'explorer comment se préparer à l'augmentation des déplacements et des relocalisations planifiées ; comment s'assurer que les acteurs locaux sont aux commandes lors de la discussion et de la conception

d'interventions visant à traiter les pertes et les dommages ; l'action anticipée ; quels types de modèles de financement innovants peuvent apporter un soutien aux plus pauvres et aux plus vulnérables ; et les leçons apprises sur l'importance de transcender les silos et de favoriser la communication entre les acteurs de la RRC et du climat afin de s'assurer que le risque est géré de manière cohérente et coordonnée à court, moyen et long terme. Les discussions se sont appuyées sur les dernières conclusions du groupe de travail II du GIEC sur les impacts, l'adaptation et la vulnérabilité au changement climatique.

## Bilan de la session

- Il existe des preuves scientifiques indiquant que nous atteignons les limites de l'adaptation et que les communautés et les régions vulnérables sont déjà victimes de pertes et de dommages dus aux effets néfastes du changement climatique, notamment les déplacements dus aux catastrophes et les re-localisations planifiées.
- Les communautés du développement, de l'humanitaire, du changement climatique et de la RRC sont appelées à mieux travailler ensemble, en suivant une approche fondée sur les droits de l'homme, pour répondre aux besoins des communautés et des personnes déplacées, ou risquant de l'être, de manière globale et sans cloisonnement.
- Il convient de placer les conversations sur le changement climatique, la RRC, la résilience, l'adaptation, les pertes et dommages et la mobilité humaine dans différents cadres et processus internationaux, notamment les ODD, la COP26/27 et les forums de la

# La résilience est l'affaire de tous : tirer des conclusions des expériences locales pour renforcer la résilience des entreprises et des communautés

25 mai 2022, 19h45 à 21h15.

## Modérateur :

Marilou Erni, Directrice Exécutive du Conseil National de la Résilience (NRC) des Philippines.

## Intervenants :

- Sumedi Andono Mulyo, directeur de l'aménagement du territoire et de la gestion des catastrophes, ministère de la planification du développement national de l'Indonésie (Badan Perencanaan Pembangunan Nasional/BAPPENAS).
- Asako Okai, sous-secrétaire général des Nations unies et directeur du Bureau de crise du PNUD.
- Siddharti Moersjid, chef du comité permanent de la gestion des risques, division de la gestion sociale et des catastrophes, Kamar Dagang dan Industri Indonesia (KADIN) / Chambre de commerce et d'industrie d'Indonésie.
- Anna Katrina Aspuria, responsable des programmes de développement et de l'innovation, Fondation philippine pour la résilience aux catastrophes (PDRF).
- Debora Comini, directrice régionale de l'UNICEF pour la région Asie de l'Est et Pacifique

La pandémie de COVID-19 et d'autres catastrophes ont fait des ravages en perturbant les opérations commerciales, les chaînes d'approvisionnement et l'activité économique. Ces impacts concernent particulièrement les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), lesquelles représentent plus de 90 % des entreprises et 50 % des employeurs dans le monde. Les MPME jouent un rôle primordial dans les économies mondiales et locales et, comme elles sont une source majeure de revenus pour les familles et les communautés, il est indispensable de garantir leur résilience, de manière à préserver les moyens de subsistance. Le secteur privé peut largement contribuer à la protection des enfants et de leurs familles vis-à-vis des chocs et du stress des catastrophes en orientant ses compétences fondamentales, ses capacités opérationnelles et son réseau vers le renforcement de la résilience des communautés et des marchés locaux, et vers l'amélioration de l'efficacité de l'action humanitaire.

Les intervenants ont souligné qu'avec l'augmentation des risques, investir dans la gestion et la réduction des risques de catastrophe n'est pas seulement la bonne chose à faire pour protéger les plus vulnérables ; c'est aussi la chose intelligente à faire pour protéger la planète, accroître la prospérité des pays et faire progresser les Objectifs de développement durable. Toutes les sociétés, petites ou grandes, sont invitées à agir afin d'atténuer les risques

et de renforcer la résilience en développant des plans de continuité des activités en vue de protéger leurs actifs et leur personnel, mais aussi de protéger les communautés et les services et infrastructures essentiels sur lesquels repose l'ensemble de la société. Les entreprises sont invitées à agir pour avoir un impact positif sur les communautés. Elles doivent montrer l'exemple et faire preuve d'une citoyenneté responsable en soutenant les valeurs fondamentales des Nations unies et celles de l'UNICEF, qui consistent à ne pas nuire aux enfants et aux communautés. Il est essentiel de continuer à s'assurer que les engagements des entreprises ne compromettent pas les droits et le bien-être des communautés et des personnes les plus vulnérables - notamment les enfants.

Les partenaires des Nations Unies devraient s'appuyer sur des initiatives existantes telles que ARISE, l'initiative Connecting Business et l'approche Business and Community Resilience pour poursuivre la facilitation du dialogue et de l'engagement fondé sur des principes entre les entreprises, les autorités nationales et les autres acteurs humanitaires. Les agences des Nations Unies pourraient aider à identifier l'intersection entre les besoins du marché local et ce que les entreprises ont à offrir, et assumer un rôle de courtier pour consolider la collaboration avec les différentes parties prenantes jouant un rôle au niveau local.



## Bilan de la session

- Accroître et accélérer les investissements et les ressources (y compris les solutions technologiques et innovantes) dans des mesures de RRC centrées sur les catégories les plus vulnérables de la société, les enfants et les jeunes et leurs familles, notamment en renforçant les associations public-privé en faveur de la résilience.
- Promouvoir les partenariats et l'action commune afin de s'assurer que tous les acteurs œuvrent ensemble pour soutenir les priorités nationales et pour aider à renforcer les capacités des gouvernements et des autres parties prenantes à obtenir des résultats en matière de RRC.
- Continuer à améliorer le ciblage des initiatives en tenant compte du contexte national, industriel et de la taille des entreprises, entre autres. Garder l'équilibre entre les éléments nécessaires qui pourraient être reproduits et les autres qui sont plus susceptibles d'être adaptés.

Dans ce contexte, le concept de résilience devient un enjeu commun à tous. La création d'écosystèmes commerciaux et de sociétés résilients exige la collaboration de tous les acteurs. Le renforcement de la résilience des entreprises et des communautés en les aidant à réduire les risques et à mieux se préparer, réagir et se remettre des catastrophes, permettra de faire progresser les objectifs commerciaux et sociétaux.

# Infrastructure mondiale de recherche sur les connaissances autochtones : outil pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai

25 mai 2022, 19h30-21h00

## anotherModérateur :

Dr Milind Pimprikar, Chairman, CANEUS Dr Milind Pimprikar, Président, CANEUS

## Intervenants :

- Dr Mirna Cunningham, Porte-parole de l'ONU pour le SDG 10, Réduire les inégalités,
- Gabriel Muyuy Jacanamejoy, Secrétaire Technique FILAC
- Dr Shirish Ravan, UNOOSA
- Dr Vy Lam, USAID, Conseiller sur les peuples autochtones, DDI/Inclusive Development Hub
- Prof Simon Lambert, Université de Saskatchewan
- Dr Melanie Mark-Shadbolt, Co-fondatrice, Te Tira Whakamātaki - TTW, Nouvelle-Zélande.
- Dr Manoj Khare, C-DAC, Gouvernement de l'Inde

L'Infrastructure de recherche sur les savoirs autochtones (IKRI), qui a été lancée en tant que partenariat mondial lors du Sommet sur les systèmes alimentaires de ONU 2021, propose de nouvelles possibilités d'utiliser les informations géospatiales et l'IA en vue de contribuer à la mesure des indicateurs définis dans le but de suivre les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai, et de transformer les crises mondiales Covid-19 en une opportunité de transformation radicale indispensable.

Les objectifs de la session comprenaient :

- Quels sont les défis à relever pour intégrer les connaissances autochtones aux solutions technologiques émergentes pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai ?
- Quelles sont les exigences des principales parties prenantes, celles qui s'intéressent aux connaissances autochtones liées à la SFDRR, et comment les intégrer à l'IKRI ?
- Comment exploiter les données existantes et éparpillées des domaines public et privé pour l'IKRI ?
- Comment développer et tester les prototypes d'IKRI afin de créer une infrastructure robuste pour soutenir le SFDRR ?

## Bilan de la session :

- Le concept d'initiative de recherche mondiale et de référentiel de connaissances de l'IKRI a été présenté à la communauté de la RRC.
- A aidé à comprendre les intérêts et les exigences des parties prenantes de la RRC.
- Stimuler les collaborations entre les autorités de gestion des catastrophes et les communautés autochtones pour promouvoir des solutions naturelles en matière de RRC.
- Examen des aspects politiques et réglementaires de l'IKRI en mettant l'accent sur les droits de propriété intellectuelle liés aux connaissances autochtones.
- Création de réseaux de soutien mondiaux pour la conception, le développement et la mise en œuvre de l'IKRI.

# Femmes en quête de transformation - un dialogue sur l'avenir des ODD, de la RRC et de la santé planétaire

25 mai 2022, 18h45 à 21h15

## Modérateur :

Amelia Yachya, CNN Indonésie

## Intervenants :

- Tan Sri Dr Jemilah Mahmood. Directeur exécutif du Sunway Centre for Planetary Health Malaysia, ancien conseiller principal en matière de santé publique auprès du Premier ministre malaisien, ancien secrétaire général adjoint de la FICR, chef du Sommet humanitaire mondial, ancien chef de la branche humanitaire du FNUAP et fondateur de Mercy Malaysia.
- Adelina Kamal, Chercheuse principal associée de l'Institut Yusof Ishak de l'ISEAS, ancienne directrice exécutive du Centre d'assistance humanitaire de l'ANASE ou AHA, ancienne directrice du développement durable et responsable de la gestion des catastrophes et de l'assistance humanitaire du secrétariat de l'ANASE.
- Kara Siahaan, chef du centre d'anticipation

Au fil des ans, les désastres sont devenus de plus en plus multiformes, conflictuels et complexes. Les participants ont discuté des faiblesses des approches linéaires actuelles du développement et de l'action politiques, mais aussi de la complexité croissante des catastrophes, clairement mise en évidence lors de la récente pandémie de COVID-19. Les intervenants ont discuté des conséquences en cascade de crises simultanées dues aux risques naturels, aux conflits et au changement climatique, notamment les cyclones, les inondations et les tremblements de terre, ainsi que des déplacements de population qui en résultent dans de nombreux pays d'Asie-Pacifique, y compris les Philippines, l'Indonésie, la Malaisie et les îles Tonga.

Les intervenants ont souligné le besoin d'une éthique de la santé holistique et planétaire, étant donné que les gains liés aux objectifs de développement durable ont également été érodés et que le monde est confronté à des inégalités croissantes et à des défis économiques, sociaux et de développement, résultant non seulement de la pandémie, mais aussi d'une déconnexion plus large entre l'humanité et la planète. Les intervenants ont évoqué l'urgence croissante qu'il y a à atténuer l'impact de la crise climatique en utilisant les liens évidents entre la santé planétaire et le changement climatique, les risques et les vulnérabilités et la probabilité croissante d'épidémies zoonotiques et de futures pandémies.

En résumé, il a été décidé qu'il était nécessaire d'examiner et de traiter la crise sanitaire planétaire que nous connaissons collectivement de manière plus globale, en soulignant la nécessité d'une action intersectorielle sur les fronts politique, économique, scientifique et social.

## Bilan de la session

- Soutenir l'accent mis par la PM2022 sur la gestion des risques de catastrophe, le relèvement post-catastrophe COVID-19 et la nécessité de ne laisser personne pour compte, en explorant la nécessité d'un paradigme rafraîchi plaçant la santé des personnes et de la planète au centre de nos délibérations.
- Mettre en évidence les inégalités et les injustices actuelles résultant de la pandémie, ainsi que l'accès inégal à la distribution de vaccins, et leurs relations avec une augmentation de l'exposition au risque de catastrophe.
- Examiner la façon dont le passage à une approche de santé planétaire pour la gestion des risques de catastrophe, y compris la gestion des pandémies, peut contribuer à la réalisation des buts et objectifs du Cadre de Sendai et du programme des ODD pour 2030.
- Démontrer que le leadership, les compétences et les capacités sont en place pour réaliser cette transformation.
- Élaborer des recommandations pertinentes qui seront prises en compte dans le cadre des résultats de GP2022.

# JOURNÉE 2

JEUDI 26 MAI

## Laissés pour compte, laissés de côté, laissés en danger : Dialogue sur le thème "Ne laisser personne pour compte face aux risques de catastrophe"

26 mai 2022, 09h00 à 10h00

### Modérateur :

Tiziana Bonzon, Gestionnaire pour le climat, la migration et la résilience, FICR

### Intervenants :

- Imad Mohamed, Chargé de projet VFL 2019 et conseiller principal en RRC, Huvadho Aid (GNDR Maldives)
- Vasiti Soko, Directeur, Bureau National de Gestion des Catastrophes (NDMO) de Fidji
- Claudia Herrera Melgar, Secrétaire exécutive, Centre de coordination pour la prévention des catastrophes naturelles en Amérique centrale (CEPRENAC)

La session a mis en évidence que les catastrophes touchent les gens différemment, appauvrissent encore plus ceux qui ont le moins de capacités et annulent les avancées en matière de développement. Ceux qui disposent de moins de ressources et d'opportunités avant la catastrophe sont encore plus désavantagés lors du relèvement et de la reconstruction, quand la marginalisation, la discrimination directe et le manque d'accès aux ressources exacerbent leurs vulnérabilités et leur précarité.

Les trois intervenants de cet événement parallèle, qui représentent les niveaux local, national et régional, ont discuté des leçons et des bonnes pratiques pour intégrer efficacement les personnes qui risquent le plus d'être laissées pour compte au processus décisionnel relatif à la programmation et à la planification des interventions de réduction des risques de catastrophe. Ils ont expliqué comment opérationnaliser le principe de "ne laisser personne pour compte", en se concentrant sur les points suivants :

- comment aller au-delà des données désagrégées pour éclairer et mettre en œuvre avec efficacité des plans de développement et des stratégies de réduction des risques qui ne laissent personne pour compte
- quels mécanismes et outils permettent de s'assurer que la RRC répond efficacement aux besoins et aux demandes des personnes les plus éloignées, y comprises les leçons tirées de la réponse au COVID-19
- Quelles stratégies efficaces d'autonomisation des populations socialement exclues existent pour les

aider à prendre des décisions concernant les risques auxquels elles sont confrontées.

Tous les intervenants ont mis en évidence l'importance du concept de "ne laisser personne de côté", notamment lors de la conception et de la mise en œuvre de politiques et de mesures de réduction des risques de catastrophe. La RRC sensible à la dimension de genre et socialement inclusive a pour objectif d'identifier et de traiter ces aspects, par des mesures positives qui répondent aux besoins des plus défavorisés comme les pauvres, les femmes, les personnes âgées, les enfants, les personnes handicapées, les personnes issues de groupes ethniques minoritaires ou défavorisés, ainsi que les migrants et les personnes déplacées.

Il a été souligné qu'au niveau national, il est essentiel d'impliquer les communautés locales dans les processus de planification et de prise de décision, et que les mesures de RRC excluant certains groupes vulnérables peuvent causer plus de tort que de bien, par exemple en privant les gens de leurs moyens de subsistance.

Au niveau régional, l'accent a été mis sur la collaboration et les partenariats au sein des plateformes régionales de RRC, avec le secteur privé et la société civile dans tous les secteurs, afin de parvenir à l'approche la plus efficace, équitable et durable pour réduire les risques de catastrophe.

## Bilan de la session

- Lorsqu'on discute de l'intégration du principe "Ne laisser personne pour compte" dans la RRC et l'ACC au niveau national, il est essentiel de faire participer les communautés locales, en particulier les personnes les plus affectées par une catastrophe ou une crise, à des processus participatifs significatifs concernant les décisions qui affecteront leur vie.
- Au niveau national, il est essentiel de miser sur des politiques et des cadres s'appuyant sur les évaluations nationales et de contribuer à la mise en place de structures institutionnelles appropriées afin de garantir que personne ne soit laissé pour compte.
- Au niveau régional, l'accent devrait être mis sur la collaboration et les partenariats, au sein des plateformes régionales de RRC, avec le secteur privé et les organisations de la société civile.
- Une RRC tenant compte du genre et socialement inclusive s'appuie sur les ressources et les capacités, les connaissances et les besoins de tous les secteurs de la société, afin d'obtenir une approche plus efficace, équitable et durable de la réduction des risques de catastrophe.
- Les systèmes d'alerte et d'action précoces devraient adopter une approche centrée sur les personnes qui tiennent compte des caractéristiques démographiques, de genre, culturelles et de subsistance du public cible.

## De la parole à l'action : encourager l'engagement significatif des enfants et des jeunes dans la mise en œuvre et le suivi des priorités du cadre de Sendai.

26 mai 2022, 14h30 à 16h00

### Modérateurs :

- Abraham Bugre, Partnership and Engagement Officer, Green Africa Youth
- Jekulin Lipi Saikia, Asia Pacific Regional Focal Point (RFP) on DRR, Sendai Stakeholders Children and Youth Group of Major Group for Children and Youth (MGCY)

### Intervenants :

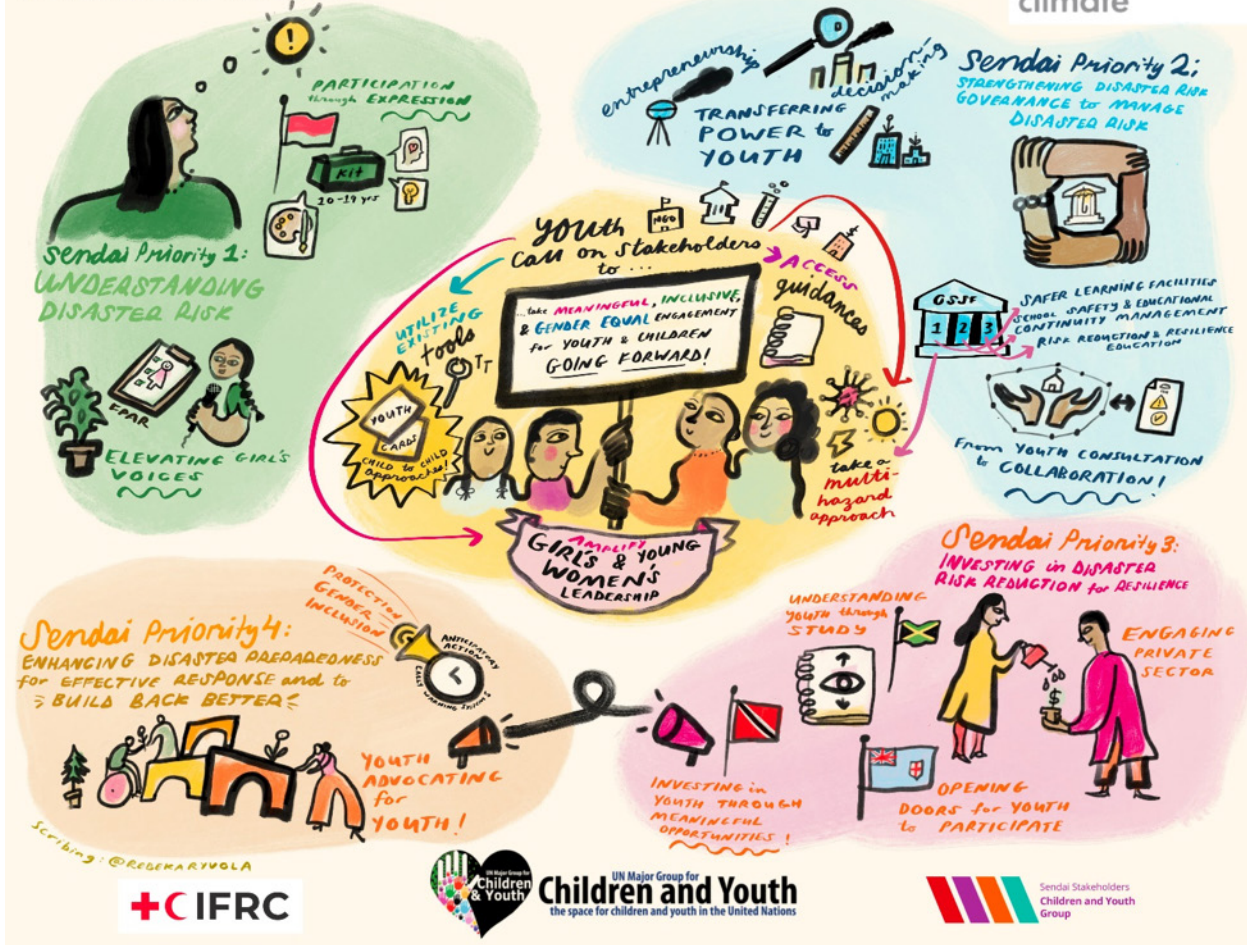
- Ferina Futboe, représentante des jeunes de l'UNICEF Indonésie
- Ilandra Ndlovu, Jeune chercheuse féministe en action participative de Tsholotsho, Zimbabwe, représentant Plan International Zimbabwe
- Marlon Matuguina, responsable du programme de réduction des risques de catastrophe et de sécurité scolaire, Save the Children Philippines
- Aloysius Suratin, directeur du programme et du parrainage, ChildFund Indonésie
- Adrian Reid, responsable de la jeunesse, Croix-Rouge de la Jamaïque
- Julianna Martin, étudiante à l'école de filles Naparima, Trinité-et-Tobago
- Sonika Narayan, volontaire de la Croix-Rouge fidjienne, branche de Suva
- Roy Wasi, Jeune contributeur des îles Salomon au rapport "Guardians of the Planet", World Vision International

Cet événement intitulé Words into Action a répondu aux parties prenantes désireuses de s'engager et de soutenir le travail avec les enfants et les jeunes sur la RRC et l'ACC, mais qui ne savaient pas par où commencer. Des outils pratiques ont été présentés aux gouvernements, aux agences, aux OSC et au personnel du secteur privé pour soutenir l'engagement des enfants et des jeunes dans les quatre priorités du

Cadre de Sendai et de l'Accord de Paris sur le climat. Cet événement a permis de présenter des outils pratiques pour les gouvernements, les agences, les OSC, le secteur privé, les universités et les scientifiques pour soutenir un engagement inclusif, sensible au genre, des enfants et des jeunes dans le cadre des quatre priorités du Cadre de Sendai et de l'Accord de Paris sur le climat.

# Moving Words into Action: Child and Youth Engagement in the Implementation and Monitoring of the Sendai Priorities

A GPDRR Session | May 26, 2022



Aux côtés de la coalition "Children in a Changing Climate", les enfants et les jeunes ont partagé leurs expériences, leurs outils et leurs conseils. Cette session a été suivie d'un dialogue intergénérationnel et d'un appel aux enfants pour une action climatique immédiate, informé par le forum des enfants et des jeunes de GP2022, les consultations régionales et les cartes climatiques des enfants pour promouvoir l'inclusivité et l'équité entre les sexes.

La session a été structurée sur les quatre priorités de Sendai. L'écriture en direct et la caricature ont permis d'enregistrer les leçons et les idées clés de manière innovante. Les recommandations et la vision de la session qui en résultent ont pour but d'influencer et d'informer le processus d'inventaire du Cadre de Sendai, la déclaration commune et les messages et résultats de la GPDRR qui en découlent, afin de garantir l'adoption en temps voulu de la vision et des recommandations de la session.

## Bilan de la session:

- Partage d'expériences pratiques, d'outils et de conseils pour engager et soutenir le travail avec les enfants et les jeunes sur la RRC et l'ACC dans le cadre des priorités de Sendai.
- Une discussion intergénérationnelle pour faire progresser l'engagement significatif et inclusif de tous les enfants et les jeunes dans la RRC et l'ACC.
- Action et engagement inspirés par la coalition "Children in a Changing Climate".
- Le processus d'évaluation du Cadre de Sendai, la déclaration conjointe et les messages et résultats de la GPDRR qui en ont découlé ont été informés par les recommandations et la vision de la session.



Un enregistrement de cette session est disponible

# Risk Award : Solutions novatrices pour la RRC et l'adaptation au changement climatique - enseignements tirés des projets lauréats

26 mai 2022, 16h30 à 18h00.

## Modérateur :

Renate Bleich, Présidente, Fondation Munich Re, Allemagne

## Intervenants :

- Shweta Gupta, Directrice exécutive du Centre international d'EQUI-T et de son Centre RSE à l'All India Institute of Local Self Government (AIIILSG), Inde
- Carlos Kaiser, directeur, ONG Inclusiva, Chili
- Nandan Mukherjee, spécialiste post-doctoral en recherche et communication au Centre UNESCO sur la législation, les politiques et les sciences relatives à l'eau de l'Université de Dundee, Royaume-Uni/Bangladesh.
- My Pham, doctorante à l'université de Potsdam, Allemagne, consultante au Centre de recherche sociale et de développement (CSRD), Vietnam.

La session sur les quatre projets gagnants du Risk Award sur la RRC et l'adaptation au changement climatique a discuté des leçons apprises au cours de la mise en œuvre du projet, de la coopération et de l'implication des gouvernements locaux, ainsi que de la mise à l'échelle et du financement futur des projets. Ces projets ont été mis en œuvre au Chili (Inclusive DRR), en Inde (Community Self-Assessment), au Bangladesh (Disaster Resilient Floating Homes) et au Vietnam (Nature based Solutions and Women in DRR).

Tous les intervenants ont relevé l'importance des approches participatives ascendantes des projets. Ils ont mentionné qu'il était indispensable de travailler avec la communauté locale, qui connaît le mieux les conditions et les circonstances locales. En particulier, les approches de projet qui incluent les femmes et les enfants et renforcent leur position dans les processus de prise de

décision sont efficaces et durables à long terme. Shweta Gupta a déclaré que la simplification du jargon technique permettait aux femmes et aux enfants de comprendre des questions complexes.

Carlos Kaiser a par ailleurs insisté sur le fait qu'il fallait toujours collecter des données fiables, pour prendre des décisions fondées sur des faits concrets dans le cadre d'un projet. Il a également recommandé aux gestionnaires de projets de se placer en tant que partenaires et de souligner le caractère urgent de leur programme, plutôt que de simplement demander un financement lorsqu'ils s'adressent aux institutions gouvernementales. Les intervenants ont convenu que le processus d'obtention d'un financement à grande échelle ou à long terme est assez difficile et compliqué. Néanmoins, les intervenants ont réussi à étendre ou à reproduire leurs projets à plus grande échelle à l'heure actuelle.

## Bilan de la session

- Améliorer la participation à la RRC : démystifier la RRC, utiliser un langage plus simple, impliquer tout le monde, en particulier les personnes handicapées, les enfants et les femmes analphabètes.
- Impliquer les autorités locales : Éviter de trop se concentrer sur les problèmes, il est préférable d'indiquer des solutions scientifiquement fondées et des voies à suivre.
- Financement et mise à l'échelle : ces aspects demeurent un défi difficile à relever, surtout pour les ONG locales ou régionales. Les financements publics internationaux tels que le Fonds vert pour le climat sont souvent trop difficiles à obtenir.
- Les PPP (partenariats public-privé) et le financement du secteur privé sont encore souvent sous-estimés. La création de réseaux dans ce domaine peut être une solution possible.

# Des solutions fondées sur la nature pour accélérer le processus de Sendai et au-delà

26 mai 2022, 16h30 à 18h00

## Modérateur :

Nathalie Doswald, Conseillère principale en politique, Réduction des risques de catastrophe basée sur les écosystèmes, PNUF

## Intervenants :

- Raymond Duijsens, Conseiller en résilience communautaire, Croix-Rouge néerlandaise
- Niels Holm Nielsen, Directeur de programme, Dispositif mondial de réduction de catastrophes et de relèvement (GFDRR)
- Zita Sebesvari, Directrice adjointe, Université des Nations Unies - Institut pour l'environnement et la sécurité humaine
- Aleeza Wilkins, Représentante du point focal américain pour le rapport de Sendai, Science for Disaster Reduction Interagency Working Group (Plate-forme nationale RRC des États-Unis)

Actuellement, les solutions fondées sur la nature (SfN) se retrouvent dans les zones de priorité 1, 2 et 3 de Sendai, et leur importance est soulignée pour la prévention. Cependant, lorsqu'une catastrophe survient, parallèlement à la réponse initiale, la mise en œuvre des solutions basées sur la nature offre de multiples bénéfices qui non seulement réduisent les risques futurs, mais sont aussi directement liés au travail des principaux clusters humanitaires, y compris la sécurité alimentaire et la nutrition, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH), la santé, ainsi que d'autres liens intersectoriels.

Le premier intervenant a expliqué que les organisations humanitaires, telles que la Fédération internationale de la Croix-Rouge, reconnaissent l'importance des NBS et que de nombreuses sociétés de la Croix-Rouge commencent à les mettre en œuvre pour aider à reconstruire mieux et plus vert. Le deuxième intervenant a déclaré que, bien qu'il y ait un sous-investissement constant dans la réduction des risques de catastrophe et encore plus dans le financement des SfN, les banques multilatérales, comme la Banque mondiale, soutiennent les pays avec des SfN parce qu'ils aident à réduire les risques de catastrophe, à faire face au changement climatique et à la perte de biodiversité, tout en offrant d'autres avantages. Il est utile de disposer d'analyses coûts-avantages des SfN pour constituer un argumentaire en faveur des SfN. Le financement nécessite également une estimation de ce qui doit être entrepris. L'évaluation des besoins après les catastrophes est un outil précieux pour déterminer ce qui est nécessaire. Les évaluations classiques ne tiennent pas compte des infrastructures naturelles et des dommages qu'elles ont subis. Analyser l'impact de la catastrophe sur les écosystèmes, en particulier sur les infrastructures

vertes critiques qui offrent des services essentiels, est important pour planifier non seulement les opérations de relèvement et les mesures de réduction des risques, mais aussi et surtout pour aider à évaluer les financements nécessaires. Dans le Moniteur du Cadre de Sendai, sous les cibles C et D, on peut faire un rapport sur les infrastructures vertes. Or, à notre connaissance, personne ne l'a encore fait. Les deux dernières intervenantes ont présenté leurs recherches et leurs réflexions sur la manière de rendre compte des SfN dans le cadre des cibles C et D du Système de Suivi du Cadre de Sendai.

## Bilan de la session

- Les solutions basées sur la nature offrent de multiples avantages qui non seulement réduisent les risques futurs mais sont aussi directement liés au travail des principaux clusters humanitaires.
- Il est important de rendre compte de l'infrastructure verte dans le cadre des cibles C et D du Cadre de Sendai, ce qui permet de planifier correctement non seulement les mesures de relèvement et de réduction des risques, mais aussi d'aider à évaluer les besoins de financement.

# Intégration des dangers biologiques dans la politique nationale de gestion des catastrophes : un appel à l'action pour toute la société

26 mai 2022, 18h30 à 20h00

## Modérateur :

Professeur Virginia Murray, Chef du service de réduction des risques de catastrophe au niveau mondial, Agence de sécurité sanitaire du Royaume-Uni.

## Intervenants :

- Dr Pesigan, représentant adjoint de l'OMS en Indonésie, au nom du Dr Poonam Khetrpal Singh, directrice régionale de l'OMS pour l'Asie du Sud-Est.
- Dr Anthony Eshofonie, chef d'équipe, Sécurité sanitaire et interventions d'urgence, Bureau de pays de l'OMS au Bangladesh, au nom de M. Md Lokman Hossain Mian, secrétaire principal, Division des services de soins de santé, ministère de la Santé et de la Famille, gouvernement du Bangladesh.
- Dr Ronald Law, chef de la division de la préparation, bureau de gestion des urgences sanitaires, ministère de la Santé, gouvernement des Philippines.
- Robert Kwame Agyarko, conseiller principal, flambées et épidémies, African Risk Capacity. Dr Elizabeth Newnham, maître de conférences et responsable de programme, Résilience mondiale, Université Curtin, Perth, Australie, et chargée de recherche, Université Harvard, États-Unis.
- Md Jashim Uddin Khan, secrétaire adjoint à la santé publique, division des services de soins de santé, ministère de la santé et du bien-être familial, gouvernement du Bangladesh.
- Dr Claudia Herrera, secrétaire exécutive, Centro de Coordinación para la Prevención de los Desastres en América Central y República Dominicana (CEPRENAC)
- Ronald Jackson, chef de l'équipe Réduction des risques de catastrophe et relèvement pour le renforcement de la résilience, PNUD
- Dr Paola Albrito, chef du service Processus intergouvernementaux, coopération interinstitutions et partenariats, Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe.
- Dr Mike Ryan, directeur exécutif, Programme d'urgences sanitaires de l'OMS

Le Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de catastrophe 2015-2030 appelle à une meilleure intégration des risques et des résultats en matière de santé, des dangers biologiques et des systèmes de santé dans la gestion des risques de catastrophe, appuyant ainsi le Règlement sanitaire international (2005) et constatant qu'une GRC efficace est indispensable à la réalisation de la santé pour tous. Le Cadre de Sendai et le Cadre de gestion des urgences sanitaires et des risques de catastrophe de l'OMS sont fondés sur des démarches tous risques, éclairées par le risque et impliquant l'ensemble de la société. Toutefois, la pandémie de COVID-19 a révélé que les politiques, les plans et les actions de nombreux pays en matière de gestion des épidémies, et ceux visant les autres types de catastrophes, ne sont pas totalement alignés. L'intégration des risques associés aux dangers biologiques, y compris les pandémies, dans la planification de la GRC aux niveaux national et local est une action prioritaire pour renforcer la résilience des communautés et des pays.

Au cours de cette session, les expériences régionales et nationales de multiples secteurs dans la prévention, la préparation et la réponse à la pandémie et aux urgences simultanées ont été discutées. Les Philippines ont souligné la collaboration étroite entre le Ministère de la santé et le Conseil national de réduction et de gestion des risques de catastrophe, qui a permis à tous les secteurs d'appliquer

la gestion des risques à la pandémie et aux autres urgences. Le Bangladesh a démontré la valeur de la coordination multisectorielle, travaillant sous l'égide du bureau du Premier ministre, parce que les épidémies et autres catastrophes dépassent le cadre d'un seul secteur et nécessitent des mesures pour l'ensemble de la société.

L'innovation et les preuves générées au cours de la pandémie pourront être utilisées pour faire en sorte que des politiques et des actions solides guident la gestion des risques sanitaires. Des preuves ont été fournies quant à l'efficacité de l'inclusion des parties prenantes locales dans le processus décisionnel, comme les groupes marginaux et les populations vulnérables, dans le traitement de la santé mentale en cas de catastrophe. L'African Risk Capacity a transposé son expérience des catastrophes aux épidémies en mettant au point un système de financement et un instrument de transfert du risque souverain pour aider les États membres de l'Union africaine à faire face aux pertes financières et à se remettre de la pandémie.

Le système des Nations unies a renforcé son soutien à l'intégration des risques biologiques dans la GRC par le biais du suivi du Cadre de Sendai, des conseils sur la planification nationale de la GRC et de la collaboration entre l'UNDRR, l'OMS et d'autres agences.

## Bilan de la session

- Le Dr Mike Ryan, Directeur exécutif du Programme d'urgences sanitaires de l'OMS, a souligné que le leadership et la collaboration ont été essentiels pour protéger la santé et le bien-être des populations pendant la pandémie de COVID-19. Les risques d'épidémies et de pandémies doivent être pris en compte dans le travail de tous les secteurs et partenaires de la communauté de la GRC et dans les stratégies nationales et locales de RRC ; cette prise en compte garantira la collaboration de l'ensemble de la société pour réduire les risques de pandémies et d'autres urgences.
- Plusieurs exemples ont illustré la collaboration accrue entre le secteur de la santé et d'autres secteurs pendant la pandémie ; cette collaboration doit être maintenue, renforcée et appliquée à la prévention, la préparation, la réponse et le rétablissement pour tous les types d'urgences en appliquant des pratiques de gestion des risques saines.
- Il a été démontré que les approches communautaires qui favorisent l'inclusion des groupes marginaux et vulnérables sont plus efficaces que les approches descendantes seules. Le processus de relèvement peut devenir plus durable et plus équitable en renforçant les protections sociales, en abordant la question du genre et de l'inclusion, et en réduisant simultanément les risques liés au changement climatique.



# Alerte précoce et action précoce à travers le théâtre - Utiliser l'art pour inspirer le changement

26 mai 2022, 18h45 à 20h15

## Modérateur :

Pen Cabot-Directeur, Institut Walker, Université de Reading.

## Intervenants :

- Dr Johan Stander, directeur, OMM
- Dr Dwikorita Karnawati, directrice du BMKG
- Letizia Rossano, directrice du Centre Asie-Pacifique pour le développement de la gestion de l'information sur les catastrophes (APDIM)

Cet événement parallèle en personne et en ligne a eu les résultats suivants :

- Engager le public par le biais d'un scénario interactif pour acquérir différentes perspectives sur les défis et les opportunités de l'alerte précoce et de l'action précoce
- Explorer les thèmes comme les relations, la nature à multiples facettes de la vulnérabilité, les dispositions de gouvernance pour faire face au risque systémique dans la RRC et dans l'adaptation au changement climatique, l'égalité des sexes et le leadership des femmes, et les éléments favorables à une alerte précoce et une action précoce efficaces.
- Susciter la réflexion, la discussion et la compréhension afin de respecter l'initiative du Secrétaire général des Nations unies visant à mettre en place des systèmes d'alerte précoce pour tous dans un délai de cinq ans.

## Bilan de la session

- Sensibilisation sur l'importance de la coordination multipartite et des approches inclusives et sensibles au genre pour les efforts d'alerte précoce et d'action rapide afin de favoriser la confiance, de soutenir l'action et d'obtenir un impact positif.
- Explorer conjointement les défis et les solutions dans des environnements de menaces simulées, et partager les bonnes pratiques.
- Dans l'ensemble, la session visait à créer un environnement d'apprentissage amusant, interactif et stimulant pour approfondir la compréhension et les échanges sur les liens entre l'alerte précoce et l'action précoce, et promouvoir le changement social pour améliorer l'efficacité de ces efforts.

# Accélérer la prise en compte des personnes souffrant d'un handicap dans la réduction des risques de catastrophe : bonnes pratiques et enseignements tirés par les principales parties prenantes pour des solutions résilientes.

26 mai 2022, 18h45 à 20h15

## Modérateur :

Talal Waheed, Conseiller Mondial Handicap Inclusif DRR

## Intervenants :

- Bui Quang Huy, Vice Director - Disaster Management Policy and Technology Center, Vietnam Disaster management Authority, Ministry of Agriculture and Rural Development, Vietnam.
- Dr Shaun Grech, Professeur associé honoraire en DIDRR à IDEA, Université du Cap, Afrique du Sud & Consultant académique principal en DIDRR (CBM) (une initiative conjointe de CBM & UCT)
- Dr Stefanie Dannenmann-Di Palma, Responsable des relations extérieures, UNDRR
- Nogining Armelle Almerique, Présidente d'une OPD : Coordinating Unit of Associations of Persons with Disabilities (CUAPWD), Cameroun
- Shivangi Chavda, Senior Regional Lead, Asia & Europe Global Network of Civil Society Organizations for Disaster Reduction (Réseau mondial des organisations de la société civile pour la prévention des catastrophes)



Les catastrophes affectent chacun d'entre nous. Cependant, les personnes appartenant aux groupes les plus exposés, telles que les personnes handicapées, font face à des risques plus élevés et sont affectées de manière disproportionnée en raison d'un large éventail d'obstacles, y compris la stigmatisation et la discrimination. CBM, aux côtés de ses partenaires, encourage l'intégration du handicap à la réduction des risques de catastrophe à l'échelle mondiale, notamment en aidant les organisations de personnes handicapées (OPD) à participer aux activités de RRC et à les diriger. Lors de cet événement, quatre intervenants ont présenté des bonnes pratiques et des exemples de réussite de leur rôle dans l'intégration du handicap à la RRC dans un monde touché par COVID-19. Le panel :

- a souligné l'importance de l'inclusion et de la participation des personnes handicapées dans les activités humanitaires et de développement
- a mis en évidence des exemples de personnes handicapées agissant comme des ressources importantes de RRC et des agents de changement au sein de leurs communautés
- a encouragé les efforts d'intégration de l'inclusion du handicap dans la RRC.

## Bilan de la session

- Présenter des idées clés du terrain dans plusieurs contextes et recenser les bonnes pratiques ainsi que les sujets de préoccupation dans la mise en œuvre de la RRC du point de vue d'une organisation de producteurs, un réseau principal de la société civile, le gouvernement, les Nations Unies, le monde universitaire et une organisation spécialisée.
- Encouragé les OPD, par le biais d'histoires à succès, à réclamer leur droit de participation à la RRC.
- Donner l'exemple à une série de parties prenantes sur la façon d'engager les acteurs clés dans la programmation et la mise en œuvre de la réduction des risques de catastrophe pour une inclusion solide de l'handicap.

# JOURNÉE 3

## VENDREDI 27 MAI

### Session de mise en commun sur les mécanismes régionaux de réserve et leur rôle dans la préparation et la réponse aux catastrophes.

27 mai 2022, 9h00 à 10h30



La session visait à fournir des informations sur les dispositifs régionaux de réserve, en particulier en ce qui concerne les processus et les mécanismes de mobilisation des ressources en faveur des pays touchés par une catastrophe ; quelles ressources sont mobilisables, quand et comment les mobiliser, ainsi que les expériences et les défis en la matière.

La session de partage a réuni des représentants de diverses organisations humanitaires régionales.

Conformément aux objectifs de la PM2022 visant à faire le point sur la mise en œuvre du Cadre de Sendai, à formuler des recommandations à l'intention des décideurs politiques, à mettre en évidence les bonnes pratiques et à sensibiliser l'opinion publique, cet événement a montré l'importance de mettre en place des mécanismes de réserve régionaux plus solides afin d'améliorer la capacité de réaction aux catastrophes. Cet événement a également facilité l'échange de bonnes pratiques et a permis de débattre des défis liés à la mobilisation des ressources pour les mécanismes de réserve, ainsi que des moyens de surmonter ces obstacles. Plus important encore, il a permis d'élaborer une possible collaboration interrégionale future pour renforcer les mécanismes de réserve.

## Bilan de la session

Les objectifs principaux de cette événement parallèle était de :

- Échanger les meilleures pratiques et expériences sur les mécanismes de réserve entre les organisations humanitaires régionales.
- Promouvoir une meilleure compréhension des différents mécanismes régionaux de standby et de leur rôle dans la préparation et la réponse aux catastrophes naturelles.
- Encourager la collaboration entre les organisations régionales et les partenaires humanitaires pour améliorer la préparation et la réponse aux catastrophes.



## Médias nouvelle génération, pro-planète : exploiter le potentiel des nouveaux médias en faveur de la résilience aux catastrophes et au changement climatique

27 mai 2022, 09h00 à 10h30

### Modérateurs :

- Pamela Mejia, Asia TV Studios
- Anish Shrestha, Global Focal Point (GFP) on DRR, Sendai Stakeholders Children and Youth Group (SWSCYG) of Major Group for Children and Youth (MGCY)

### Intervenants :

- Minh Tran, Stockholm Environment Institute- Chandra Tripura, Asian Indigenous Youth Platform
- Shaila Sahid, Disaster Climate Change Support Unit, CWIS-FSM Support Cell, Department of Public Health Engineering, Government of Bangladesh
- Jekulin Lipi Saikia, Sendai Stakeholders Children and Youth Group (SSCYG)
- DRR Working Group of Major Group for Children and Youth (MGCY) - Chehek Praful Bilgi, Youth Cinematographer and Multimedia Editor

Cet événement en ligne :

- a réexaminé les formes changeantes de communication entre les parties prenantes qui sont nécessaires pour la planification et l'évaluation, sans laisser personne de côté - les enfants, les jeunes de toutes les générations, les femmes et les minorités de genre, les personnes handicapées, les minorités ethniques, les peuples autochtones et les pauvres des zones urbaines et rurales
- a rassemblé les anciennes et les nouvelles méthodes de publicité et de médias, de la télévision et de la radio aux vlogs et aux podcasts, et même au méta-monde en plein essor. Nous pensons que s'il y a un avenir, il est ensemble.
- Analysé le rôle des médias sociaux en tant qu'instrument puissant et révolutionnaire pour
- rendre la prise de décision en matière de RRC, de changement climatique et d'ODD plus inclusive, participative et autonomisante.

## Bilan de la session

- Discuter et évaluer l'implication des différents médias en matière de gestion des risques de catastrophe et d'action climatique au niveau mondial, régional, national et local.
- Identifier les lacunes significatives en matière de connaissances et d'informations, et les possibilités d'accroître le rôle des médias en tant que puissant outil de transformation pour rendre la réduction des risques de catastrophe et l'action climatique plus inclusive et plus large.

## Sortir de l'impasse du risque systémique grâce à des transitions de politiques urbaines multirisques

27 mai 2022, 09h00 à 10h30

### Modérateur :

María Evangelina Filippi, associée de recherche principale, UKRI GCRF Tomorrow's Cities et Université de Bristol, UK

### Intervenants :

- Elisa Sevilla, Professor of History, Universidad San Francisco de Quito, Ecuador Maryia Markhvida, Expert Consultant in Disaster Risk Management, World Bank; Lecturer, Stanford University, USA Anil Pokhrel, Director General, National Disaster Risk Reduction and Management Authority (NDRRMA), Government of Nepal Ramesh Guragain, Deputy Director General, National Society for Earthquake Technology (NSET), Nepal

Cet événement hybride, organisé par le GCRF Tomorrow's Cities Urban Disaster Risk Hub de l'UKRI, était axé sur l'un des thèmes centraux de la PM2022 : le renforcement de la gouvernance des risques de catastrophe afin de faire face au risque systémique. Le concept de risque systémique est assez nouveau dans la recherche et la pratique de la RRC, et il est urgent de relier sa compréhension aux politiques et aux interventions, en particulier dans les villes qui devraient accueillir la plupart de la croissance et de l'expansion urbaines futures dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

Après une présentation de Tomorrow's Cities et de ses contributions à une meilleure compréhension du risque systémique dans une perspective urbaine multirisque, un dialogue engagé s'est engagé entre les quatre intervenants et les interventions du public. Les intervenants se sont positionnés vis-à-vis du risque systémique et ont abordé ses implications pour les données, la modélisation, la gouvernance et la communication.

Le risque systémique peut être défini comme des événements et des chocs hasardeux uniques, en cascade ou simultanés, notamment une instabilité politique et des crises économiques, qui se répercutent et entraînent une accumulation de risques dans des systèmes physiques et sociaux interconnectés. Dans de tels systèmes, les

décisions d'aujourd'hui génèrent les risques de demain et les conséquences des décisions, en matière d'urbanisme par exemple, se propagent dans le temps et l'espace, représentant un héritage en matière de risques pour les futures générations. Le risque systémique exige des décideurs qu'ils réfléchissent aux impacts des dangers sur les interactions entre les systèmes physiques et sociaux. Il nous incite à nous interroger sur la façon dont différents groupes de personnes sont touchés différemment par différents dangers.

Le risque systémique concerne l'interconnexion et requiert de rapprocher les silos pour une compréhension adéquate et une action efficace. Les environnements à risques complexes et en cascade exigent l'engagement de multiples acteurs de plusieurs secteurs travaillant à différentes échelles. Le risque systémique exige une approche de la société dans son ensemble.

Pour les données, le principal défi est de placer les gens au centre : Qu'est-ce qui est important dans leur vie ? Qu'est-ce qui les rend prospères ? Quels sont les problèmes qu'ils affrontent ? La plupart du temps, ces données manquent ou sont fragmentaires, ce qui rend difficile l'étude de ces questions. Il est nécessaire de trouver le bon équilibre entre (1) faire progresser la physique, l'ingénierie et la modélisation sociale de pointe,

et (2) la rendre accessible et utile pour les villes et les communautés. Les outils de modélisation doivent faire appel aux administrations municipales, aux collectivités et aux autres acteurs locaux tout au long du processus. Les risques multiples sont souvent traités par des agences gouvernementales spécialisées cloisonnées ; le risque systémique exige des approches plus intégratrices entre les unités gouvernementales, notamment l'intégration et la consolidation de systèmes unifiés de gestion des données.

En fin de compte, il s'agit de créer un écosystème d'institutions permettant l'évaluation et la gestion des risques multirisques. Les investissements dans la RRC doivent intégrer une approche multirisque. Il est crucial de penser aux co-bénéfices, à savoir les multiples avantages qui peuvent découler de nos investissements, non seulement par rapport aux dangers, mais aussi en améliorant la fonctionnalité et l'accessibilité des services de base et des infrastructures essentielles. Les coûts initiaux seront plus élevés, mais à long terme, les économies réalisées sont considérables.

La communication joue un rôle central pour traduire les données sur les risques multirisques en informations utilisables qui peuvent être comprises, non seulement par des experts techniques, mais également par les dirigeants locaux. Il est nécessaire de trouver des moyens plus efficaces de communiquer et de s'engager auprès des politiciens et des décideurs. Les personnes présentes dans le public ont évoqué des questions pertinentes : Comment entreprendre une planification d'urgence dans le contexte d'un risque multi-aléa ? Quelles seront les recommandations concrètes de la communauté internationale aux maires nouvellement élus désireux d'aborder les risques multirisques dans leur propre contexte ? Comment pouvons-nous prendre en compte les personnes habitant dans des établissements informels lors de l'élaboration de scénarios multi-aléas ? Comment pouvons-nous prévoir les personnes qui sont souvent marginalisées par le système de planification officiel ?

## Bilan de la session

Points d'entrée de la prise de décision de l'action pour la réduction des risques systémiques dans les villes grâce à une approche multi-aléas :

- Le risque systémique nous pousse à envisager les interconnexions des événements dangereux en termes non seulement spatiaux ou sectoriels, mais également à travers les échelles temporelles (en particulier, la pertinence de prendre des décisions désormais pour réduire les risques à l'avenir).
- Le risque systémique nécessite une approche de l'ensemble de la société : amener les gens à la table et ouvrir un débat transparent sur les points de connexion potentiels afin de délimiter les bonnes solutions.- Investir dans la RRC pour un seul danger est une opportunité perdue ; nous devons considérer les co-bénéfices.
- Créer un écosystème durable d'institutions avec des agences techniques dédiées à l'évaluation et à la gestion des risques multi-aléas.- Générer des informations utiles qui peuvent être comprises et utilisées par les politiciens, les décideurs et les acteurs du changement.
- La communication peut jouer un rôle clé en soulignant les opportunités d'une approche prospective, en instaurant la confiance entre les parties prenantes et une attitude de collaboration, et en créant des espaces de curiosité et d'engagement avec une diversité de perspectives.

# Mise en œuvre de l'intégration - réflexions et leçons tirées du Pacifique, pour l'avenir

27 mai 2022, 11h00 à 12h30

## Modérateur :

Lisa Kingsberry, Communauté du Pacifique (CPS)

## Intervenants :

- Jess Lees, exécutif, Humanitarian Advisory Group- Mosese Sikivou, Secrétariat du Forum des îles du Pacifique
- Sevuloni Rokomatu, IFRC / représentant du Pacific Youth Network- Dr Guleid Artan, directeur du IGAD Climate Prediction and Application Center (ICPAC)
- Mafua Maka, directeur, National Emergency Management Office (NEMO), Tonga

La région Pacifique a été la première à approuver une approche intégrée de la RRC et de l'ACC. Cette séance a exploré et évalué les progrès de cette intégration. Le Tonga a intégré ces deux domaines politiques en 2010 dans son JNAP. Depuis, le pays a constaté des progrès importants en matière de résilience, obtenus grâce à la coordination entre les niveaux communautaire, régional et national. Les travaux ultérieurs doivent inclure la multiplication et le renforcement des associations entre les différents secteurs, en particulier au niveau de la société civile. Les troubles de communication lors de la récente éruption volcanique ont engendré des difficultés à atteindre les communautés et à identifier les besoins les plus urgents. Il est essentiel de maintenir l'élan de l'intégration pendant les périodes plus difficiles comme la COVID-19.

Les causes profondes des catastrophes et du changement climatique traitent de beaucoup de choses identiques. Une fois que les Tonga ont intégré leurs politiques, de nombreux autres pays du Pacifique ont suivi, ce qui a conduit à une transition régionale. Il faut désormais continuer à faire le point sur notre situation, identifier les points faibles et avancer ensemble.

L'intégration en elle-même ne signifie rien pour les communautés, car leurs actions ne font pas de différence entre la RRC et l'ACC, par conséquent, imposer des approches d'intégration aux communautés peut être inutile. Les connaissances traditionnelles devraient être intégrées dans les politiques de RRC-ACC en vue d'une meilleure compréhension, tandis qu'il existe actuellement un manque de participation des communautés dans la conception et la mise en œuvre des politiques - une

approche plus globale et répartie est nécessaire. En Afrique de l'Est, la sécheresse couvre plus de la moitié de la région constituée par les pays membres de l'IGAD. Il existe actuellement un chevauchement entre la RRC et l'ACC.

Depuis l'établissement de la stratégie en 2018, d'importants progrès ont été réalisés dans l'intégration des deux domaines. Le principal défi est de distinguer les différents besoins pour le cadre unique, il est nécessaire de briser les silos et de travailler ensemble efficacement. Il faut mettre l'accent sur le rôle des jeunes dans les communautés et l'importance d'engager les jeunes. Nous avons vu des jeunes soutenir l'adoption de cadres pertinents (FRDP et PRS), prendre part à des programmes de protection et de plantation de mangroves, ainsi que travailler ensemble et s'engager et prendre part à leurs communautés. Les conversations sur la RRC et l'ACC restent bien distinctes.

Il faut une approche engagée qui implique les communautés, la société civile et le gouvernement. Garder le cap reste l'un des plus grands défis pour une intégration réussie et durable. L'apprentissage du leadership est essentiel, il faut prendre le temps de bien comprendre les risques, avec des leaders qui veulent continuer à apprendre. Il faut réexaminer soigneusement les structures de gouvernance et de résilience, et il est important d'écouter et d'apprendre des autres régions du monde. Le Vanuatu a réalisé une intégration complète dans sa politique nationale, tandis que certains pays du Pacifique ont des politiques distinctes et que d'autres font encore des progrès. L'IGAD a conçu une plateforme de coordination dans leur cadre afin de

répartir les informations et de créer plus d'alternatives et d'opportunités d'apprentissage entre les pays et les secteurs. Nous espérons que lors de la prochaine conférence, nous pourrions faire état d'un plein succès. Il y a plus d'emphase et de progrès au niveau régional (Pacifique), alors qu'au niveau national il y a des progrès, particulièrement avec les groupes de jeunes. Quelque

chose qui a bien fonctionné dans un pays ne fonctionnera pas nécessairement dans d'autres pays, mais en essayant de le mettre en œuvre, nous pouvons identifier comment le mettre en œuvre avec succès. Il est important d'évaluer le risque de duplication lors de l'intégration des politiques, et de s'assurer que les politiques s'alignent les unes sur les autres.

## Bilan de la session

- L'engagement des jeunes. Étant donné qu'ils représentent la prochaine génération, il importe d'amener les jeunes à la table et de les faire participer de manière significative aux processus d'intégration.
- Une approche ascendante. L'intégration des connaissances traditionnelles est cruciale pour assurer une intégration collective et inclusive.
- L'importance de maintenir le cap. Nécessité de s'améliorer en permanence et de travailler pour surmonter les obstacles et accroître la compréhension collective des obstacles inhérents à l'intégration.
- Briser les silos. Les différents secteurs et groupes de travail se doivent de collaborer efficacement pour partager l'information et assurer une intégration cohérente
- Apprentissage collectif et partagé. Plus nous apprenons des différentes régions grâce aux plateformes de coordination, plus nous pouvons partager les ressources, les informations et l'apprentissage.



## Intégration de la notion de genre, du handicap et de l'inclusion sociale dans les actions d'anticipation aux catastrophes en Asie du Sud-Est.

27 mai 2022, 11h15 à 12h45

### Modérateur :

Takeshi Komino, Secrétaire Général du SCF Japon, et Président adjoint de l'ADRRN

### Conférencier principaux:

Pannapa Na Nan, Directeur du Bureau de recherche et de coopération internationale de la Section de la coopération internationale, Département de la prévention et de l'atténuation des catastrophes, Ministère de l'Intérieur de la Thaïlande.

### Intervenants :

- Dr Raditya Jati, Ministre Adjoint du Système et de la Stratégie pour l'Agence Nationale de Gestion des Catastrophes d'Indonésie
  - Catherine Jones, Officier d'Urgence et de Réhabilitation et Responsable de l'Action Anticipée, Asie et Pacifique, FAO
  - Thi Thu Ha NGUYEN, Spécialiste du Genre, CARE International au Vietnam
  - Bevita Dwi Meidityawati, Spécialiste Régional des Affaires Humanitaires d'Urgence, Bureau Régional Asie Pacifique de World Vision
- 

Cette session visait à promouvoir la prise en considération de l'égalité des sexes dans les actions anticipées et l'inclusion (GEDSI) de groupes vulnérables, notamment les femmes, les jeunes adolescents et les personnes handicapées, dans la mise en œuvre des besoins impératifs à pousser et à intégrer à tous les niveaux : communautaire, national et régional, et à opérer à partir d'approches descendantes et ascendantes.

Au niveau régional, l'orateur principal a indiqué que le Comité de l'ASEAN sur la gestion des catastrophes (ACDM) a lancé le Cadre de l'ASEAN sur les actions

anticipées en matière de gestion des catastrophes, visant à garantir que les alertes précoces soient traduites de manière fiable en actions anticipées efficaces pour réduire les impacts négatifs des catastrophes dans la région, afin de fournir des ressources plus rigoureuses aux professionnels et aux responsables politiques, accélérer les efforts de l'ASEAN pour construire une Communauté ASEAN résiliente, et renforcer la coopération entre les pays de l'ASEAN et les partenaires dans les années à venir. Le présent Cadre de travail définit l'action anticipative comme un ensemble de mesures prises quand un danger est imminent, sur la base

d'une prévision, de l'alerte précoce ou de l'analyse des risques avant la catastrophe. Les actions anticipatrices sont menées par les individus et les organisations avant un désastre anticipé, afin d'atténuer son impact sur les personnes, les biens et les infrastructures. Le cadre présente trois grands éléments constitutifs : - Les informations sur les risques, les prévisions et les systèmes d'alerte précoce.- La planification, les opérations et la livraison.- Le financement préétabli. Au niveau local, les intervenants ont insisté sur le fait que pour les praticiens et les exécutants de première ligne, les

actions de déclenchement et d'anticipation doivent être conformes aux mesures de prévention des catastrophes existantes. Il est nécessaire de renforcer les capacités des communautés et des membres des autorités sur l'importance d'une action d'anticipation tenant compte de la dimension de genre. Il devrait y avoir plus de femmes et de filles, et les personnes handicapées devraient être plus impliquées dans la planification, les discussions et l'organisation conjointe d'événements communautaires de RRC.

## Bilan de la session

- Parmi les personnes souffrant d'un handicap, les sourds ont tendance à recevoir le moins d'attention ou de considération, et il convient donc de préparer des informations d'alerte précoce adaptées aux sourds et aux divers groupes de personnes atteintes d'un handicap.
- L'importance de la collaboration et de la coordination multipartites : la mission consistant à ne laisser personne pour compte ne doit pas seulement être remplie dans le secteur de la gestion des catastrophes, mais aussi entre les organismes sectoriels dans tous les domaines. L'importance d'une expertise technique dédiée, et d'un investissement dédié à l'intégration de l'égalité des sexes, du handicap et de l'inclusion sociale.
- L'institutionnalisation au niveau régional devra également être liée à la mise en œuvre et à la politique au niveau national et local. Il existe des organisations qui mettent déjà en œuvre des solutions concrètes et réelles sur le terrain, pour correspondre aux besoins des femmes, y compris des femmes souffrant d'un handicap.
- Leadership et participation diversifiés : Pendant la pandémie de la COVID-19, le témoignage du travail des volontaires de santé communautaire, dont 80 % étaient des femmes, a réaffirmé la nécessité cruciale de s'assurer que nous faisons des efforts pour impliquer les personnes les plus affectées par les catastrophes dans la conception d'actions d'anticipation qui fonctionnent pour elles, et qui sont dirigées par elles. Cependant, il nous faut faire davantage, notamment pour les personnes atteintes d'un handicap.

## Avancer la RRC dans la construction d'établissements de santé sûrs et résilients : leçons tirées de la COVID-19

27 mai 2022, 13h00 à 14h30

### Modérateur :

Dr Rudi Coninx, Ancien Chef, Politique inter-agences pour les urgences, Programme des urgences sanitaires de l'OMS, OMS

### Intervenants :

- Dr Stella Chungong, directrice, préparation à la sécurité sanitaire, OMS
- Dr Kalsum Komaryani, Directeur de la qualité des services de santé, Ministère de la santé, Indonésie.
- Virginia Herzig de Stwolinsky, Unité de gestion des risques sanitaires, ministère de la Santé, Guatemala- Dr Gerald Rockenschaub, Directeur régional des urgences, Bureau régional de l'OMS pour l'Europe
- Dr Maria van Kerkhove, Responsable technique COVID-19, OMS- Dr Emad Abu Yaqeen, Directeur, Direction des affaires techniques hospitalières, Ministère de la Santé, Jordanie
- Dr Ray Pentecost III, Directeur, Union Internationale des Architectes (UIA) - Groupe Santé Publique
- Dr Iris Blom, Officier de liaison de l'OMS, Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine
- Dr Suraya Dalil, Directeur, Programme spécial sur les soins de santé primaires, OMS

La pandémie de la COVID-19, seule ou combinée à des urgences simultanées, a révélé les vulnérabilités des systèmes de santé, y compris les plus solides. En effet, en tant que composante essentielle des systèmes de santé, les établissements de santé doivent être capables de maintenir leur fonctionnalité au maximum de leurs capacités pendant et immédiatement après les urgences majeures et les catastrophes ; cela permet de garantir la continuité de la prestation des services de soins de santé et de minimiser la mortalité et la morbidité, en particulier parmi les populations vulnérables.

Au cours de cette session, les régions, les pays et les experts ont offert leur expérience sur leurs défis et leurs solutions, afin de garantir une prestation ininterrompue des soins de santé lors d'urgences. Un focus a été mis sur l'identification des bonnes pratiques dans la mise en œuvre des approches de la société globale dans des contextes à faibles ressources, tels que Cox's Bazar, au Bangladesh, et sur la manière dont la sécurité et la résilience des établissements de santé peuvent contribuer à la prévention, la préparation, la réponse, le rétablissement et la réhabilitation inclusifs.

Les pays ont montré la valeur des orientations et des outils techniques de l'OMS, publiés dans le cadre de l'initiative Hôpitaux sûrs, tels que l'indice de sécurité des hôpitaux, la boîte à outils Hôpitaux intelligents et la liste de contrôle rapide de l'état de préparation des hôpitaux, qu'ils ont appliqués à la

COVID-19 et à d'autres risques. L'accent mis sur la fonction, l'adaptabilité et la résilience des infrastructures de soins de santé est indispensable pour faire face aux crises : en Indonésie, une maison d'hôtes pour athlètes ayant été convertie en hôpital de campagne, des établissements de santé polyvalents ont été créés dans les zones frontalières du Népal et la production sur place de gaz médicaux a été mise en place dans les établissements de soins de santé au Bangladesh.

L'impact massif des décès et des cas de COVID-19 parmi les travailleurs de la santé a démontré le rôle essentiel des équipements de protection individuelle dans la mise à l'abri des travailleurs de la santé des infections, et aussi dans la formation multidisciplinaire efficace du personnel hospitalier afin de procurer la capacité de pointe pour répondre aux priorités de COVID-19. Plusieurs exemples ont été donnés d'établissements de santé intelligents<sup>1</sup> qui ont réduit leurs déchets hospitaliers et leur empreinte carbone. À Saint-Vincent-et-les-Grenadines, après une éruption volcanique en 2020, l'hôpital a poursuivi ses activités et a même fourni un ravitaillement d'urgence en eau aux résidents locaux. Ces exemples soulignent les mesures prises pour renforcer les établissements de santé de manière à ce qu'ils puissent résister aux dangers et répondre à tous types d'urgences.

## Bilan de la session

- Les établissements de soins de santé doivent être résilients, pour continuer à fournir des soins dans des situations d'urgence, peu importe les risques. Pour y parvenir, les pays utilisent les conseils de l'OMS et d'autres organisations internationales.
- La priorité doit toujours être donnée au personnel de santé ; il s'agit notamment d'assurer une disponibilité suffisante d'équipements de protection individuelle et une formation pour fournir une capacité de pointe en cas de catastrophe.
- Des solutions locales, telles que l'approvisionnement local en gaz médicaux, ont amélioré la continuité des soins de santé pendant la pandémie de COVID-19.

Pendant le rétablissement, des solutions sont nécessaires pour gérer, fournir des ressources et maintenir les établissements de soins de santé, réaffecter les établissements aux soins primaires et partager les fournitures entre les réseaux hospitaliers.

- Les futurs établissements de soins de santé doivent être conçus pour être fonctionnels et pour réduire leur impact sur l'environnement.
- La pandémie a entraîné à une prise de conscience accrue de la nécessité de systèmes de santé publique bien financés, y compris des établissements de soins de santé résilients, qui sont essentiels pour sauver des vies en cas d'urgence. Prévoir et agir.

<sup>1</sup> C'est-à-dire des hôpitaux dotés de structures renforcées pouvant résister aux risques naturels

# Anticiper et agir précocement - mettre les communautés et la créativité au cœur de l'apprentissage et des échanges

27 mai 2022, 14h00 à 15h30

## Modérateurs :

- Kara Devonna Siahaan, Responsable du Hub d'Anticipation - Raymond Zingg, Coordinateur régional du financement basé sur les prévisions pour l'Asie-Pacifique/ Hub d'Anticipation
- Catherine Jones, Responsable de l'action anticipée pour l'Asie et le Pacifique, FAO
- Lydia Cumiskey, Conseillère en partenariats et engagement communautaire, Hub d'Anticipation

## Intervenants:

- Rafi Akter, Bénévole du Croissant Rouge du Bangladesh, Bogura Unit-Flood Prone area, Bangladesh
- Jemimah Maina, Responsable de la recherche climatique, Centre international pour les affaires humanitaires (ICHA), Croix-Rouge du Kenya
- Jorge Arteaga López, Responsable des zones essentielles, Croix-Rouge de l'Équateur
- Lawrence Anthony Dimailig, Directeur adjoint pour la surveillance et l'analyse des catastrophes, Centre AHA
- Katarina Khoutova, Responsable des politiques de programme, Programme alimentaire mondial Népal
- Ana Dizon, Coordinatrice FOREWARN Philippines, Start Network
- Ahmed Amdihun, PhD, Coordinateur de programme, Gestion des risques de catastrophe, IGAD Climate Predictions and Applications Centre (ICPAC)
- Bipul Neupane, Directeur de la gestion des catastrophes, Société de la Croix-Rouge du Népal - Farai Shonhai, Responsable technique de la gestion des risques de catastrophe et de l'adaptation au changement climatique, Plan Zimbabwe
- Lisa Robinson, Responsable du conseil et de la politique, BBC Media Action
- Mathias Amling, Responsable de bureau, Ministère fédéral allemand des Affaires étrangères



Un grand nombre de catastrophes à travers le monde sont prévisibles, et la science servant à les prévoir est de plus en plus fiable, permettant aux acteurs de mettre en place les actions et les financements nécessaires pour intervenir avant qu'une catastrophe ne se produise. Cette session a facilité un dialogue constructif entre les représentants des communautés, les acteurs humanitaires, les gouvernements et les partenaires scientifiques, afin d'identifier conjointement comment s'assurer que les approches d'action anticipée sont co-développées avec les acteurs locaux, les responsabilisent et répondent à leurs besoins. Tout d'abord, les participants ont été invités à fabriquer quelque chose qui représente une action anticipée pour les communautés à risque.

Les créations comprenaient des radeaux pour l'évacuation et des micros pour diffuser des messages d'alerte précoce. Beaucoup ont souligné la nécessité d'une collaboration multipartite pour que les alertes précoces se traduisent par des actions rapides. Une volontaire du Croissant-Rouge du Bangladesh dans la zone inondable de Bogura a raconté une histoire où elle a aidé les membres vulnérables de la communauté à prendre des mesures précoces en accédant à des abris et en distribuant de l'argent. La Croix-Rouge de l'Équateur a soutenu l'activation d'une action précoce pour les chutes de cendres volcaniques, grâce à laquelle 1 000 familles ont reçu une aide pour protéger leurs moyens de subsistance et des kits de protection familiale. Une activation test pour une action anticipée en cas de sécheresse au Kenya a démontré la nécessité d'impliquer les communautés dans le processus afin de renforcer leur compréhension de l'action anticipée. Dans un autre exercice interactif, les participants ont reçu des actions individuelles et ont été invités à les identifier comme des actions de réduction des risques de catastrophe, des actions d'anticipation ou des actions axées sur la réponse. L'exercice a démontré que de nombreuses actions peuvent être mises en œuvre avant ou après l'impact, mais seront plus efficaces si elles sont prises tôt, par exemple, l'évacuation et la distribution d'argent. Une discussion à chaud avec des représentants de l'AHA Centre, de l'ICPAC, du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, du PAM, du Start Network et de la Croix-Rouge népalaise, a permis d'examiner comment l'action

anticipée peut être intégrée dans les systèmes gouvernementaux. Parmi les réalisations positives mises en avant, on trouve le programme de travail de l'AADMER et le cadre de l'ASEAN sur l'action anticipative dans la gestion des catastrophes, ainsi que la feuille de route pour l'action anticipative élaborée par l'Autorité intergouvernementale pour le développement en Afrique de l'Est.

Les intervenants ont souligné la nécessité d'un leadership gouvernemental, s'appuyant sur les activités de RRC et de développement existantes, et l'importance d'engager les gouvernements et les communautés locales dans les efforts de plaidoyer pour influencer les politiques nationales de bas en haut. Enfin, les intervenants ont été invités à continuer d'échanger et de collaborer sur l'action d'anticipation par le biais du Hub d'anticipation avec ses plus de 95 partenaires, en accédant aux ressources d'apprentissage, en rejoignant les plateformes de dialogue et les groupes de travail sur la protection, le genre et l'inclusion, l'observation de la Terre et plus encore.

## Bilan de la session

- Les actions anticipatives et de réduction des risques de catastrophe devraient fonctionner en synergie : Continuer à développer une compréhension répartie de l'action anticipative, et faciliter une discussion critique sur le développement et la connexion des activités de RRC, de développement et d'action anticipative, afin de maximiser l'impact pour les communautés.
- Renforcer et co-crée des activités d'action anticipative avec les communautés : Apprendre continuellement des communautés et des acteurs locaux, s'engager avec eux et les responsabiliser dans les processus de prise de décision pour la co-conception, la mise en œuvre et l'évaluation des activités d'action anticipative, dans le cadre d'une approche globale de gestion des risques.
- Le partage des expériences est crucial pour l'apprentissage et la mise à l'échelle de l'action anticipative : Continuez à échanger de manière créative les expériences des praticiens, en mettant en œuvre l'action anticipative à travers différents dangers et des régions indifférentes, pour passer à l'échelle.
- Élargir la communauté et créer des partenariats : Tous les praticiens, scientifiques et décideurs sont invités à utiliser le Hub d'Anticipation comme une plateforme pour se connecter, collaborer et élargir les communautés de l'action anticipative et de la réduction des risques de catastrophe par le biais d'activités amusantes, interactives et engageantes.



# Gouvernance du changement climatique et des risques technologiques dans les organismes aquatiques transfrontaliers

27 mai 2022, 15h00 à 16h30

## Modérateur :

Niels Vlaanderen, Co-président de la Task Force sur l'eau et le changement climatique de la Convention sur l'eau de la CEE-ONU, Ministère de l'infrastructure et de la gestion de l'eau, Pays-Bas

## Intervenants :

- Armine Hayrapetyan, Co-présidente du groupe de travail intergouvernemental sur la feuille de route EFDRR 2021-2030, Ministère des situations d'urgence, Arménie
- Laszlo Balatonyi, Coordinateur de domaine prioritaire (PAC), Stratégie de l'UE pour la région du Danube, domaine prioritaire des risques environnementaux
- Bountieng Sanaxonh, directeur de la division de la planification, Commission du fleuve Mékong
- Bob Alfa, directeur de la planification des ressources en eau, Commission des ressources en eau, Ghana

L'adaptation au changement climatique et la gestion des risques de dangers naturels et technologiques dans les bassins transfrontaliers sont désormais cruciales, car la probabilité et l'intensité des événements météorologiques extrêmes augmentent dans le sillage de l'évolution du climat. Au cours de l'événement parallèle, plusieurs intervenants ont fourni des informations et une meilleure compréhension de la façon dont les pays peuvent évaluer et intégrer des approches multirisques et multirisques dans la gouvernance des masses d'eau transfrontalières, afin de réaliser la RRC et l'adaptation au changement climatique.

Ils ont fourni des exemples de la manière dont les pays du monde entier construisent une coopération inter-institutionnelle pour mieux gérer les risques multisectoriels et multi-aléas. Premièrement, Armine Hayrapetyan a présenté la feuille de route EFDRR 2021-2030 comme un instrument politique clé, stipulant une gouvernance multi-niveaux et une coopération transfrontalière renforcées.

Deuxièmement, Laszlo Balatonyi a souligné la stratégie de l'UE pour la région du Danube, les caractéristiques du bassin du Danube et son groupe de travail sur la gestion des catastrophes. Troisièmement, Bountieng Sanaxonh a décrit comment l'adaptation au changement climatique et la RRC sont intégrées dans la planification et le développement du bassin du Bas-Mékong, notamment dans la stratégie et le plan d'action d'adaptation au

changement climatique du Mékong. Il a attiré l'attention sur le projet conjoint sur les inondations et la sécheresse entre le Cambodge et la Thaïlande.

Enfin, Bob Alfa a souligné plusieurs défis en matière d'exploitation minière et de pollution accidentelle de l'eau suite à l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes dans les quatre bassins transfrontaliers ghanéens. Il a fourni des informations sur plusieurs initiatives transfrontalières et régionales visant à relever ces défis, notamment le Comité technique conjoint pour la gestion intégrée des ressources en eau et l'Autorité du bassin de la Volta. Tout au long de leurs présentations et du débat qui a suivi, les intervenants et les participants ont discuté de la manière d'intégrer des approches multi-aléas ou multirisques dans la gestion des risques de catastrophe, dans le but de réduire l'exposition et les vulnérabilités, et de s'adapter au changement climatique.

Les intervenants et les participants ont conclu qu'une meilleure compréhension des risques, des politiques cohérentes, une gouvernance inclusive et collaborative, et une coopération à plusieurs niveaux entre toutes les parties prenantes, sont essentielles pour la RRC et l'adaptation au changement climatique. Plus d'informations sont fournies dans un communiqué de presse de la CEE-ONU qui contient des citations essentielles des intervenants : <https://unece.org/climate-change/news/unece-and-partners-showcase-examples-integrated-governance-climate-and>

## Bilan de la session

- La compréhension a été améliorée quant à la manière dont les approches multi-aléas et multirisques (aléas et risques naturels liés à l'eau ainsi que technologiques, et changement climatique) peuvent être incorporées dans les stratégies de RRC et les structures de gouvernance, notamment les plates-formes nationales et les organismes de bassin transfrontaliers.
- La compréhension a été renforcée quant à la manière dont les stratégies de bassin fluvial peuvent aider les pays à mieux répondre au changement climatique dans le contexte des aléas et risques liés à l'eau et technologiques.
- Des exemples ont été présentés sur la façon dont l'élaboration des politiques et la gouvernance peuvent être améliorées, soutenues par la mise en œuvre d'instruments juridiques internationaux, notamment la Convention sur l'eau et la Convention sur les accidents industriels.
- Le sujet a été discuté sur la façon dont le Cadre de Sendai et la Feuille de route 2021-2030 du Forum européen pour la réduction des risques de catastrophe (EFDRR) peuvent inspirer des actions supplémentaires pour renforcer la gouvernance et la gestion des risques.
- Les défis et les bonnes pratiques dans les pays développant des mécanismes de coopération transfrontalière ont été identifiés et présentés.- Les actions possibles sur le renforcement de la gouvernance et de la coopération transfrontalière ont été soulignées.



## Excursion

En honneur de la PM2022 ayant lieu à Nusa Dua, Bali, en Indonésie, le gouvernement hôte a invité les délégués et les membres de leur famille qui les accompagnent à prendre part au programme d'excursion du gouvernement hôte le samedi 28 mai 2022. Le programme a été conçu pour présenter l'unicité et la diversité de la culture et du patrimoine indonésiens, notamment les activités culturelles, les ateliers d'artisanat, les cours de musique et de danse, la nature et les paysages, les temples et les maisons, ainsi que l'hospitalité balinaise. Les participants à l'excursion ont appris comment les Balinais protègent l'environnement et préviennent les catastrophes écologiques.

# 04 Journées préparatoires

Les Journées préparatoires de la Plate-forme mondiale pour la Réduction des Risques de catastrophe sont constituées d'événements spéciaux et de consultations des parties prenantes. Les Journées préparatoires font partie intégrante de la Plate-forme mondiale et se déroulent du 23 au 24 mai 2022. Pendant les Journées préparatoires, les groupes de parties prenantes et les partenaires organisent des événements préparatoires en vue du programme officiel de la la PM2022.



# Troisième conférence sur les système d'alerte précoce multirisques

Pause   11:30-12:00		Pause   10:20-10:30	
Nos systèmes d'alerte précoce sont-ils efficaces ? 12:00-13:30 Nusantara	Prévisions basées sur l'impact et action anticipée Construire des partenariats tout au long de votre parcours de prévision et d'action anticipée basée sur l'impact 12:00-13:30 Medan	Situation, lacunes et perspectives Perspective thématique : Préparation, action précoce, action anticipée ; Angle humanitaire 10:30-12:00 Nusantara	
Pause   13:30-14:00		Pause   12:00-12:30	
Situation, lacunes et perspectives Perspective thématique : Gouvernance et alertes précoces inclusives 14:00-15:40 Nusantara		Intégration de la dimension de genre dans le SAP de bout en bout pour les événements hydro-météorologiques. 12:30-14:00 Medan	Processus de consultation soutenant l'élaboration du guide Des mots à l'action 12:30-14:00 Nusantara
Pause   15:40-15:50		Innovation : la prochaine génération de systèmes de prévision et d'alerte 12:30-14:00 Bougain & Orchid	
Situation, lacunes et perspectives Perspective thématique : Le SAP guidé par les informations sur les risques 15:50-17:00 Nusantara		Convertir les lacunes et les besoins en une voie à suivre 14:00-15:30 Nusantara	
Pause   17:00-17:45		Pause   15:30-15:40	
Protocole d'alerte commun (PAC) 17:45-19:15 Bougain & Orchid	Atelier sur le cycle de valeur de l'alerte 17:45-19:15 Medan	Panel de haut niveau : Travailler ensemble pour une action à grande échelle 15:40-16:30 Nusantara	
Réception et séance d'affichage 19:15-20:30 Nusantara foyer		Séance de clôture 16:30-17:00 Nusantara	
		Pause   17:00-17:30	
		Utiliser l'art pour inspirer le changement Renforcer l'efficacité des SAP 17:30-19:00 Nusantara	
		Réception de CREWS 19:30-21:30 Westin Hotel	

**Organisée** par le Réseau international des systèmes d'alerte précoce multirisques (IN-MHEWS), conjointement avec la Plateforme mondiale 2022 pour la réduction des risques de catastrophe, la troisième conférence sur l'alerte précoce multirisques (MHEWC-III) a eu lieu du 23 au 24 mai.

# Système d'alerte précoce multirisques

Plus de 750 personnes ont participé au MHEWC-III. Elle a été l'occasion de discuter pour la première fois de l'appel lancé par António Guterres, Secrétaire Général des Nations Unies, afin d'établir des systèmes d'alerte précoce couvrant chaque habitant de la planète d'ici cinq ans. Il a chargé l'OMM d'élaborer un plan qui sera présenté lors des prochaines négociations des Nations Unies sur le changement climatique, connues sous le nom de COP27, qui se tiendront en Égypte en novembre.

"Nous devons faire davantage, en particulier pour les plus vulnérables, afin d'intégrer les risques de catastrophe dans notre façon de vivre, de construire et d'investir. Les communautés doivent être équipées pour s'adapter et renforcer leur résilience face aux risques multiples

et aux impacts du changement climatique", a déclaré la vice-secrétaire générale des Nations unies, Amina M. Mohammed, lors de la séance de clôture de la Conférence sur les alertes précoces multirisques. Un tiers de la population mondiale, principalement dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, n'est toujours pas couvert par des systèmes d'alerte précoce.

En Afrique, les chiffres sont encore plus frappants : 60 % des personnes ne bénéficient pas d'une couverture. Cette situation est tout simplement inacceptable. Nous devons renforcer le pouvoir de la prévision pour tous et renforcer leur capacité à agir", a déclaré Mme Mohammed.

---

## Plan d'action en 10 points

Le MHEWC-III a fait le point sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai et a identifié un certain nombre de lacunes ainsi que des besoins et des priorités connexes :

1. Depuis 2015, 95 des 120 pays ayant fait état de progrès par rapport à l'Objectif G de Sendai, ont indiqué qu'ils disposaient de systèmes d'alerte précoce multi-aléa. Cependant, moins de la moitié des PMA et un tiers des PEID ont indiqué disposer d'un système d'alerte précoce multi-aléa.
2. La responsabilité des gouvernements a été soulignée pour garantir l'accès à des systèmes d'alerte précoce centrés sur les populations et permettant une action précoce anticipée grâce à la prévision des impacts. Des mécanismes de gouvernance inclusifs et une coopération sont nécessaires ainsi que l'intégration de l'alerte précoce dans la planification de la réduction des risques de catastrophe et les stratégies d'adaptation au changement climatique.
3. La nécessité de disposer de données adéquates sur les dangers, l'exposition, la vulnérabilité et l'impact a été mentionnée à plusieurs reprises. 53 % des pays qui ont présenté un rapport par le biais du Sendai Framework Monitor indiquent qu'ils ne disposent pas d'informations sur les risques de catastrophe qui soient accessibles, compréhensibles et utilisables et adaptées à leur objectif. Les données doivent être trouvables, accessibles, interopérables et réutilisables.
4. Les technologies modernes de l'information et de la communication (TIC) offrent des possibilités d'améliorer et d'adapter les données et les services d'alerte précoce qui peuvent faciliter les actions préventives et anticipatives. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour sensibiliser aux avantages de l'utilisation des nouvelles TIC et du protocole d'alerte commun afin d'atteindre les personnes à risque avec plusieurs types de messages et dans différents formats, en

lien avec le plan national de télécommunications d'urgence (NETP).

5. Soulignant la nécessité d'un engagement public-privé, les participants se sont fortement engagés à travailler avec les acteurs du secteur privé, y compris les entreprises locales, les PME et les entreprises sociales.
6. Les participants, en particulier ceux des pays africains, ont évoqué le manque de réseaux d'observation robustes qui sous-tendent les systèmes d'alerte précoce. Le Réseau mondial d'observation de base (GBON) et le Système mondial d'observation de l'océan (GOOS) peuvent renforcer les systèmes d'observation, tandis que le Mécanisme de financement des observations systématiques vise à fournir un soutien technique et financier pour soutenir la production et l'échange de données.
7. Le besoin toujours croissant de systèmes et d'actions d'alerte précoce efficaces, inclusifs et sensibles au genre, et son urgence, ont été réitérés, conformément à l'objectif de "Ne laisser personne de côté".
8. Les systèmes d'alerte précoce restent plus efficaces lorsqu'ils sont localisés et centrés sur les personnes. Idéalement, ils intègrent les systèmes de connaissances locaux et autochtones et embrassent les concepts de risques en cascade et de solutions fondées sur la nature.
9. Une coopération ciblée en matière de développement et d'aide humanitaire, ainsi qu'un financement soutenu et flexible, sont essentiels pour renforcer les systèmes d'alerte précoce.
10. De meilleurs outils analytiques sont nécessaires pour fournir des preuves de la valeur des systèmes d'alerte précoce dans la réduction des pertes humaines, économiques et d'infrastructures, afin de justifier les investissements.



## Initiative sur les risques climatiques et les systèmes d'alerte précoce

Les progrès réalisés et les défis à relever pour préserver les vies, les biens et les moyens de subsistance grâce à un meilleur accès aux alertes météorologiques précoces et aux informations sur les risques dans plus de 44 pays moins avancés et de petits États insulaires en développement ont été présentés lors de la publication du rapport annuel de l'Initiative sur les systèmes d'alerte précoce et les risques climatiques (CREWS).

Le Fonds d'affectation spéciale CREWS a investi plus de 75 millions de dollars dans des projets dans les PMA et les PEID - et a mobilisé 270 millions de dollars supplémentaires provenant de fonds publics d'autres

partenaires du développement. L'OMM met en œuvre les projets financés par le Fonds d'affectation spéciale CREWS. "Nous devons intensifier le soutien apporté à ceux qui sont en première ligne de la crise climatique", a déclaré le sous-secrétaire général de l'ONU pour l'action climatique, Selwin Hart.

"Des initiatives comme CREWS apportent des résultats concrets à ceux qui en ont le plus besoin. Une personne sur trois dans un PEID ou un PMA et six personnes sur dix en Afrique n'ont pas accès aux systèmes d'alerte précoce. Nous devons collaborer et coopérer comme nous ne l'avons jamais fait auparavant", a-t-il déclaré.

## Mortalité et pertes économiques

Un rapport de l'OMM publié en 2021 a mis en évidence la nécessité de disposer d'alertes précoces multirisques : une catastrophe liée à un risque météorologique, climatique ou hydrique s'est produite chaque jour en moyenne au cours des 50 dernières années - tuant 115 personnes et causant 202 millions de dollars de pertes quotidiennes.

Le nombre de catastrophes a été multiplié par cinq au cours de cette période de 50 ans, sous l'effet du changement climatique, de l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes et de l'amélioration des rapports.

Mais, grâce à l'amélioration des alertes précoces et de la gestion des catastrophes, le nombre de décès a été divisé par presque trois.

Selon l'Atlas de l'OMM sur la mortalité et les pertes économiques dues aux extrêmes météorologiques, climatiques et hydriques (1970 - 2019), plus de 11 000 catastrophes attribuées à ces risques ont été signalées dans le monde, avec un peu plus de 2 millions de décès et 3,64 billions de dollars de pertes.

# Deuxième forum des parties prenantes



Le Forum des parties prenantes a réuni des acteurs de toutes les parties de la société et du monde entier pour offrir un espace propice au partage des connaissances entre les régions, les professions et les groupes démographiques, et aborder les bonnes pratiques pour renforcer la résilience aux catastrophes.

La participation au Forum était ouverte à tous les gouvernements, aux Nations Unies, aux organisations internationales et régionales et aux parties prenantes

participant à PM2022.

Les discussions se sont concentrées sur le renforcement de la collaboration et des approches de l'ensemble de la société dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai, en cohérence avec tous les autres cadres de l'Agenda de développement post-2015 élargi (par exemple, l'Agenda 2030 pour le développement durable, l'Accord de Paris, le Nouvel Agenda urbain).

# PROGRAMME 2ÈME FORUM DES PARTIES PRENANTES

**Lundi 23 mai**

## Cérémonie d'ouverture

09:00 - 10:00  
Galerie d'exposition (IC, RTC)

Pause 10:00 - 10:15

## Leçons apprises en matière de renforcement de la résilience - au cours des 3 dernières années

10:15 - 11:15  
Galerie d'exposition (IC, RTC)

Pause 11:15 - 11:30

## Plans et opportunités pour l'avenir du SEM

11:30 - 12:30  
Galerie d'exposition (IC, RTC)

Déjeuner 12:30 - 14:00

<b>Séance de circonscription ONG</b> 14:00 - 15:30 Bougain & Orchid	<b>Séance de circonscription ; Handicap</b> 14:00 - 15:30 Galerie exposition (IC, RTC)	<b>Séance de circonscription ; Femme et Genre</b> 14:00 - 15:30 Bandung	<b>Séance de circonscription ; secteur privé</b> 14:00 - 15:30 Jakarta Room AB	<b>Séance de circonscription Communautés</b> 14:00 - 15:30 Hibiscus & Frangipani
---	--	---	--	--

Pause 15:30 - 16:15

<b>Séance de circonscription ; Enfants et jeunes</b> 16:15 - 17:45 Galerie d'exposition	<b>Séance de circonscription ; FICR</b> 16:15 - 17:45 Bougain & Orchid	<b>Séance de circonscription ; Média</b> 16:15 - 17:45 Bandung
---	--	--

Pause 17:45 - 18:00

## Événement de rencontre avec les parties prenantes

18:00 - 19:15  
Galerie d'exposition

**Mardi 24 mai**

**Réduire le déficit entre la science et la technologie de la RRC et la pratique au niveau local**  
Medan  
(RTC)

**Financement de la RRC - Une approche ESG+R**  
09:00 - 10:30  
Galerie d'exposition (IC, RTC)

**Renforcer la mise en œuvre locale du cadre de Sendai pour la RRC**  
09:00 - 10:30  
Bougain & Orchid (RTC)

**Session de circonscription ; Déplacement**  
09:00 - 10:30  
Auditorium (RTC)

Pause 10:30 - 11:00

**Disaster Governance - Engagement des parties prenantes dans les stratégies nationales de RRC**  
11:00 - 12:00  
Medan (RTC)

**Integre DRR Into Politique et action de changement climatique**  
11:00 - 12:00  
Bougain & Orchid (RTC)

## Bilan à mi-parcours du cadre de Sendai

11:00 - 12:30  
Galerie d'exposition (IC, RTC)

Déjeuner 12:30 - 14:00

## Messages essentiels - Compte rendu des sessions parallèles

14:00 - 15:00  
Galerie d'exposition (IC, RTC)

Pause 15:00 - 15:30

## Approche globale de la société et rétroaction de la session de circonscription

15:30 - 16:30  
Galerie d'exposition (IC, RTC)

Pause 16:30 - 17:00

## Cérémonie de clôture

17:00 - 18:00  
Galerie d'exposition (IC, RTC)

# RECOMMANDATIONS PRINCIPALES

## • Changement climatique

- La communauté de la RRC dispose d'une énorme quantité d'expertise technique et d'apprentissage capable de soutenir ceux qui œuvrent dans le domaine des pertes et dommages et le Réseau de Santiago pour les pertes et dommages (SNLD), et de faire avancer les progrès en matière de minimisation et de traitement des pertes et dommages.
- Nous devrions profiter de l'occasion pour aligner l'inventaire mondial des progrès réalisés en matière de changement climatique sur la réflexion et le processus de l'examen à mi-parcours du Cadre de Sendai.
- La planification de la RDC peut également apprendre de la réflexion et de la planification de l'adaptation en intégrant une plus grande attention aux risques futurs et à la manière dont les risques évoluent. L'examen des catastrophes passées ne suffit plus à informer sur les catastrophes futures. Le partage et l'alignement des données sur la RRC et le changement climatique peuvent y contribuer.
- Nous avons à soutenir la cohérence des politiques en matière de résilience en intégrant les processus politiques sur le climat et les risques de catastrophe au niveau national - Aligner les cycles politiques de la RRC et de l'adaptation climatique, accorder plus d'attention à l'évolution des risques et à la planification future.
- Les pertes et les dommages causés par le changement climatique soulignent le besoin de financement des risques et de systèmes d'alerte précoce. Développer des stratégies ciblées de financement de la RRC et intégrer la RRC dans les stratégies de financement nationales et locales et dans toutes les décisions d'investissement.

## Communication et science

- Encourager un meilleur dialogue entre les scientifiques, les décideurs et les praticiens au niveau local tout au long du cycle des risques, afin de réaliser le Cadre de Sendai.
- Établir des mécanismes de médiation et de courtage pour mieux utiliser les connaissances scientifiques disponibles dans des contextes de risques spécifiques, et identifier les besoins en connaissances.
- Créer des environnements favorables permettant aux scientifiques en début de carrière de jouer un rôle central dans la co-création et le partage des connaissances. Nous devons permettre et encourager les collaborations transdisciplinaires entre la communauté scientifique et les communautés locales afin de soutenir la co-production de solutions, de stratégies et de politiques spécifiques au contexte qui améliorent la RRC.

## • Financement

- Exhorter les institutions financières internationales, les banques de développement et les institutions financières nationales, entre autres, à aligner leurs stratégies, leurs opérations et leurs activités sur le Cadre de Sendai et d'autres accords mondiaux majeurs.
- Développer des mécanismes financiers efficaces pour soutenir le renforcement de la résilience au niveau local - le financement doit être conçu avec les communautés et pour les communautés, il a besoin de mécanismes institutionnels pour acheminer les fonds au niveau local afin qu'ils répondent aux priorités des parties prenantes de la base.
- Promouvoir l'approche "penser résilience" à tous les investissements financiers.

## • Localisation:

- La seule façon efficace de parvenir à la RRC est de travailler avec les collectivités en tant qu'agents de RRC, créateurs et exécutants clés des plans.
- Les plans gouvernementaux devraient faciliter les besoins des collectivités, notamment en matière de ressources, de financement et de soutien au renforcement des capacités avec une vision contextualisée et durable pour la construction de collectivités résilientes.
- Intégrer le savoir local et aider les communautés au niveau de leur compréhension des risques et de l'accès aux informations scientifiques de sorte à ce pouvoir facilement les interpréter et appliquer à la réduction des risques de catastrophe.

## • Gouvernance

- Mettre en place un partage d'informations bidirectionnel adéquat parmi les parties prenantes et les gouvernements, à tous niveaux. Les informations doivent être accessibles et responsabilisantes pour tous les intervenants.- Pour que chaque pays dispose de plates-formes nationales pour l'engagement des gouvernements et des parties prenantes dans la RRC afin de briser les silos.
- Nous avons besoin de mécanismes formels qui reconnaissent et amènent les différentes parties prenantes à dialoguer et à collaborer en vue d'une action de l'ensemble de la société.
- Une action de l'ensemble de la société nécessite une coordination de l'ensemble de la société, de la société civile, des universités, des communautés et du gouvernement, des mécanismes qui reconnaissent le leadership et attribuent des rôles formels, ainsi que des ressources financières et non financières liées à ces rôles pour les différentes parties prenantes, ainsi qu'une planification coordonnée et collective de la RRC.

# Cinquième Conférence internationale sur la reconstruction (WRC5)



## PROGRAMME CONFÉRENCE MONDIALE SUR LA RECONSTRUCTION 5

Lundi 23 mai 2022			Mardi 24 mai 2022		
<b>Cérémonie d'ouverture</b> <i>Mangupura</i> 13:00-13:40			<b>Reflexions sur les modèles de gouvernance du relèvement : planification et gestion du relèvement suite à des événements complexes et interconnectés de type catastrophe-conflit dans un monde transformé par la Covid-19</b> <i>Mangupura</i> 13:00-14:10		
<b>Le redressement social, infrastructurel et économique après une catastrophe : Une occasion de réinitialiser la voie du développement vers un avenir plus vert et plus résilient</b> <i>Mangupura</i> 13:40 - 14:40			<b>Explorer le financement anticipé pour répondre aux besoins de récupération</b> <i>Mangupura</i> 14:20-15:20		
Pause 14:40-15:30			Pause 15:20-15:50		
<b>Assurer le rétablissement des infrastructures essentielles</b> <i>Mangupura</i> 15:30-17:00	<b>Green Recovery</b> <i>Jakarta AB</i> 16:00-17:00	<b>Réponse aux défis de la récupération dans l'environnement urbain</b> <i>Hibiscus &amp; Frangipani</i> 16:00-17:00	<b>Dispositions institutionnelles pour la gestion des crises complexes</b> <i>Mangupura</i> 15:50-16:50	<b>Évaluation du rétablissement lors d'événements complexes et interconnectés liés à des catastrophes et des conflits</b> <i>Jakarta AB</i> 15:50-16:50	<b>Planification de la reprise avant la catastrophe</b> <i>Hibiscus &amp; Frangipani</i> 15:50-16:50
Pause 17:00-17:30			Pause 16:50-17:20		
<b>Faire face à l'impact social et économique de la pandémie de Covid-19 sur les "Hard-won" Bénéfices du développement</b> <i>Mangupura</i> 17:30-18:30			<b>Cérémonie de clôture</b> <i>Mangupura</i> 17:20-18:20		
<b>Mécanismes de renforcement de la protection sociale et du relèvement local</b> <i>Jakarta AB</i> 18:45-19:45	<b>Aborder les besoins de relèvement des femmes et des filles, des personnes handicapées et des autres groupes vulnérables</b> <i>Hibiscus &amp; Frangipani</i> 18:45-19:45	<b>COVID-19 Priorités de redressement de l'ensemble de la société pour le renforcement des systèmes de santé selon une approche de gestion des risques</b> <i>Mangupura</i> 18:45-19:45	Legend: ■ Séance plénière ■ Séance parallèle ■ Ouverture/Clôture		

# COMMUNIQUÉ CONJOINT SUR LA RECONSTRUCTION POUR UN AVENIR DURABLE

La cinquième édition de la Conférence mondiale sur la reconstruction (CMR5) s'est tenue à Bali, en Indonésie, du 23 au 24 mai 2022, conjointement avec la septième Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe. Elle a rassemblé des personnes représentant 160 pays et 1600 participants en personne et en ligne issus de gouvernements nationaux et locaux, de la société civile, du secteur privé, du monde universitaire et d'organisations internationales du monde entier. La conférence a été organisée conjointement par la Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement de la Banque mondiale, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, sous l'égide de la Plate-forme internationale de relèvement. La CMR5 a abordé le thème "Reconstruire pour un avenir durable : Building resilience through recovery in a COVID-19 Transformed World" et a réparti les expériences sur les dimensions de résilience et de durabilité du relèvement, en vue de faire progresser la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030. La conférence a noté qu'avec l'avènement de la COVID-19, le monde a été transformé avec de graves conséquences socio-économiques qui sont susceptibles de survivre à la pandémie, en particulier pour les groupes les plus vulnérables et défavorisés, y compris les personnes vivant avec un handicap, et menace de défaire des décennies de progrès en matière de développement, et de faire dérailler les perspectives mondiales de réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) d'ici 2030. La communauté internationale est désormais confrontée à une ère de multiplicité et de complexité sans précédent des crises dues à la pandémie, aux catastrophes, au changement climatique, à la dégradation rapide de l'environnement, aux conflits armés et aux déplacements et migrations forcés. Cette complexité, dans le contexte de la COVID-19, a nécessité de repenser la manière dont le relèvement est planifié, financé et géré afin de protéger les acquis socio-économiques, de renforcer la résilience et de contribuer au développement durable. En s'appuyant sur les thèmes de la conférence, les participants à la conférence ont pu : a) faire le point sur les approches, les méthodologies et les outils ainsi que sur les meilleures pratiques et les défis émergents pour estimer et traiter les effets socio-économiques et l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'Agenda 2030 pour le développement durable et les ODD ; b) plaider pour un plus grand engagement et une plus grande intégration de la reprise sociale et économique, de l'écologisation et de la reconstruction dans la reprise après une catastrophe

et la planification du développement à tous les niveaux ; et c) discuter et proposer des outils et des systèmes institutionnels de planification, de financement et de gestion plus efficaces, innovants et coordonnés pour le relèvement après des événements complexes et interconnectés de type catastrophe-conflit, y compris les pandémies, les risques naturels et les chocs et facteurs de stress climatiques. Les délibérations sur la question du relèvement pour un avenir durable ont renforcé notre détermination à :

- **Utiliser le rétablissement après la pandémie, les catastrophes, les conflits et autres menaces comme une opportunité pour réinitialiser la voie du développement vers un avenir plus vert et plus résilient.**

Une approche plus verte, plus résiliente et plus inclusive du relèvement permettra de faire face aux impacts sociaux et économiques de la COVID-19, d'accélérer les efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, et de rétablir la dynamique de la réduction de la pauvreté et de la sécurité humaine. Cette approche intégrée cherche à atteindre une reprise et une croissance plus durables et équitables en : i) encourageant les investissements dans des systèmes de production et de consommation plus "verts" ; ii) soutenant le renforcement de la résilience à une variété de chocs - économiques, sociaux, climatiques ou liés à la santé ; iii) envisageant d'investir dans des actions anticipées dans les états préventifs du cycle de gestion des risques de catastrophe pour réduire les coûts de reprise ; et iv) s'assurant que la reprise ne laisse personne derrière. Le succès du relèvement à long terme dépend en partie de la mesure dans laquelle les pays et les communautés, y compris le secteur privé et les organisations de la société civile, ont planifié, anticipé et préparé le relèvement. Le développement des capacités humaines, des outils, des données de base et des systèmes, des plans, du financement préétabli et des dispositions de gouvernance des risques avant la catastrophe est essentiel pour reconstruire plus fort, plus rapidement et de manière plus inclusive.

- **Aborder les effets sociaux et économiques et l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les acquis du développement "durement gagnés".**

Prenant acte du fait que la COVID-19 a affecté de manière disproportionnée les populations les plus

vulnérables telles que les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées, les migrants et les réfugiés et a exacerbé les inégalités. Il est nécessaire d'avoir des réponses organisées pour stabiliser les économies et les sociétés, en cherchant à prévenir d'autres dommages et à jeter les bases d'une reprise durable et de travailler vers des résultats à long terme de bien-être humain.

- **Repenser nos modèles de gouvernance du rétablissement afin de mieux planifier et gérer le rétablissement après des événements complexes et interconnectés de type catastrophe-conflit dans le monde post-COVID- 19.**

Répondre aux défis du relèvement en milieu urbain exige des approches qui considèrent l'interconnexion des systèmes urbains, la complexité des vulnérabilités et des besoins des citoyens pauvres et qui tirent parti des connaissances locales et d'un financement diversifié. Des solutions innovantes pour la relance urbaine incluent une planification ex ante, des investissements et des programmes alignés avec les plans et stratégies de développement qui maximisent les co-bénéfices pour le développement durable, le changement climatique et la résilience locale. Les approches clés de la gouvernance qui doivent être examinées comprennent le rôle des autorités nationales de gestion des catastrophes dans une crise de santé publique ; les défis de la reprise après une crise complexe, y compris les contraintes de capacité (humaines, financières, institutionnelles) ; les stratégies pour renforcer la résilience aux chocs futurs d'une manière qui aide à résoudre les conflits. L'atelier a permis aux participants d'identifier des approches innovatrices et des bonnes pratiques répondant à ces questions et de fournir des exemples de modèles de gouvernance améliorés à adopter.

- **Changer notre comportement et nos actions pour renforcer la résilience par la récupération et la reconstruction pour un avenir durable.**

- Nous demandons et nous nous engageons en faveur d'un processus de redressement résilient qui reconstruira mieux, qui confie l'initiative aux personnes touchées, qui met en œuvre des

mesures financières, institutionnelles et techniques prévisibles et préétablies à tous les niveaux, qui adopte et explore de nouvelles technologies et de nouveaux mécanismes tels que l'action anticipée et qui donne la priorité aux résultats à moyen et long terme en reconnaissant que le redressement prend du temps.

- Nous appelons tous les décideurs politiques à mettre en place des systèmes de santé qui intègrent des mesures de gestion durable des risques, des infrastructures de santé résilientes, une couverture sanitaire universelle au centre de tous les efforts de redressement pour aider toutes les personnes à jouir du meilleur état de santé possible.
- Nous soulignons la nécessité d'une protection sociale universelle adaptée aux chocs pour tous les groupes vulnérables afin de garantir un revenu et une consommation sûrs pour soutenir les communautés pendant une crise. Nous cherchons à renforcer les systèmes nationaux de protection sociale en rédigeant et en actualisant les politiques nationales de protection sociale, en opérant une transition vers la numérisation des processus, en établissant des institutions efficaces qui fournissent une assistance sociale et une assurance sociale à tous les citoyens et résidents, et en explorant les liens avec le financement anticipé.
- Nous encourageons une forte collaboration avec la société civile et les communautés, l'utilisation des connaissances locales dans le rétablissement des infrastructures critiques et la cohérence avec l'ODD9. Les stratégies de rétablissement des infrastructures doivent être repensées pour faire face aux risques, tout en intégrant des stratégies de rétablissement alternatives et contingentes, et en évitant les réflexions en vase clos.

*Une reprise résiliente et durable n'est pas un luxe, mais un impératif pour un avenir meilleur.*

**Bali, 24 mai 2022**

# Forum des élus locaux



Le Forum des élus locaux a fait appel à un plus grand soutien des mécanismes de pair à pair, afin d'aider les gouvernements locaux à atteindre les objectifs de développement durable résilients.

Les maires et les hauts fonctionnaires des municipalités de Making Cities Resilient 2030 (MCR2030) du monde entier ont également appelé à un plus grand soutien technique pour intensifier la mise en œuvre du Cadre de Sendai au niveau infranational. Le Forum a été organisé sous le thème "Vers des villes inclusives, sûres, résilientes et durables". Il s'est concentré sur la façon dont le Cadre de Sendai peut améliorer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable et, en particulier :

SDG 1 pauvreté, SDG3 santé et bien-être, SDG11 villes et communautés durables, et SDG 13 action climatique. Le Forum a mis en évidence quatre domaines prioritaires. Tout d'abord, divers exemples ont été répartis pour illustrer comment les villes sont des pôles d'innovation. Il s'agit notamment de rendre les informations sur les risques plus accessibles (Araujo, Mozambique), de réviser les cadres institutionnels pour renforcer la gestion de l'eau (Ouganda) et d'utiliser des moyens de transport et de connectivité innovants (Medellin).

Deuxièmement, le financement a été identifié comme le principal multiplicateur d'impact. Il est urgent de développer la capacité à comprendre les types de

financement climatique, les options pour y accéder, et le soutien au renforcement des capacités pour permettre le développement de projets bancables qui sont attractifs pour les investissements des partenaires du développement.

Troisièmement, le Forum a souligné à nouveau que la compréhension des risques de catastrophe et des risques climatiques est le point de départ de la résilience. Il est fondamental de renforcer la capacité à mesurer les risques et de prendre en compte la façon dont ils sont perçus. Un élément clé de ce processus consiste à combler le fossé entre les experts et les citoyens. Il est vital de disposer d'un système de communication des risques qui soit utilisable, utile et utilisé.

En même temps, il est important d'accepter que le risque est dynamique et changeant. Les gouvernements locaux - du mieux qu'ils peuvent - doivent continuer à apprendre comment le risque affecte les plus vulnérables et (associé à cela) à mieux comprendre et mesurer la vulnérabilité.

Capter ces leçons et les intégrer dans les politiques publiques est un grand pas vers des villes résilientes. Quatrièmement, l'importance de l'échange entre pairs et de la narration a été validée. Les bonnes histoires (c'est-à-dire centrées sur les gens) et crédibles (c'est-à-dire avec des preuves) relayées par de bons conteurs crédibles sont un moyen puissant d'inspiration et de changement. L'explication par la municipalité de Saida au Liban de son expérience de gestion de la crise de la COVID-19 a été l'un de ces exemples lors du Forum. Les Resilience Hubs MCR2030 - villes reconnues pour leur leadership en matière de résilience aux catastrophes - du Grand Manchester, d'Incheon, de Matosinhos, de Mexico et de Potenza ont raconté comment elles ont utilisé les partenariats et le soutien entre pairs pour renforcer la résilience aux catastrophes.

"Tout cet apprentissage et cette collaboration n'ont été possibles que grâce à l'incroyable générosité des villes MCR2030", a déclaré Kathy Oldham, responsable de la résilience du Grand Manchester. "Être un centre de résilience offre l'opportunité de collaborer sur les défis les plus urgents de notre époque.

"Une série de présentations de style IGNITE a offert des recommandations et des leçons apprises sur les thèmes suivants : Premièrement, le renforcement de la coordination nationale-locale sur la résilience aux catastrophes (M. Seyedmasoud Hosseini, maire de la ville de Hamedan, Iran) ; deuxièmement, l'accès au financement (M. Fakri Karim, chef d'équipe du Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) - Programme Smart Green ASEAN City); et troisièmement, le partenariat avec le secteur privé (Mme Kazuko Kori, maire de la ville de Sendai, Japon).

La représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe et chef de l'UNDRR, Mami Mizutori, a exhorté les gouvernements locaux à continuer à investir du temps et des ressources dans la compréhension des risques auxquels leurs villes sont confrontées, afin qu'ils puissent prendre les mesures nécessaires pour renforcer la résilience : "C'est pourquoi l'UNDRR, avec nos partenaires, a lancé Making Cities Resilient 2030", a-t-elle déclaré.

Mme Mizutori a également souligné le lancement du tableau de bord en ligne de l'UNDRR sur la résilience aux catastrophes. Le Forum a également été l'occasion pour MCR2030 de fêter son 1 000e membre - la municipalité bangladaise de Pangsha. Mizutori a félicité les dirigeants locaux pour leur engagement, ainsi que le pays dans son ensemble pour avoir adopté la RRC aux niveaux national et local. Making Cities Resilient (MCR2030) est un réseau mondial de plus de 1 000 gouvernements locaux couvrant plus de 360 millions de personnes.





# Du risque à la résilience :

Vers un développement durable pour tous dans un  
Monde Transformé par la COVID-19

© 2022 BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LA  
RÉDUCTION DE RISQUES DE CATASTROPHE

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site :

[globalplatform.undrr.org](https://globalplatform.undrr.org)

[undrr.org](https://undrr.org)

[preventionweb.net](https://preventionweb.net)

Convoqué et organisé par



Bureau des Nations Unies pour la  
réduction des risques de catastrophe

Accueillie par le gouvernement  
de l'Indonésie

